

Rapport final

PROJET « APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA ZONE KINDIA-MAMOU » (DAKMA) - GIN1600411, GUINEE



Table des matières

Table des matières	2
Acronymes.....	3
Fiche d'intervention	5
Appréciation Générale.....	6
1.1 Auto-évaluation de la performance.....	6
1.2 Conclusions	8
PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés.....	9
1 Appréciation de la stratégie d'intervention.....	9
1.1 Contexte.....	9
1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention.....	13
2 Results achieved.....	15
2.1 Matrice de monitoring	15
2.2 Analyse des résultats	20
3 Durabilité.....	34
4 Enseignements	37
4.1 Enseignements tirés.....	37
4.2 Recommandations	38
5 PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel).....	40
5.1 Suivi des décisions et recommandations prises par la SMCL.....	40
5.2 Suivi recommandions de la mission de revue à mi-parcours (MTR DAKMA)	43
5.3 Dépenses.....	50
5.4 Taux de décaissement de l'intervention.....	52
5.5 Personnel de l'intervention.....	53
5.6 Marchés publics	54
5.7 Accords d'exécution.....	58
5.8 Équipements	59
5.9 Cadre logique original tiré du DTF :	61
5.10 Matrice de monitoring complète.....	65
5.11 Outils et produits	70
6 Autres annexes.....	71
6.1 Schéma de mise en oeuvre	71
6.2 Evolution volumes de production	72
6.3 Synthèse matériel et équipements co-financés.....	74
6.4 Répartition du budget des investissements.....	78
6.5 Informations sur les GVEC.....	79

Acronymes

AEPKM	Projet d'Adduction d'Eau Potable Kindia-Mamou
AFD	Agence Française de Développement
AFDI	Agriculteurs Français et Développement International (ONG française)
AG	Assemblée Générale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AGUIDEP	Association guinéenne pour le développement de l'entreprise privée
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
ANPROCA	Agence Nationale de la Promotion Rurale et le Conseil Agricole
ANO	Avis de Non-Objection
APEK	Association pour la Promotion Economique de Kindia
ATC	Assistance Technique et Coopération
ATN	Assistance Technique (National)
BC	Bénéficiaire Contractant – partenaire de mise en œuvre à travers une CSub
BG	Basse-Guinée
BES	Bureau d'Exécution Stratégique
BID	Banque Islamique de Développement
BTGR	Bureau Technique de Génie Rural
CA-G44	Coopération Atlantique – Guinée 44
CEF	Conseil à l'Exploitation Familiale
CGS	Comité de Gestion et de Suivi
CMO	Convention de Mise en Œuvre (Etat Belge/CTB)
CNOP-G	Confédération Nationale des OP en Guinée
CP	Comité de Pilotage
CRADER-K	Concertation Régionale des Acteurs de Développement Rural de Kindia
CRADER-M	Concertation Régionale des Acteurs de Développement Rural de Mamou
CRRAF	Centre Régional de Recherche Agronomique de Foulayah
CRG	Crédit Rural de Guinée
CS	Convention Spécifique
CSub	Convention de Subside
CSC	Cahier Spécial des Charges
DAKMA	Projet de Développement Agricole dans la zone de Kindia/Mamou (CTB)
DNGR	Direction Nationale de Génie Rural
DPA	Direction Préfectorale de l'Agriculture
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
EDG	Electricité De Guinée
EMP	Évaluation Mi - Parcours
Enabel	Agence Belge de Développement
ERI	Enabling Rural Innovation
EUR	Euro
FEPAF-BG	Fédération des Planteurs Fruitier de la Basse Guinée
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes de la Basse-Guinée
FOPMA-BG	Fédération des Organisations Paysannes Maraichères de la Basse Guinée
FOPVS-BG	Fédération des organisations Paysannes des Vivriers et Saliculteurs de la Basse Guinée
FPPD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
GIN	Guinée
HA	Hectare
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre

IEA	Intervention Entrepreneuriat Agricole (du programme Entreprena)
IEF	Intervention Entrepreneuriat Féminin (du programme Entreprena)
IEU	Intervention Entrepreneuriat Urbain (du programme Entreprena)
MG	Moyenne Guinée
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MVA	Matériel Végétal Amélioré
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAPP	Plan d'Actions Prioritaires Post-Ebola
PASANDAD	Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable de la Guinée
PNIA	Plan Nationale d'Investissement Agricole
PNIASA	Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PNIASAN	Plan National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PNDES	Politique Nationale de Développement Economique et Sociale
PNRH	<i>Plan National de relance de l'Horticulture en République de Guinée</i>
PRSP	Poverty Reduction Strategy Paper
PTF	Partenaire Technique et Financier
PV	Procès-Verbal
RC	Régional Controller
RCBEE	Renforcement de Capacités par le Biais des Etudes et l'Expertise
RGTA-DI	Réseau Guinéen pour la Traction animale et le Développement Intégré
SDAI	Schéma directeur du Développement Agricole Irrigué
ST	Services Techniques (MinAgri)
T	Tonne
TMV	Taux de Mise en Valeur
UGAD	Union des Groupements Agricoles de Damakanya
UGAS	Union des Groupements Agricoles de Soumbalako
UGMBM	Union de Groupement Maraîcher de Bas Molota
UGMK	Union des Groupement Maraîcher de Kindia
UGP	Unité de Gestion de Projet
UGVK	Union des Groupements Vivriers de Kindia

Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Appui au développement agricole dans la zone de Kindia-Mamou - DAKMA
Code de l'intervention	GIN 1600411
Localisation	Préfecture de Kindia – Mamou / Basse en Moyenne Guinée
Budget total	5.000.000 EUR / Mise à disposition des locaux du projet (36.000€)
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture – Directions régionales de l'Agriculture de Kindia et Mamou
Date de début de la Convention spécifique	17-11-2016
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	17-11-016 / 25-04-017
Date prévue de fin d'exécution	17-11-2019 (36 mois)
Date de fin de la Convention spécifique	17-11-2020 (48 mois)
Groupes cibles	Producteurs familiaux horticoles et de riz et leurs organisations, petites entreprises agricoles, autorités agricoles et leurs services techniques
Impact ¹	Les conditions socio-économiques des populations rurales des régions de Kindia et de Mamou sont améliorées à travers l'appui au développement agricole
Outcome	Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes
Outputs	R1. Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en amont et en aval des filières retenues
	R2. Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcées
	R3. Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues
Année couverte par le rapport	Décembre 2016 – décembre 2019

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Appréciation Générale

1.1 Auto-évaluation de la performance

Pertinence	Performance
<p>La pertinence de l'intervention est qualifiée (B)</p> <p>Le projet DAKMA était globalement en phase avec les problèmes, les besoins et les priorités des bénéficiaires. Il a apporté des réponses adéquates aux besoins et à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires mais n'a pas pu aller au bout de sa logique dû à sa durée relativement courte (30 mois phase opérationnelle) combinée aux contraintes internes (procédures) et externes (partenaires avec des capacités d'absorption limitée en termes de RH et finance).</p> <p>La manière de travailler était bien appréciée par nos partenaires étatiques du niveau régional et central mais aussi par les bénéficiaires finaux - bien que les délais pour le démarrage des activités tangibles sur le terrain leur semblent parfois longs.</p> <p>L'intervention était en bonne adéquation avec les priorités de la stratégie du Ministre belge de la coopération au développement et bien en phase avec les différentes orientations stratégiques relatives au secteur agricole (documents politiques et stratégiques successifs) de l'Etat Guinéen, notamment les Plans Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA, 2013-2017 et PNAISAN, 2018-2025), particulièrement pour ce qui concerne les aspects accroissement de la productivité (modernisation des infrastructures et AHA) accès aux marchés, structuration des chaînes de valeurs et amélioration de la gouvernance.</p> <p>En tant que projet du programme de démarrage, l'intervention visait une mise en œuvre rapide, une visibilité d'actions permettant une orientation au programme structurel à formuler.</p> <p>Le projet DAKMA nous a permis de développer un trajet d'apprentissage du secteur agricole guinéen et d'orienter nos axes d'intervention pour le Programme Entrepreneuriat, notamment pour le volet Agricole.</p>	B

Efficience	Performance
<p>L'efficience de l'intervention est qualifiée (C)</p> <p>Le ratio input ⇔ output de l'intervention est considéré acceptable, voir bon vu le contexte de l'intervention c.à.d. la durée de l'intervention (3 ans) dans un nouveau pays plutôt fragile où Enabel a dû se construire elle-même (RH, dispositif administratif et financier) s'installer comme institution et configurer son environnement en termes de partenaires et partenariats.</p> <p>Les outputs cependant, notamment les infrastructures AHA, ont été livrés avec des retards considérables et pas toujours avec la qualité escomptée, pour des raisons internes (contraintes procédurales) et externes (faible capacités technique et financière des entreprises adjudicataires). Ceci a créé un déphasage entre le « hard » et le « soft », malgré les multiples efforts correctifs. C'est ainsi que les infrastructures AHA ont seulement été finalisées dans la période fin 2018- début 2019, laissant peu de temps à l'accompagnement des bénéficiaires dans l'exploitation / gestion.</p> <p>La contribution des partenaires a été acceptable, mais a pris du temps à se mettre en place avec la dynamique et la qualité demandée (RH, outils, méthodes, démarche), notamment au niveau des partenaires ONG (Bénéficiaires Contractants). Au niveau des partenaires de l'administration, tenant compte des maigres moyens à leur disposition, la contribution peut être qualifiée de très satisfaisante en terme d'engagement et de dynamisme.</p> <p>Afin de corriger et prévenir les problèmes relatifs au retard et à la qualité, la transformation des inputs en outputs n'a pas été optimale. Par endroit un personnel</p>	C

permanent, comme par exemple un ATI en Génie Rural expérimenté dans les procédures de marché en régie aurait probablement été plus efficace, que le recours quasi permanent à un appui (des cabinets) externe.	
--	--

Efficacité	Performance
<p>L'efficacité de l'intervention est qualifiée (B)</p> <p>Hors mis l'AHA de Kafossy II dont le marché a été résilié en pleins travaux, les groupes cibles ont accès aux outputs et les utilisent malgré des défaillances techniques encore à corriger sur certains sites. Les outputs contribuent à l'atteinte de l'outcome si un accompagnement continue à être fourni encore quelque temps par l'IEA.</p> <p>L'intervention a continuellement adapté sa stratégie en fonction du contexte et les contraintes qui se sont posées afin de maintenir le cap sur les outcomes à réaliser, atténuant ainsi les effets négatifs.</p>	B

Impact	Performance
<p>L'impact de DAKMA est qualifié (B) si l'on place l'intervention dans le contexte du Programme ENTREPRENA qui est plus large, plus longue et pour lequel le projet DAKMA était le précurseur. A elle seule, une intervention isolée de 3 ans aura du mal à laisser un impact pérenne et devrait être qualifiée (D).</p> <p>Un impact est clairement visible au niveau de la filière ananas avec une extension continue de la superficie de production et une amélioration des rendements. Cet impact est attribuable à la dynamique créée au niveau de cette filière depuis 2016 par un ensemble d'acteurs dont le Gouvernement de la Guinée à travers son programme de relance. Un autre impact important, visible et directement attribuable au projet se trouve au niveau de la concertation des acteurs régionaux du secteur agricole et plus spécifique des acteurs des filières ananas et mangue. Cette concertation entre acteurs s'est considérablement renforcée en fréquence et en qualité depuis le démarrage du projet DAKMA. D'autres impacts encore peu visibles, mais susceptibles de le devenir sont les évolutions du rendement et de la commercialisation de la production en lien avec les AHA réhabilités (à confirmer par des évaluations les années à venir).</p> <p>Quelques effets inattendus en termes d'initiatives entrepreneuriales (économiques et sexospécifiques) se sont révélés à travers le dynamisme autour des Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC) spécifiquement des Femmes et des Jeunes et les initiatives à se lancer dans la production agricole (ananas, bananes et compost) d'un nombre important de Jeunes.</p> <p>De manière générale la promotion de l'entrepreneuriat qui semble être en lien avec les ambitions et à la culture de nombreux des Guinéens a pu faire son chemin.</p>	B (D)

Durabilité	Performance
<p>La durabilité de DAKMA est qualifiée (B) si l'on place l'intervention dans le contexte du Programme ENTREPRENA, qui est plus large et long, pour lequel le projet DAKMA était le précurseur. A elle seule, une intervention isolée d'à peine 3 ans ne peut laisser des traces pérennes et devrait être qualifiée (D).</p> <p>La durabilité, dépend d'un ensemble d'éléments dont la conformité de l'intervention avec le cadre stratégique et politique, l'implication du partenaire dans la formulation, l'appropriation de l'intervention par le partenaire et son intégration dans le contexte social, culturel et technologique. De plus, l'intervention doit avant tout viser un développement économique, autrement dit la capacité qu'elle donne aux bénéficiaires</p>	B (D)

de transformer les appuis (techniques, organisationnels et financiers) en bénéfices financiers et économiques à terme.

Il est évident qu'une amélioration de la production rizicole et horticole et sa valorisation sur les sites de notre zone d'intervention, nécessitera un accompagnement plus long que celui déployé par le projet DAKMA. La nécessité d'un accompagnement plus long est également motivée par le fait que les bénéficiaires de l'intervention n'ont pu s'exercer dans l'exploitation des infrastructures qu'à partir de début 2019, donc à peine une saison de production. Dans cette visée, les volets Entrepreneuriat Agricole et Entrepreneuriat Féminin assureront une continuité et un accompagnement des acteurs des filières ananas, mangue et pomme de terre mais aussi les exploitants des sites AHA réhabilités. Il faut souligner que les exploitants des sites « DAKMA » ont bénéficié d'une dotation d'intrants dans le cadre d'une action d'atténuation des effets du Covid-19, récemment mise en œuvre par ces deux volets. La durabilité par un accompagnement plus long est ainsi visée.

1.2 Conclusions

La présence d'Enabel est la matérialisation effective des accords de coopération bilatérale guinéo belge. Le projet de Développement Agricole Kindia-Mamou (DAKMA), a posé des actes concrets contribuant au développement du secteur agricole sur l'axe Kindia-Mamou-Dalaba. Un atout majeur de ce projet est sa contribution dans la relance de la filière fruitière ananas et banane dans la région de Kindia via la production du matériel végétal amélioré (rejets). Certes il y a eu des activités répondant aux besoins des groupes cibles avec une démarche participative prenant en compte l'inclusion des jeunes et des femmes, mais force est de reconnaître que les procédures de gestion administrative et financière, la faiblesse de la capacité technique et financière des entreprises locales engagées dans les travaux d'aménagement hydroagricoles ont entraîné un retard dans mise en œuvre de certaines activités du projet. En dépit des éléments sus mentionnés, il convient de réaffirmer de façon positive que la présence d'Enabel a été un nouveau levier pour la relance de la coopération belgo guinéenne. Les 1ers jalons posés en un temps record avec la volonté et le dynamisme impulsés par son équipe (personnel) a permis d'enclencher le nouveau programme. Les leçons apprises dans le programme de démarrage doivent être une source d'inspiration pour améliorer les faiblesses et renforcer les atouts.

Le projet DAKMA, une des interventions du Programme de démarrage, a rendu effectif la Coopération bilatérale guinéo belge et a permis à Enabel d'avoir une visibilité et de s'insérer dans le paysage institutionnel de la coopération au développement. Ce projet a également permis de s'imprégner des réalités de la Guinée, notamment son secteur agricole ; et de développer une connaissance avancée des filières ananas, mangue, banane, pommes de terre et du contexte de l'agriculture irriguée. DAKMA a permis de jeter les bases pour une intervention plus large dans le domaine de l'entrepreneuriat, en travaillant sur le développement des filières notamment horticoles - maraichères et fruits - à travers des investissements dans les AHA(réhabilitation) et les infrastructures post-récolte (magasins, hangars, équipements de transformation et le conditionnement de la production notamment rizicole selon une approche « pôle de développement »). Un appui consistant a aussi été donné aux renforcements de capacités, à la professionnalisation des (organisations de) acteurs et la concertation des acteurs avec l'objectif final d'aboutir à un meilleur fonctionnement des chaînes de valeur notamment horticole. D'une durée limitée (36 mois) le projet a seulement partiellement pu transformé ces appuis en acquis économiques et financiers définitifs pour les bénéficiaires ciblés, un travail à poursuivre par les volets du programme entrepreneuriat.

Satisfaisant

D² SOUMAH Almamy Seny
Directeur Régional de l'Agriculture de KINDIA

BOSMAN Gerrit Johan
Coordinateur DAKMA

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

⁴ Nom et signature

⁵ Nom et signature

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

Après un ralentissement économique imputable à la crise Ebola en 2014 -2015 et une baisse des prix des matières primaires, l'économie guinéenne a repris avec une croissance au-dessus de 6,0% pour la période 2016 à 2019⁶. La reprise a été tirée par l'industrie minière, ensuite grâce à la résistance du secteur agricole et enfin grâce à la performance de l'industrie énergétique. L'industrie minière est le moteur économique du pays avec une contribution de 15% au PIB, représentant jusqu'au 90% des exportations (bauxite, or), mais représente un secteur peu inclusif employant seulement 2,5% de la population active⁷.

Le secteur agricole contribue avec environ 20% au PIB⁸ et assure un travail à 75% de la population active et un revenu à 57% des ruraux⁹. La Guinée dispose d'un potentiel agricole important encore sous exploité. Le potentiel en terres arables estimé à 6,2 millions d'hectares n'est exploité qu'à hauteur de 25%. Malgré ce potentiel important, le pays affiche de faibles rendements, 1,25 t/ha de céréales contre 1,45 t/ha en Afrique de l'Ouest en moyenne.

Afin de mieux tirer profit de son potentiel agricole et pour pallier le déficit alimentaire et nutritionnel grandissant, la Guinée a élaboré plusieurs documents de stratégie ces dernières années pour le développement de son secteur agricole¹⁰, dont le Plan Nationale de Développement de l'Agriculture (PNDA), révisé en 2017¹¹. Des réformes sont en cours par le Gouvernement à travers la loi d'orientation agricole¹² qui est une démarche de clarification des questions liées au foncier ; l'élaboration des normes et standards de qualité pour la compétitivité des produits agricoles. Il y a également l'élaboration d'un Schéma directeur de Développement des Aménagements Irrigués (SDAI) et tout ceci en lien avec l'importance du secteur dans l'économie du pays.

Il est attendu une augmentation de 30% de la contribution du secteur agricole à l'économie nationale (PIB)¹³. Afin d'atteindre cette contribution, un rôle important est accordé à l'agriculture irriguée¹⁴. Ce rôle est malheureusement peu en lien avec les réalités du terrain. Selon un inventaire mené dans le cadre de la préparation du SDAI, des 40.000 ha¹⁵ de périmètres agricoles aménagés à ce jour, seuls 50% sont « bon » ou « moyen ». Cet état de fait est confirmé par un faible taux de mise en valeur (TMV) : plus que 50 % des périmètres aménagés ont un TMV inférieur à 75%. Les raisons de ce faible TMV sont multiples, on peut citer entre autres les faiblesses dans la conception des AHA, la faible capacité des entreprises qui exécutent les travaux, un entretien peu ou non existant, une organisation inadéquate des exploitants et usagers d'eau, l'absence d'un cadre technique référentiel pour le développement des nouveaux sites, pour ne mentionner que quelques-unes¹⁶.

⁶ Croissance PIB 6,6% en 2016, 8% en 2017, 6,2% en 2018 et 6,2% en 2019 (estimation). Croissance 2015 3,5%. Selon différentes sources : Perspectives économiques en Afrique 2018 / Guinée / AfdB, Banques Mondiale / FMI,

⁷ FEWSNET

⁸ La contribution du secteur agricole au PIB est passée de 14,2 % en 2010 à 18% en 2018) :

⁹ Revu du secteur agricole

¹⁰ Le PNDA vision 2015 et sa révision, la vision 2025, le PNIASAN (Plan Nationale d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) = le plan de mise œuvre du PNDA et le PASANDAD (le Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable de la Guinée) = plan de mise en œuvre accéléré du PNIASAN sur la période 2018 -2020.

¹¹ Sur la base des leçons apprises de la période écoulée et en tenant compte des orientations de la vision Guinée 20140 et la Politique Nationale de Développement Economique et Sociale (PNDES)

¹² En attente du vote au niveau de l'Assemblée Nationale

¹³ Sous-tendue par une croissance annuelle de 7% de la valeur ajoutée agricole et sur la base d'une hausse de 50% du commerce agricole, dont 75% en direction des pays de la région (source : PNDA vision 2025)

¹⁴ C'est ainsi que le PASANDAD propose, entre autres, la réalisation de 100.000 ha d'aménagements hydroagricoles soit 78.000 ha de nouveaux aménagements et la réhabilitation de 22.000 hectares.

¹⁵ La même source (document SDAI, phase 2, novembre 2018) la Guinée dispose d'un potentiel en terre aménageable de 750.000 ha (hivernage) et 110.000 ha (hivernage et saison sèche).

¹⁶ Voir SDAI, phase 2, novembre 2018 pour les détails

Face aux défis, plusieurs bailleurs renouent ou consolident leur intérêt pour le secteur agricole (AFD ; BID, FIDA, BM, USAID, EU, ...) avec des interventions qui mettent l'accent sur l'entrepreneuriat agricole, la compétitivité des filières, aussi bien que sur la sécurité alimentaire. Le développement de l'agriculture irriguée fait partie de la plupart de ces interventions.

La situation politique est semi-stable et volatile avec des grèves et manifestations régulières des enseignants, des élèves et de l'opposition depuis 2016. Une révision du code électoral, portée à la fois par le gouvernement et les principaux partis d'opposition a été adoptée. Conformément à l'accord conclu en 2016 entre le gouvernement et l'opposition, la désignation des présidents de quartiers et de districts s'effectuera dorénavant au prorata des résultats obtenus par chaque parti politique lors des élections locales. Les scrutins locaux se sont tenus le 4 février 2018, mais jusqu'à présent les présidents de quartiers et de districts ne sont pas installés malgré les récurrentes réclamations de l'opposition pour procéder à cette installation.

Au niveau de l'infrastructure routière et le réseau électrique, bien que loin d'être parfaite, des travaux d'importance sont en cours et on sent des améliorations. Des efforts sont faits pour réhabiliter les routes existantes et d'en construire des nouvelles. Aussi la disponibilité de l'électricité à Kindia s'est nettement amélioré par rapport à la même période en 2017, bien des coupures restent nombreuses. Pour ce qui est de l'eau, la situation n'a guère évolué depuis quelques années.

1.1.2 Contexte institutionnel

Le cadre institutionnel n'a pas connu d'évolution majeure par rapport à ce qui a été décrit dans le DTF, sauf un changement à la tête du Ministère de tutelle.

Nos partenaires directs, services du secteur agricole – DPA, DRA, BTGR et CRRAF sont très faiblement dotés en matériel et ressources humaines (qualifiées). Dans certains cas, l'infrastructure du service se limite à des bureaux sommairement meublés et presque pas équipés. Généralement il n'y a pas de matériel informatique (ordinateurs, imprimantes) et la fourniture en électricité est entièrement dépendante d'EDG dont le programme de délestage peut priver certaines zones pendant des journées entières. Lors des réunions du Comité de Pilotage à l'intérieur du pays, les participants viennent en majorité en transport public (taxi brousse) pour raison de manques de véhicules au niveau de leurs ministères / structures respectives.

Afin de les mettre dans les conditions de pouvoir nous appuyer, nous avons équipé les services directement impliqués dans nos activités avec quelques matériels et équipements (meubles, matériel informatique, motos, dispositifs d'appoints en énergie solaire et matériel topographique). Nous avons également initié des formations en logiciel de topographie (COVADIS) et d'utilisation de la station totale (de type STONEX R2- plus) pour les agents du BTGR et une formation en logiciel de bureau pour les agents de DPA et DRA. Suite à un test de niveau en informatique pour les participants en prélude à la formation COVADIS, nous avons dû constater que pour une bonne partie des participants la maîtrise de l'ordinateur posait un obstacle. Aussi pour avoir un résultat tangible il s'est avéré nécessaire de reprendre et renforcer les notions de base en topographie. Lors de cette formation à l'utilisation de la station totale, la majeure partie des participants (8 sur 10) ne pouvait même pas stationner un niveau de chantier à plus forte raison manipuler une station totale.

Nonobstant tous ces constats effectués sur la faiblesse de capacité technique pour la mise en œuvre des activités, les réponses apportées ont permis de nos jours de rehausser significativement le niveau de fonctionnement des agents de ces services techniques qui sont désormais capables de faire des levés topographiques des domaines agricoles ou d'infrastructure, traiter les données et présenter les résultats grâce aux formations combinées d'utilisation de la station totale et du logiciel de traitement (Covadis).

En plus, les faiblesses dans la gestion administrative et financière des partenaires notamment publiques, constatées par les analyses organisationnelles en prélude aux Conventions de Subside se sont confirmées. Une démarche de renforcement de capacités en procédures administratives et comptables a été déployée au démarrage de la collaboration, pendant que dans certain cas afin d'assurer le respect des procédures

administratives et financières et pour éviter des risques fiduciaires, la gestion des fonds a entièrement été faite par l'Unité de Gestion du Projet (UGP)

1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Compte tenu des impératifs de la phase de démarrage (rapidité de mise en œuvre, durée limitée de l'intervention, visibilité des actions) et conformément à la logique de s'appuyer au maximum sur l'expertise et les compétences disponibles sur le terrain, il a été décidé de confier la mise en œuvre des activités d'accompagnement, de formation et de renforcement de capacités en gestion d'infrastructure et d'équipements à des (regroupement de) partenaires ONG à travers des Conventions de Subside. C'est ainsi que des Conventions de Subside (CSub) ont été signées avec l'ONG TRIAS et ses partenaires AGUIDEP, ATC et la FPPF, avec l'ONG CA-G44 et son partenaire APEK et l'ONG RGTA-DI. La Convention de Subside (CSub) a également été choisie comme outil de collaboration avec les services de l'Etat directement impliqués dans la mise en œuvre de DAKMA, notamment le BTGR et le CRRAF. Pour l'ensemble des travaux de réhabilitation ou d'extensions des AHA, des pistes de désenclavement et des travaux de construction des infrastructures poste-récolte (hangars et magasin) la mise en œuvre s'est faite par des entreprises à travers des marchés publics.

Conformément à la démarche relative à la préparation d'une CSub, les différents partenaires identifiés pour une contractualisation (sauf TRIAS) ont été soumis à un scan organisationnel courant 2016. Notamment pour les structures publiques BTGR (DPA/DRA) et CRRAF, mais aussi pour l'ONG nationale RGTA-DI. Les scans ont montré des faiblesses à des degrés différents au niveau de leurs systèmes administratifs et financiers respectifs et/ou capacités à mettre en œuvre des procédures de marchés publics. Afin de minimiser les risques fiduciaires et administratifs, des discussions ont été menées avec le Régional Controller (RC) du siège afin d'adapter l'outil CSub aux capacités de nos partenaires.

Il a ainsi été décidé que la collaboration avec les DRA/DPA se fasse en régie, tandis que la collaboration avec les BTGR (études et suivi-contrôle des travaux relatif au résultat 1), le CRRAF (A-01-04) et le RGTA-DI (A-01-03, A-02-02) se fasse sous forme des Conventions de Subside (light), soumis à un suivi rapproché et dévêtus des acquisitions de type demande prix / marchés publiques d'importance. Les acquisitions et la plupart des paiements d'importance dans le cadre de ces CSub ont également été assurées par l'UGP de DAKMA.

Un autre obstacle dans la collaboration avec les partenaires de l'administration a été le fait qu'il n'était pas prévu (dans le DTF) de leur faire des paiements en dehors d'une contribution au fonctionnement. Or, la collaboration en tant que prestataire de ces structures avec les autres bailleurs se fait généralement dans le cadre des contrats de consultation, ce qui posait un problème de disponibilité de ces agents dans le cadre de CSub mentionnées (BTGR et CRRAF) plut haut. Il était alors question de trouver des modalités pratiques pour assurer leur collaboration dans l'atteinte des résultats de DAKMA (et AEPKM).

Cette solution a été trouvée à travers l'instauration d'une prime de rétribution de performance. La prime de rétribution vise à stimuler la culture de résultats et de performance et est exclusivement payée aux agents des services publics directement impliqués dans le projet DAKMA (et AEPKM) dans le cadre des prestations. La prime de rétribution a fait l'objet d'approbation par le CA Enabel et le Comité de Pilotage de DAKMA.

Afin de créer les conditions pour la pérennité des investissements productives réalisés – AHA et infrastructures et équipement post-récoltes – et dans une logique de développement de la chaîne de valeur, la mission de Suivi-Evaluation mi-parcours (mai-juin 2018) a insisté sur le renforcement du raisonnement économique de l'intervention. Pour ce qui concerne les investissements en AHA, il a été recommandé d'introduire la notion d'"eau productive" et de travailler avec les groupes de bénéficiaires sur l'instauration d'une redevance d'eau, une démarche qui n'était pas prévu dans le DTF. Le bureau d'étude SHER a été mobilisé à travers un marché de prestation pour orienter et cadrer une mission d'appui au développement des dispositifs de gestion de l'eau productive (structure de gestion, paiement de redevance) des périmètres irrigués. Dans une première instance, comme projet pilote pour les AHA réhabilités dans le cadre de projet DAKMA, mais avec un objectif plus large d'introduire le concept de gestion de l'eau productive par des

Associations d'Usagers d'Eau (AUE), répandu dans les autres pays de la sous-région, mais encore peu connu en Guinée.

A noter que la mise en œuvre du projet DAKMA a été une période d'apprentissage pour l'ensemble des acteurs, pour nous-mêmes par rapport au fonctionnement de nos partenaires de l'administration, les ONG et les Organisations Paysannes et pour nos partenaires par rapport à notre manière de travailler et nos procédures souvent lourdes. Plusieurs obstacles liés aux faiblesses dans le fonctionnement de ces partenaires ont été rencontrés et ont pu être maîtrisés par le suivi rapproché et l'adaptation de nos outils / modalités de mise en œuvre. Ces adaptations nous ont non seulement permis d'avancer et maîtriser les risques dans la collaboration, mais aussi, elles ont contribué à l'amélioration du fonctionnement et augmenté le niveau de performance des partenaires. Le projet DAKMA nous a également permis d'obtenir des expériences du terrain et de les capitaliser pour l'élaboration du volet agricole du Programme Entrepreneuriat.

1.1.4 Contexte HARMO

Le projet DAKMA tient compte des orientations de l'Etat guinéen au moment de la formulation telles que définies dans les documents stratégiques suivants : le PRSP (Poverty Reduction Strategy Paper) de la Guinée (2013-2015), le Plan National d'Investissement agricole-sécurité alimentaire (PNIASA) 2013-2017, en particulier au niveau des axes 1 et 2 et la Stratégie de Relance et de Résilience Socio-Economique post-Ebola (2015-2017) et son Plan d'Actions Prioritaires Post-Ebola (PAPP), en particulier pour le secteur agricole. L'intervention cadre aussi très bien avec les différentes composantes des plans stratégiques élaborées par la suite, le PNIASAN (2018-2025)

L'objectif du projet DAKMA est l'amélioration et une meilleure valorisation des productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou. Cet objectif est en harmonie avec ceux du Plan National de relance de l'Horticulture en République de Guinée (PNRH), élaboré en 2015 avec l'appui de la FAO, s'inscrivant dans le PNIASA et le Plan national de développement de l'agriculture (PNDA) version 2015.

Une bonne collaboration avec l'administration régionale et l'insertion du projet DAKMA dans le secteur agricole régionale et nationale a été fortement facilitée par la désignation de son Directeur Régional de l'Agriculture comme personne ressource du projet.

Dans la zone de Kindia, vu l'existence d'un cadre de concertation fonctionnel (CRADER-K) les acteurs du développement rural de la zone se retrouvent régulièrement pour des rencontres de concertation. Certaines activités du DTF de DAKMA sont issues de ces discussions (CRADER-K 2016). Le projet DAKMA a été impliqué dans les concertations annuelles du CRADER-K et a appuyé sur plusieurs plans (financier, technique et organisationnel) des rencontres thématiques spécifiques (démarche champs école, taux de cofinancement matériel et équipement, stratégie de production et de distribution du matériel végétal amélioré,) et a facilité l'harmonisation des approches avec les PTFs et projets intervenant sur les mêmes thématiques dans la zone d'intervention. Bien que cette concertation fonctionne bien dans la zone de Kindia avec une participation active de la plupart des structures impliquées, les outils pour un suivi efficace par la DRA/DPA des programmations et résultats sont encore objet d'amélioration.

Pour ce qui concerne la zone de Mamou, DAKMA a facilité la mise en place et appuyé techniquement et financièrement l'organisation de deux (2) sessions de CARDER-M.

Dans la responsabilité mutuelle, le projet a impliqué les autorités à tous les niveaux, des régions de Kindia et de Mamou en fonction de leur responsabilité. Des activités de renforcement des capacités ont été mises en œuvre ciblant les partenaires directement impliqués dans la mise en œuvre comme les agents des Directions Régionales et Préfectorales de l'Agriculture et les agents du BTGR. Aussi, ces mêmes autorités ont été impliquées lors des Comités de Pilotage, la mission d'évaluation mi-parcours, les études et les ateliers.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

1.2.1 Stratégie initiale

L'intervention visait l'amélioration et la valorisation des productions rizicoles et horticoles (maraichage et fruits) des régions de Kindia et Mamou selon une approche « chaînes de valeur ».

A travers la réhabilitation et l'extension d'un nombre de sites de production sous irrigation (AHA) à haut potentiel et la construction des infrastructures post-récoltes (magasins, hangars) il était prévu d'améliorer les bases de production, de stockage et de commercialisation. L'appui à l'acquisition (co-financement) et à l'exploitation du matériel et des équipements de transformation cherchait à créer de la valeur ajoutée pour les bénéficiaires. Le renforcement de capacités techniques et économiques des producteurs et leur organisations (groupements, unions, coopératives et fédération), devait améliorer la gestion et l'exploitation des sites et les infrastructures poste-récoltes y relatives. Une meilleure concertation des acteurs privés et publiques à travers un appui à l'animation des plateformes de concertations, groupes thématiques, devait créer des chaînes de valeurs plus performantes. En bref, un ensemble d'activités construit autour d'une démarche chaîne de valeur.

Peu après le démarrage des activités il a été constaté que l'environnement de l'intervention – partenaires de mise en œuvre¹⁷, bénéficiaires directs et indirects – maîtrisaient peu ou pas l'approche développement « chaînes de valeurs »^{18,19} et étaient encore peu dans une logique économique et qu'un important travail de renforcement de capacités était à faire.

Aussi, afin de respecter la durée de l'intervention – 30 mois phase opérationnel pour la réalisation des travaux et le renforcement des acteurs – peu de temps a été consacré à une discussion technico-économique avec les exploitants (potentiels). Les conséquences économiques et techniques d'une option de réhabilitation²⁰ à une autre n'ont pas été discutées avec les futures bénéficiaires avant le démarrage des travaux. L'élément de base pour le développement durable des filières (agricoles), le raisonnement économique, n'a donc pas eu l'attention qu'il fallait au début de l'intervention.

1.2.2 Réorientation stratégique

Suite au constat d'un manque de maîtrise du concept « chaîne de valeur » et la logique économique qui sous-tend ce concept²¹, un recentrage des activités a été opéré. Une attention plus prononcée a été donnée dès 2018 à un transfert de compétences en matière de développement des filières agricoles.

Les Bénéficiaires contractants ont été renforcés dans l'accompagnement des (organisations de) producteurs selon une logique « chaîne de valeur », mettant davantage l'accent sur la rentabilité des investissements (AHA et poste-récoltes), les activités de prospection et de mise en relation des acteurs de marchés, l'utilisation des outils de calculs et de suivi-accompagnement économique des acteurs, bénéficiaires de matériel et équipement de transformation.

Les notions d'économie, d'investissement productif ont été également introduites dans les AHAs à travers la sensibilisation des exploitants au paiement d'une redevance d'eau et la mise en place des Associations d'Usagers d'Eau sur 3 sites AHA pilotes (Badarayah, Baady et Botobofel). Les premiers résultats de cette démarche commencent à être perceptible à Botobofel, un site avec des exploitants expérimentés dans la production des cultures de rente (pommes de terre, haricots, ...). Pour les autres sites l'appropriation du concept « eau productive » prendra davantage de temps. Pour une bonne appropriation un accompagnement des exploitants doit être poursuivi. A noter que la plupart des sites avec une gestion en commun (6 des 9 sites) les travaux n'ont été finalisés qu'en début 2019, ainsi les exploitants (et

¹⁷ Les (regroupements) de Bénéficiaires contractants, TRIAS, CA-G44 et RGTA-DI

¹⁸ La notion d'une approche de marché est encore jeune en Guinée, après des longues périodes de règnes communistes. L'approche développement de chaîne a seulement été introduite en Guinée à travers des interventions des différents bailleurs les 10 dernières années. A noter aussi qu'en 2016, la Guinée juste de sortie de la crise Ebola.

¹⁹ Voir schéma de mise en œuvre en annexe 11.1

²⁰ Le temps imparti n'a pas permis d'étudier différents options d'aménagement non plus

²¹ Constat confirmé par l'évaluation mi-parcours (voir rapport de la revue mi-parcours).

l'accompagnement) n'ont pu travailler qu'une seule saison sur le site²². Ceci n'a pas permis une bonne appropriation : la disponibilité de payer pour l'eau s'installe seulement quand les bénéfices d'une irrigation deviennent perceptibles dans le rendement et le revenu des exploitants. Pour cela il faut un site fonctionnel, une gestion efficace de l'eau et un accompagnement technico-économique sur au moins 2 voire 3 saisons.

²² La phase opérationnelle du projet c'est terminé fin 2019 et la fin avec la phase opérationnelle aussi l'accompagnement des bénéficiaires (fin des Conventions de Subsidés). L'accompagnement sera repris dans le cadre d'une Convention de Subside que l'IEA a signé avec le regroupement RGTA-DI/Eclosio) à partir du mois de septembre /octobre. La pandémie du Covid-19 n'a pas permis en reprise plutôt, pendant le contresaison 2019-2020.

2 Results achieved

2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : Les conditions socio-économiques des populations rurales des régions de Kindia et de Mamou sont améliorées à travers l'appui au développement agricole				
Un indicateur d'impact n'a pas été fixé dans le cadre DAKMA				
OUTCOME : Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes				
<i>Evolution (%) des volumes de production enregistrés par filière et par site aménagé</i>		10%		Les rendements du riz sont de 1070 kg/ha à 1153 kg/ha et en moyenne les rendements des productions horticoles sont passés de 4.299kg/ha à 5200 kg/ha. Ceux-ci grâce à l'accès à l'eau via les AHAs et le conseil agricole aux producteurs sur les itinéraires techniques de production combiné à la traction animale (mécanisation intermédiaire)
✓ Filière Riz	-		7%	
✓ Filière Horticole	-		26%	
<i>Evolution des volumes de produits stockés, commercialisés et transformés par filière et par site aménagé et répartie selon groupes de bénéficiaires (hommes, femmes, jeunes)</i>	-	10%		Ce sont 88% des organisations visitées qui ont ou vont bénéficier des infrastructures dans le cadre du projet DAKMA. Parmi elles, 47% ont bénéficié de hangar, 53% de magasin et 7% d'air de battage. La contribution des bénéficiaires des airs de battage est meilleure que celle des autres infrastructures. Elle s'estime à 25% contre 18% pour les Hangars et 9% pour les magasins. La proportion des bénéficiaires de la région de Mamou qui pratiquent la vente groupée est légèrement plus élevée que celle de la région de Kindia. Ils sont 41.6% contre 40.6%. Globalement, ce sont 1'014 membres dans la base de sondage utilisée. En considérant que tous ces membres ont été appuyés et encouragés à la pratique de la vente groupée, nous pouvons estimer que ce sont uniquement 418 membres qui le font actuellement. En moyenne, 3.8 sacs de riz par bénéficiaire ont été transformés par le truchement des équipements de transformation mis en place au travers du projet DAKMA. La production transformée par les agriculteurs de Mamou grâce à ces équipements est en moyenne légèrement plus élevée que celle de Kindia. À Mamou, ce sont en
✓ Accès des bénéficiaires ayant accès aux équipements de transformation installés (%)	6,50%		99%	
✓ Pourcentage de la production transformée du riz des bénéficiaires par les nouveaux équipements	38 %		50%	
✓ Pourcentage de la contribution communautaire des bénéficiaires des infrastructures	-		17%	
✓ Nombre des personnes membres des unions qui commercialisent d'une manière groupée	38%		41.2%	

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				moyenne 3.9 sacs par bénéficiaire qui ont été transformés alors qu'à Kindia, c'est plutôt 3.7 sacs. Pour toutes les zones, les bénéficiaires ont transformé en moyenne 50% (valeur de l'indicateur) de leur production de riz par les nouveaux équipements mis en place. À Kindia, en moyenne, les producteurs de riz ont transformé 60% de leur production contre 40% à Mamou.
OUTPUT 1 : Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en amont et en aval des filières retenues				
<i>Superficie (ha) de périmètres irrigués réhabilités (AO101)</i>	0 ha réhabilité	200	119,16	Cette valeur correspond la superficie réellement exploitable suite au levé parcellaire réalisé qui a permis d'identifier 655 parcelles exploitées par 590 producteurs.
<i>Nombre de ménages agricoles bénéficiant d'un accès permanent aux ressources hydriques (AO101)</i>	0	500	590	590 exploitants recensés qui exploitent les 655 parcelles dans les 9 sites réhabilités : Baady (165), Botobofel (107), Bilidougou-Tangama-Diombodiouhel (116), Badarayah (38), Dantoumayah (15), Bendougou (89), KafosyII (31) et Kobakhouré (28).
<i>Nombre de comité de gestion AHA en place et fonctionnels (AO101)</i>	0	9	9 comités	Les 9 comités de gestion des périmètres aménagés mises en place ont été largement formés sur la gestion collective et sur la maintenance des installations. Mais le niveau de fonctionnement varie d'un site à l'autre. Le fonctionnement des comités laisse à désirer pour plusieurs raisons ; 1) Les comités de gestion n'ont pas eu beaucoup de temps pour s'exercer au maximum (une seule contresaison). La plupart des sites ont seulement été finalisés fin 2018, début 2019. 2) Ensuite, certains sites ont montré de problèmes techniques qui empêche une bonne utilisation. Des corrections restent à faire. Pour d'autres on déplore des dégâts suite à la saison de pluie 2019 ; 3) Sur d'autres sites la configuration des exploitants n'a pas encore trouvé un nouvel équilibre ; 4) La notion de payer une redevance d'eau pour assurer la gestion et la maintenance et peu rependu. On trouve une solution / on cotise quand un problème se pose. Le concept « Associations d'Usagers d'Eau » n'a pas de cadre légale en Guinée ; Vue la complexité de la question relative à la gestion et l'entretien des sites AHA, une démarche de mise en place des Associations d'Usagers d'Eau a été mise en place et sera poursuivi dans le cadre de l'IEA sur les 9 sites encore en s'appuyant sur les comités déjà existants.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
% des exploitants (bénéficiaires) des réhabilitations qui ont effectivement mise en œuvre de leurs parcelles conforme aux formations (O101)	0 exploitants	80%	95%	
Nombre de CVEP fonctionnel (O102)	4	4	2	Comité Villageois Entretien de Piste
Nombre d'attelages supplémentaires opérationnels (bœufs dressés, bouviers formés et équipés) opérationnel (O103)	0 attelages	300	301	
Nombre d'hectares supplémentaires sont labourées à l'aide de la culture attelée (O103)	0 ha labouré	600	782 ha	
Nombre de ménages additionnels touchés par la mécanisation (O103)	0	450	803	Le subventionnement partiel a permis d'atteindre cet objectif
Quantité de rejets de qualité (MVA) de bananes et d'ananas disponible (O104)	0 rejets	250.000 1.500.000	37.690 rejets bananes (15%) 423.671 rejets ananas baronne (28%)	Malgré d'important efforts déployés dans la cadre de la production des rejets ; 1) Protocole d'accord tripartite avec l'implication de tout le monde, la DRA Kindia, la FEPAF, le CRRAF et nous-mêmes avec un suivi périodique de la DRA ; 2) Multiples concertations de relance, d'appui ; 3) Les multiples augmentations de délais et de budget ; Le CRRAF a seulement pu produire 28%% des rejets d'ananas et 15% des rejets convenus. Les expériences – aussi d'autres interventions - ont montrées que l'implication du CRRAF dans la formation technique de production des rejets est pertinente, mais la production des rejets en quantité qu'il faut mieux le laisser aux acteurs directs des filières
Nombre de hectares de rejets d'ananas et de bananes issues du MVA cultivés au niveau des multiplicateurs (O104)	0	≥ 25 ha d'ananas "baronne" ≥ 100ha de banane "FHIA 23"	7,1 ha d'ananas "baronne" 15,1 ha de banane "FHIA 23"	
Nombre de ménages bénéficiaires des infrastructures post-récoltes (hangars, magasins aires de séchages) (O105)	0	250	391	
Capacité de transformation utilisée effectivement (%) des unités de transformation nouvellement mise en place (AO105)	0	50%	50%	L'accès des producteurs cibles aux équipements de transformation post-récolte dans la zone du projet est passée de 6,50 % à 99 %.

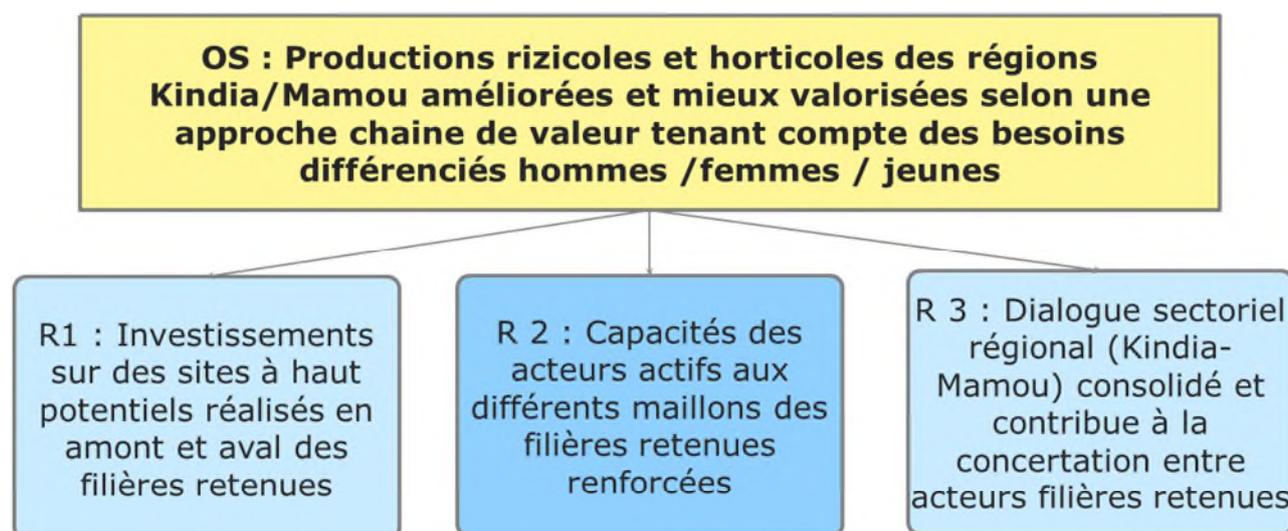
Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
% personnes membres de unions bénéficiaires de l'infrastructure de stockage commercialisant d'une manière groupée (0105)	0%	30%	41.2%	Rapport Enquête pour le renseignement des indicateurs du projet DAKMA réalisé par TRIAS
Evolution du nombre de conflits agriculteurs / éleveurs par site	Très fréquent	Réduction du nombre de conflits avec minimum 50%	33,33 % de réduction des conflits	Trois sites sur les neuf aménagés entièrement sécurisés par 8.804 mètres linéaires de clôture grillagée au total, soit 1.604 ml à Dalaba centre, 2.200 ml, Baady (Mamou) et 5.000 ml à Bendougou (Kindia). Sur ces 3 sites, les exploitants affirment dormir paisiblement à cause de l'absence des conflits entre agriculteurs et éleveurs.
Cadastre des investissements réalisés	Pas de cadastre	Cadastre des investissements réalisés au niveau de la DPA	Ensemble des sites cartographiés, situation des parcelles / exploitants disponibles	Cartographie réalisée dans le cadre des pilotes « Eau productive » afin de faire des estimations réelles des capacités de charge en termes de redevance des exploitants des sites.
OUTPUT 2 : Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcées				
% dossiers investissements archivés au niveau des DRA/BTGR (0201)	0 système d'archivage	100%		
% des unions accompagnées (11) font preuve d'une amélioration de leur capacité de gestion administrative et financière (0202)	Etude de base	80%	91%	Rapport Enquête pour le renseignement des indicateurs du projet DAKMA réalisé par TRIAS
Taux de satisfaction des membres avec les services rendu par leur Organisations (Fédérations, Unions, ...) (0202)	-	80%	95,6%	Rapport Enquête pour le renseignement des indicateurs du projet DAKMA réalisé par TRIAS
75% membres des équipes de la DPA/DRA directement impliqués dans la mise en œuvre du DAKMA maîtrisent les logiciels bureautiques WORD et EXCEL (0201)	0%	75%	32%	
50% membres des équipes du BTGR directement impliqués dans la mise en œuvre du DAKMA maîtrisent le logiciel topographique COVADIS et le logiciel de cartographie QGIS (0201)	0%	50%	25%	Seulement 4 participants d'un cours de 16 agents BTGR (dont plusieurs stagiaires de longue dates) sélectionné sur la base d'un test de maîtrise de l'ordinateur + logiciel de base ont eu des résultats suffisants pour l'évaluation finale La formation pour le logiciel de cartographie (QGIS) n'a pas été faite vu que les apprenants avaient du mal à se familiariser avec le pack office
Nombre d'agents BTGR maîtrisant les stations-totales pour faire des levées topographiques en	0	8	8/8 soit 100%	Après cette formation, les équipes des BTGR nous ont fait les levées parcellaires des tous les AHA. Actuellement ils utilisent ces mêmes

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
<i>préparation des dossiers techniques (APS/APD) des AHA</i>				équipements pour nos études IPR (magasins de stockage de produits ou d'intrants de 300 m ²) dans le cadre du projet Entreprena Agricole
<i>Nombre de producteurs formés (hommes, femmes, jeunes) au CEF (0202)</i>	0 producteurs	2.000	1056	Producteurs accompagnés dans la mise en œuvre des approches économiques. Près de 65,5% d'entre eux reconnaissent que leurs revenus ont augmenté grâce au conseil agricole notamment par le biais du conseil à l'exploitation familiale.
<i>Nombre de producteurs formés (hommes, femmes, jeunes) à l'ERI (0202)</i>			1581	
<i>% Comité de gestion (en place et) fonctionnel pour chaque nouvelle infrastructure de stockage mise en place (0203)</i>	0	80%	95%	
<i>% Comité de gestion (en place et) fonctionnel pour chaque nouvel équipement de transformation mise en place (0203)</i>	0	80%	95%	
<i>% des unités de transformation avec un bénéfice > 0 (avant mi-2019) X/36 plans d'affaires (0203)</i>	0	40%	12.50%	
<i>Nombre d'exploitants agricoles formés technique de fabrication et d'utilisation de compost (0204)</i>	0	1275	1380	
<i>% des producteurs/ productrices formés continuent à appliquer les techniques de fabrication et d'utilisation de compost (0204)</i>	0	60%	96.16%	
<i>Nombre d'exploitants formés par l'approche champ d'école (0204)</i>	0	400	668	
<i>% de personnes formées par l'approche champ d'école qui continuent à appliquer les techniques enseignées (0204)</i>	0	50%	37,7%	
OUTPUT 3 : Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues				
<i>Dispositif de coordination et de concertation entre acteurs (privés et publiques) fonctionnel (0301)</i>	Pas coordination systémat.	2	2	Concertations annuelles des acteurs du développement rural à Kindia (CRADER) soutenues depuis 2016, elles deviennent davantage ciblées et thématiques avec en plus des concertations techniques / thématiques périodiques entre des acteurs spécifiques. L'IEA a repris la dynamique des concertations spécifiques pour aller vers une professionnalisation des concertations par filière Pour la région de Mamou 2 concertations thématiques annuelles ont été tenues à la satisfaction des participants, mais avec la fin du DAKMA la dynamique semble s'estomper
<i>Taux de satisfaction des participants aux réunions (0301)</i>	-	80%	85%	

2.2 Analyse des résultats

Il faut rappeler que le projet d'Appui au Développement Agricole dans la zone de Kindia-Mamou (DAKMA) visait des interventions rapides et visibles. Des actions de court et moyen terme à même de renforcer l'efficacité des filières riz, maraîchage et fruits en anticipant sur un programme agricole structurel dans la zone orientée vers l'agriculture de marché et selon une approche filières / chaînes de valeur.

Il s'agit de mettre en œuvre des interventions relatives à : i) l'aménagement de bas-fonds (y compris des pistes de désenclavement et d'accès) et bassins versants (investissement prioritaires en infrastructures structurantes), ii) l'augmentation de la valeur des produits horticoles (maraîchers et fruits) et riz, par son conditionnement, sa transformation, iii) l'accompagnement des organisations paysannes et groupements de base, et iv) à la professionnalisation de la concertation des acteurs des filières permettant une meilleure coordination et gouvernance des filières ciblées.



Les activités d'accompagnement et de renforcement de capacités et investissements connexes sont concentrées autour des sites (d'investissement) AHA dans une logique de création des pôles de développement

L'intervention s'est appuyée sur les périmètres et acteurs ruraux/péri-urbains (Unions et Fédérations d'OP) en collaboration étroite à travers les Conventions de Subsidés signées avec l'ONG TRIAS et ses partenaires ATC et AGUIDEP, l'ONG Guinée-44 et son partenaire APEK-Agriculture et l'ONG RGTA ainsi qu'avec certains services techniques régionaux de l'Etat tel que le CRRAF et les BTGR, DPA et DRA de Kindia et Mamou.

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact²³ (impact potentiel) ?

IMPACT : Les conditions socio-économiques des populations rurales des régions de Kindia et de Mamou sont améliorées à travers l'appui au développement agricole

Le projet portait une forte composante investissement avec une durée d'exécution relativement courte (36 mois) qui correspond au temps nécessaire pour la mise en place des infrastructures, dans cette logique il n'a pas été formulé un indicateur d'impact à mesurer.

Toutefois, les stratégies spécifiques développées par le projet DAKMA par le ciblage des filières riz/horticulture (maraîchage et fruits) et ses producteurs généralement familiaux, organisés en Organisation Paysanne de différents niveaux (groupements, unions, coopératives) ont permis de renforcer

²³ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

leurs performances et de contribueront à l'augmentation de leurs revenus et à l'amélioration leurs situation socio-économique au sein de la filière ciblée. C'est ainsi que 65,5 % des producteurs participants au CEF affirment que leurs revenus ont augmenté grâce à l'amélioration de leurs pratiques agricoles.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

OUTCOME : Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue
<i>Evolution (%) des volumes de production enregistrés par filière et par site aménagé</i>		10%	
✓ Filière Riz	-		7%
✓ Filière Horticole	-		26%
<i>Evolution des volumes de produits stockés, commercialisés et transformés par filière et par site aménagé et répartie selon les groupes de bénéficiaires (hommes, femmes, jeunes)</i>		10%	
✓ Accès des bénéficiaires ayant accès aux équipements de transformation installés (%)	6,50%		99%
✓ Pourcentage de la production transformée du riz des bénéficiaires par les nouveaux équipements	38 %		50%
✓ Pourcentage de la contribution communautaire des bénéficiaires des infrastructures	-		17%
✓ Nombre des personnes membres des unions qui commercialisent d'une manière groupée	38%		41.2%

L'augmentation de la production et les rendements par la réhabilitation et l'extension des bas-fonds réalisé sur les 9 sites (119 ha mis en valeur net) avec une grande participation des bénéficiaires aux différents travaux, le renouvellement du matériel végétale (bananier et ananas) et l'amélioration de la valeur ajoutée des produits horticoles à travers la transformation (moulins à maïs, décortiqueuse de riz, mini rizerie, kit d'étuvage) et la création de meilleures conditions de commercialisation (l'accès à la zone de production par la réhabilitation des pistes et ouvrages de franchissement, la construction de l'infrastructure post-récolte – magasins, hangars - permettant le stockage à proximité et le choix du moment de vente), ainsi que la réduction de la pénibilité du travail (mécanisation intermédiaire, irrigation solaire, ...) contribuent à l'outcome du projet en termes d'amélioration et de valorisation de la production rizicole et horticole dans les zones de Kindia et Mamou.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

DAKMA visait 3 résultats. Au regard des IOV des différents outputs on peut affirmer que les résultats ont globalement été atteints en fin de projet.

L'approche filière, le renforcement des capacités des Organisations Paysannes selon le principe de subsidiarité, le renforcement des structures de concertation du monde agricole existantes dans la zone du projet, la participation effective des bénéficiaires tenant compte de leurs capacités contributives et en s'alignant aux « bonnes pratiques » locales, la promotion de techniques culturales plus respectueuses de l'environnement et de la fertilité des sols (valorisation et meilleure utilisation des engrais organiques disponibles, rotations, lutte biologique contre les nuisibles ...), la réalisation des actions spécifiques en appui à la mise en valeur des périmètres d'extension fruitiers et le développement d'une stratégie de communication au niveau du projet en y intégrant un mécanisme de concertation avec les services de l'agriculture aux différents niveaux (national, régional et préfectoral), ont constitué les principales axes stratégiques et l'ossature des trois résultats recherchés et des actions qui ont contribué à l'atteinte des outputs.

OUTPUT 1 : Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en amont et en aval des filières retenues.

La réhabilitation - l'extension de 119 hectares net soient 136,69 ha brutes (9 sites) d'aménagements hydroagricoles (AHA) avec des systèmes innovants d'aménagement dans le contexte de la Guinée (l'irrigation sous pression par tuyaux souple à travers un pompage solaire, l'irrigation sous pression par aspersion à travers des systèmes de pompage thermique, l'irrigation gravitaire à l'aide de canaux de distribution,) en faveur de 590 exploitants a répondu principalement à un double enjeu : i) une meilleure maîtrise de la ressource en eau avec une disponibilité tout au long de l'année, les périodes critiques du cycle végétatif et ii) la sécurisation adéquate des aménagements réalisés et une durabilité des ouvrages (digues, diguettes, canaux d'irrigation, etc.) par la protection des périmètres avec des clôtures (fil de fer barbelé/grillagé), soutenues par des haies vives avec un matériel végétal diversifié (éviter la destruction des récoltes par du bétail en divagation).

Afin de sécuriser une exploitation-gestion pérenne des sites réhabilités, il a été mis en place une démarche pour l'introduction de la notion « eau productive » facteur de production qui doit être rémunéré, combiné à la mise en place des Associations d'Usagers d'Eau sur les 9 sites pour renforcer les comités de gestion déjà mis en place et fonctionnelle²⁴. Cette démarche est encore en cours et sera repris dans le cadre de l'IEA du Programme Entreprena.

En complément aux travaux d'aménagements au sein des sites prioritaires, DAKMA a réalisé des infrastructures de désenclavement (piste de désenclavement et ouvrages de franchissement) qui ont contribué à faciliter l'écoulement de la production et améliorer l'accès à des marchés plus porteurs. Il s'agit principalement, de la réhabilitation de 8,2 km de piste entre Carrefour Madina – Soindé avec la construction de 10 dalots cadre et ordinaire et la construction de 03 dalots dont 02 cadre et 01 ordinaire à Denken dans Mamou (donnant accès à un magasin également construit par le projet). Deux (2) CVEP (Comité Villageois d'Entretien de la Piste) composés de quatre (4) brigades ont été mise en place, formé sur les techniques d'entretien et équipé en petits outillages pour assurer le suivi et les entretiens périodiques de la piste avec l'appui des usagers.

La mécanisation de l'agriculture est une des conditions requises pour accroître la production. Toutefois, compte tenu du contexte de la zone Kindia-Mamou, du choix des sites et filières et des expériences existantes, une mécanisation « motorisée » n'est pas une alternative technico-économique appropriée pour la plupart des agriculteurs. Une alternative, testée avec succès depuis maintenant plus de 20 ans en Basse et Moyenne Guinée, est la mécanisation « intermédiaire » via la traction bovine. C'est pourquoi le projet DAKMA, à travers le partenaire RGTA-DI, a fait la promotion sur les différents sites, la diffusion de la culture attelée (mécanisation intermédiaire) et l'ensemble du paquet technique qui l'accompagne afin d'accroître la production et réduire la pénibilité du travail (notamment pour les femmes - sarclage et de

²⁴ A noter que la notion de « l'eau productive » est encore peu répandue en Guinée et peu de sites sont gérés par des Associations des Usagers d'Eau. D'ailleurs pour l'instant il n'existe pas de légalisation spécifique dans le domaine de la gestion de l'eau sur les sites agricoles : les Comités de Gestion des AHA existants se basent sur la loi « 014 », une loi qui régit les coopératives et les groupements, qui sont souvent d'intérêt économique. Ils accordent généralement peu d'attention à une réelle gestion de l'eau sur les sites AHA.

désherbage en cultures maraichères). Ainsi, 301 producteurs / productrices formés et équipés en machines aratoires (charrues, herses, corps buteurs, sarcleuses), 16 maîtres bouviers (représentant les structures locales) sont perfectionnés sur les techniques de dressage et de réglage des machines aratoires et 08 maîtres forgerons villageois sont formés sur les techniques de fabrication et de réparation des pièces d'usures des machines aratoires.

Dans le cadre du renouvellement et l'extension des bases de production des filières ananas et bananes DAKMA a appuyé le CRRAF dans la multiplication et la FEPAF dans la distribution des rejets de matériel végétal amélioré (MVA) de bonne qualité phytosanitaire, d'ananas (variétés Baronne » et « Cayenne Lisse ») et de banane (variété « FHIA 23 »). L'objectif de cet appui était de renouveler les bases sanitaires pour la production (ananas et banane) et de faciliter la relance de la filière ananas à travers une plus grande disponibilité des rejets²⁵.

Producteur de Hafia Saaba : « Ma vie sur terre concurrence plus de 6 décennies (environ 67 ans d'âge). Dans ma communauté, la traction animale est connue et pratiquée de façon archaïque et traditionnelle dans les champs de culture et utilisait trois (3) personnes au moins pour juste pratiquer deux opérations culturales que sont le labour et le hersage dans les champs de riz. Jamais nous n'avions su que le pouvoir de l'animal pouvait aider l'Homme dans le semis en ligne et les travaux d'entretien mécanique. Grâce au projet DAKMA, nos femmes et nos enfants se reposeront désormais et pourront ainsi mettre à profit ce gain de temps pour faire d'autres activités génératrices de revenus tels que le maraichage, le petit commerce, etc. Cette formation nous a permis aussi d'augmenter nos superficies cultivables tout en augmentant les rendements agricoles ».

L'appui a consisté à équiper le CRRAF avec du matériel et de l'équipement production, dont d'irrigation et de financer les frais de production et la distribution des rejets²⁶. Il avait été convenu avec le CRRAF de fournir un total de 1.500.00 de rejets d'ananas et de 250.000 de pieds de banane pendant la durée de DAKMA. Afin d'établir une base de collaboration entre producteur de rejets (CRRAF) et les bénéficiaires, les producteurs d'ananas et banane, la plupart membres de la FEPAF avec un protocole d'accord impliquant : CRRAF, FEPAF, DRA et le projet DAKMA. Le rôle de la DRA dans le cadre du protocole était le suivi périodique de la production et de la distribution.

Malheureusement le CRRAF n'a pu s'acquitter que partiellement des engagements pris (dans le cadre de la convention et le protocole) et ceci malgré des multiples concertations de relance et d'appui avec les autres partenaires du protocole et malgré plusieurs réaménagements budgétaires et calendaires.

Le Centre de Recherche Agronomique a finalement produit et distribués 423 671 rejets d'ananas (à 57 multiplicateurs) correspondant 28% des quantités convenues pour l'ananas et 37 690 de rejets de banane (à 46 multiplicateurs) équivalent à un taux de 15% pour la banane.

Pour favoriser le suivi de proximité par les structures pérennes dans leurs rôles régaliens, 40 producteurs-multiplicateurs et 10 conseillers agricoles ANPROCA ont été formés en techniques de productions et de multiplication des rejets. Un référentiel technico-économique (RTE) pour la production des rejets a été également produit et diffusé.

Les expériences²⁷ ont montrées que l'implication du CRRAF dans la formation technique de production des rejets est pertinente, mais que la production des rejets doit être laissé aux acteurs directement impliqués dans la filière sur la base une logique de compétition²⁸.

Conformément à la démarche « pôle de développement » l'appui financier et l'accompagnement, se sont concentrés autour des sites de réhabilitation AHA retenus. La réalisation de 13 infrastructures post-récoltes (6 hangars, 5 magasins de stockage post-récolte de 125 m² et 2 aires de séchage. L'installation, à travers le consortium TRIAS, de 33 équipements / machines de transformation post-récoltes, dont 3 étuveuses et 1 mini-rizerie sur base de cofinancement de 50%, et 2 broyeuses sur fonds propres, ont

²⁵ Les rejets présentent ~ 20-25% des charges d'un hectare d'ananas en Guinée. Le prix d'un rejet d'ananas s'élève à 500 GNF en Guinée en comparaison de 200-250 GNF en Côte d'Ivoire ;

²⁶ L'appui a été fourni dans le cadre d'une Convention de subside en octroi direct ;

²⁷ Aussi d'autres interventions, voir PV des ateliers de bilan ;

²⁸ A noter qu'il était prévu que chaque bénéficiaire de rejets, remboursera l'appui reçu soit en nature (2 rejets d'ananas pour un rejet reçu ou 3 pieds de banane pour un pied reçu) soit en versant le bénéfice de la vente à la FEPAF ;

fortement contribuer au renforcement des fonctions post-récolte. Les bénéficiaires des équipements ont été choisis en tenant compte des dynamiques organisationnelles existantes et leur capacité de réunir le cofinancement. Au total 44 Comités de gestion ont été mis en place et formés dans la maintenance, la gestion et l'exploitation économique des infrastructures post-récoltes et le matériel et l'équipement de transformation et de conditionnement²⁹.

Afin de garantir l'appropriation et la pérennité des infrastructures post-récoltes (magasins, hangars et aires de séchages), les unions bénéficiaires ont été sollicitées à cofinancer la réalisation des infrastructures en nature (agrégats). Selon l'étude sur les indicateurs de progrès du projet réalisée en fin d'année 2018, la participation des unions de producteurs agricoles à la réalisation des infrastructures s'élève globalement à 17% et les agrégats mobilisés sur chaque site ont pu couvrir les besoins. Cette participation a atteint 25% pour certains types d'infrastructures, notamment les aires de battage.

L'accès des producteurs cibles aux équipements de transformation post-récolte dans la zone du projet est passé de 6,50 % à 99 %. Les équipements mis à disposition des groupements ont permis de transformer 245 tonnes de produits agricoles à des prix jugés rémunérateurs et accessibles à la population. De façon spécifique, la transformation du riz a atteint 50% contre 13% attendu. Les groupements bénéficiaires des équipements sont à 58% de la réalisation de leurs objectifs selon les plans d'affaires. Il ressort des données collectées que d'un total de 33 groupements, 6 groupements sont à un taux de réalisation $\geq 100\%$, 7 autres sont entre 50 % et 100% et le reste oscille entre 6% et 50% de réalisation des objectifs.

OUTPUT 2 : Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcées.

Les services techniques préfectoraux et régionaux directement impliqués dans la mise en œuvre des activités ont bénéficié : motos (15), matériels informatiques (72), et mobiliers de bureau livrés (74) ; installation des systèmes d'énergie d'appoint (solaire) pour les bureaux des BTGR et DPA de Kindia, Mamou et Dalaba et des formations sur les logiciels du bureau (WORD ; EXCEL, PPT). Des formations spécifiques sur le logiciel topographique COVADIS et des formations théoriques et pratiques sur la maîtrise des Stations totales ont été organisées pour les agents de BTGR.

Les structures telles que : BTGR, la DRA et la DPA (Kindia et Mamou) ont été impliquées étroitement dans la mise en œuvre de l'intervention à travers le suivi, la coordination des activités et le (pilotage du) dialogue sectoriel. Elles ont aussi été mobilisées pour des appuis spécifiques comme des études (pré-faisabilités, APS, APD), la collecte des données topographiques des sites et leur parcellement (BTGR), les activités de médiation entre l'intervention et les bénéficiaires, la mise en œuvre et le suivi des protocoles de partenariat (DRA et DPA).

Le renforcement des capacités des bénéficiaires actifs dans les filières ciblées, des bénéficiaires individuels (exploitants des sites) et Fédérations, unions et groupements, a été confié aux (regroupement) des ONG partenaires, TRIAS, CA-G44 et RTGA-DI. Pour les bénéficiaires individuels, exploitants des sites, il s'est agi du renforcement de leurs capacités technico-économiques de production et de maintenance des parcelles. Le renforcement des Unions et Fédération a visé la capacité de rendre des services de qualité aux membres. Cependant les OP bénéficiaires des infrastructures (AHA et post-récolte) matériel et équipement de transformation et de conditionnement, ont été formés dans la gestion, l'exploitation et l'entretien de ces infrastructures.

Pour ce qui est du renforcement des capacités des unions et Fédérations, le projet a accompagné le processus d'amélioration de la qualité des services offerts aux membres. Au total 1877 producteurs ont été accompagnés par des approches gestion économiques de leur exploitation / activités (ERI et CEF) contre 1500 producteurs initialement prévus. Près de 65,5% d'entre eux reconnaissent que leurs revenus ont augmenté grâce au conseil agricole notamment par le biais du conseil à l'exploitation familiale (CEF). L'appui-conseil à travers l'approche ERI (Enabling Rural Innovation) a permis aux bénéficiaires

²⁹ Pour les détails des infrastructures voir tableau en annexe 16.3

d'améliorer significativement leurs aptitudes à rentabiliser la vente de leurs produits. Les initiatives de vente groupée sont passées de 2% à 41,2% en raison du fait que cela a aidé à réduire les coûts de déplacement, à mieux négocier les prix et à générer plus de bénéfice. La mise en place des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) au tour de certains équipements de transformation a favorisé la diversification des sources de revenus, développé la culture de l'épargne et l'autofinancement de leurs entreprises, notamment chez les femmes qui épargnent en moyenne 72 000 GNF par mois, soit 7.2 EURO. Fort de l'enthousiasme des femmes et des jeunes qui se sont organisés en 6 groupements autour des équipements post-récolte, 05 autres groupements GVEC non liés se sont formés spontanément à proximité.

Les organisations (Fédérations, Unions) ont fortement amélioré leur gouvernance par la tenue régulière des réunions et des assemblées générales, la participation des femmes et des jeunes au fonctionnement de leurs organisations s'est également améliorée. Il faut préciser que 88, 2 % des organisations tiennent des réunions régulières, ce qui était pratiquement inexistant au démarrage de DAKMA ; 66, 7% des unions ont des membres qui paient régulièrement les cotisations ; 35 % des unions rendent des services diversifiés (acquisition des intrants, accès aux infrastructures de stockage, aménagement des domaines agricoles, vente groupée) aux membres. L'accompagnement technique dans la gestion et le suivi des équipements de transformation ainsi que des infrastructures de stockage a également permis aux membres de développer des compétences internes à valoriser sur d'autres initiatives propres.

En ce qui concerne, l'amélioration des capacités à rendre des services de qualité aux membres des groupements et Unions de maraîchers de la Basse Guinée, le projet a appuyé CA-G44 à la mise en place et le développement de 3 services économiques spécifiques pour 3 structures. Les services spécifiques avaient été identifiés par une enquête. Ils ont été mis en place des services de: i) *Transport des produits vers le marché de Kindia à l'aide des motos tricycle pour l'UGMBM*; ii) *Emballage et de transport des produits maraichers par l'acquisition et location de cageots pour l'UGAD*; iii) *Facilitation de l'accès aux intrants (semences maraichères, engrais, petits outillages, produits phytosanitaires) pour l'UGMK et l'UGVK*. Une première évaluation de fonctionnement a permis de relever les éléments suivants :

- a) Les services mis en place répondent aux attentes et besoins des membres, des unions et de la FOPMA-BG (Fédération des Organisations Paysannes Maraichères de la Basse Guinée). Cela signifie que le diagnostic des besoins des OP et le choix final de chaque service a été bien réalisé.
- b) Les comités de gestion sont motivés et impliqués dans la réussite du service. Les membres ont été sélectionnés judicieusement via des petits groupes pilotes et responsables.
- c) Une volonté partagée de réussir dans la durée, conformément au modèle économique, a été constatée. Les responsables sont conscients que ces services leur rendent davantage d'autonomie et moins dépendants des interventions externes.

Dans le cadre du renforcement organisationnel et institutionnel des Fédérations, l'appui a porté sur la mise en place d'un système de suivi évaluation géo référencée de leurs activités. De cette manière la FEPAF a pu mettre en place une base de données de ces membres producteurs d'ananas, leur permettant de faire des évaluations bilan deux fois par saison afin de relever les progrès en terme d'extension de la superficie cultivées et l'évolution de la mise en œuvre de leur plan d'affaire et de vérifier si le plan de relance de la filière est bien en phase avec la programmation. Les données sont collectées avec des tablettes à l'aide de la plateforme Kobo Collect. Une équipe de « Jeunes Avenir » a été formée à l'utilisation de la plateforme, la collecte des données et leur analyse. La plateforme a récemment aussi été utilisée dans le cadre de l'étude de l'impact du Covid-19 sur la filière ananas exécuté par la FEPAF avec l'appui de l'intervention Entreprenariat Agricole.

Les efforts de renforcement des unions ont permis des acquis/changements suivants :

- ✓ La tenue régulière des assemblées générales de bilan et de renouvellement des organes au sein des unions, ce qui n'était pas le cas avant le soutien du projet ;
- ✓ L'amélioration de la participation des membres aux Assemblées générales (AG). Le taux de participation des membres aux AG est passé de 50% avant le démarrage du projet à 98% ;

- ✓ L'amélioration accrue du paiement des cotisations annuelles par les groupements de membres, cas de l'union Konkourehoye et de l'union des groupements producteurs de pomme de terre de Ditinn qui est à près de 100% de mobilisation de ses cotisations annuelles ;
- ✓ L'ouverture des comptes à vue par certaines OP au niveau des IMF de proximité, notamment au CRG de Mamou.
- ✓ La diversification des services rendus aux membres (négociation des prêts au niveau des IMF, facilitation de l'accès aux intrants, accès aux équipements de transformation, accès aux activités de formation, commercialisation groupée, etc.). Cela a permis de renouer la confiance entre membres et OP, de favoriser par endroit l'arrivée de nouveaux adhérents alors que plusieurs unions étaient au bord de la dislocation au démarrage de DAKMA en 2016 ;
- ✓ L'amélioration de la satisfaction des membres aux unions. Les enquêtes de satisfaction réalisées à la fin de chaque année ont montré une progression du taux satisfaction des services rendus. Ce taux est passé de 10 - 30% au démarrage du projet à 60 - 95% à ce jour.
- ✓ L'amélioration accrue des capacités de transformation et de stockage au niveau des unions avec des structures de gestion et de suivi renforcées ;
- ✓ La prise en compte de la diversité dans le fonctionnement des unions. L'Union des Groupements Producteurs d'Ananas de Friguiagbé est passé de moins de 10 % de jeunes au démarrage du projet à 50% de présence dans les instances de prise de décision. La situation des femmes au sein des groupements bénéficiaires des équipements de transformation s'est améliorée à travers leur forte implication des femmes dans la gestion de ces équipements. Les femmes membres du comité de gestion de l'équipement du groupement WAKILI maîtrisent bien l'utilisation de leur décortiqueuse et se passent maintenant de plus en plus du travail de meunier.
- ✓ Certaines unions/groupements bénéficiaires des équipements de transformation sont en train de rentrer dans une réelle dynamique entrepreneuriale grâce à leurs plans d'affaire bien maîtrisés, au bon suivi de la gestion des recettes, aux produits de qualité offerts et aux innovations qu'ils entreprennent.

Pour dresser les problèmes de baisse de la fertilité des sols, les rendements et les maladies des cultures dû à l'utilisation des produits phytosanitaires, engrais chimiques, etc., auxquels les producteurs sont confrontés, le projet DAKMA a appuyé la promotion de l'utilisation du compost. Suite à l'appui fait à travers l'ONG RGTA-DI, 989 bénéficiaires dont 787 femmes ont été formées à cette technique de fabrication et l'utilisation du compost de 21 jours. Cette pratique agricole (compostage à cycle court de 21 jours) a permis aux maraichers de valoriser les ordures autour des cases en les transformant en engrais organique.

Selon les exploitants maraichers, l'utilisation de cet engrais organique a donné un bon résultat sur les cultures maraichères notamment la pomme de terre. Des rendements moyens de 27 tonnes/ha pour la pomme de terre, de 3,5 tonnes/ha pour la carotte, de 10,5 tonnes/ha pour le chou et 12,8 tonnes/ha pour l'aubergine ont été mesurés dans le cadre du suivi des exploitants du périmètre de Billidougou où un des exploitants prenait systématiquement note de l'ensemble des opérations et rendements. Selon les producteurs maraichers, elle a également permis d'obtenir des produits de meilleure qualité (réduction du taux de pourriture sur les tubercules).

L'inventaire des pratiques (traditionnelles) agricoles mené par TRIAS a permis l'identification de 4 pratiques « promouvables » et de 4 autres pratiques nécessitant une amélioration. La mise en place des champs Ecoles paysans (4) dans l'objectif de leur promotion et diffusion a permis : i) de diminuer de façon substantielle les coûts liés à l'achat des produits phytosanitaires ; ii) réduire l'utilisation des engrais chimiques dans leurs champs au profit des matières organiques iii) comprendre les effets néfastes de l'utilisation croissante des engrais et pesticides chimiques sur l'environnement (sol, eau, air), sur la santé humaine, la qualité alimentaire et la conservation des produits agricoles ; iv) mieux percevoir la sensation des effets du changement climatique.

OUTPUT 3 : Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues

Le dialogue sectoriel avec les différents acteurs du secteur agricole, est essentiel pour la mise en œuvre et le suivi de la politique agricole, le développement des filières et ainsi pour le suivi des projets en cours. Le projet DAKMA a appuyé régulièrement l'organisation de rencontres d'échange sur les problèmes clés des filières riz et horticoles afin de conseiller et d'orienter les stratégies et politiques nationales par rapport à leur développement.

Dans le cadre du renforcement des structures de concertation, DAKMA a également appuyé l'organisation de 6 Cadres de concertation des acteurs du développement rural au niveau de Kindia et Mamou et plusieurs réunions spécifiques de concertation thématique.

L'appui à l'organisation et à la réalisation de la Concertation Régionale des Acteurs du Développement Rural (CRADER), a permis d'améliorer le niveau de connaissance des différents acteurs du développement rural à travers les échanges périodiques, de développer des formes de synergie entre acteurs pour une intervention optimale et mettre en place un système de communication et d'information entre acteurs.

Dans le cadre de la concertation on peut aussi mentionner 5 sessions de comité de pilotage DAKMA avec des visites de terrains, permettant aux membres de se faire une réelle idée des réussites et échecs de l'intervention et les leçons qui peuvent en être tirés.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

L'outcome du projet DAKMA est formulé : *Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes.*

Le projet DAKMA a focalisé son intervention sur les goulots d'étranglement prioritaires suivants : (i) l'accès à l'eau et les aménagements adaptés, ainsi que des clôtures grillagées ; (ii) le conditionnement, le stockage et la transformation de la récolte ; (iii) le renforcement de la structuration des OP des filières maraichères et fruitières en groupements et unions forts. L'ensemble de ses appuis visent l'augmentation de la production et une meilleure valorisation des produits horticoles et rizicoles.

Les investissements dans la réhabilitation / l'extension des aménagements hydroagricoles (AHA) constituent le cœur du projet DAKMA (**output1**) et ont été complétés par des investissements dans le désenclavement (pistes de dessertes, ouvrages de franchissement, ...) et les infrastructures post-récoltes (hangars, magasins, aires de séchage). Ils ont contribué au renforcement de l'efficacité des filières riz, maraîchage et fruits, selon la logique/démarche « pôle de développement » privilégiée par l'intervention. La participation des bénéficiaires aux travaux, l'introduction de la notion de l'eau productive / facteur de production qui doit être rémunéré, le cofinancement des équipements de transformation, contribueront à la viabilisation et à la durabilité des investissements réalisés.

Le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes du développement des filières retenues par le projet (**output2**), ont contribué à différents niveaux, de rendre plus dynamique, autonomes et professionnelles.

Les renforcements des capacités des acteurs étatiques (DPA, DRA, BTGR) à travers différentes formations et la mise à disposition des équipements comme du matériel informatique et topographique, du mobilier et matériel de bureau et des systèmes d'énergie d'appoint, ont permis à ces derniers de s'impliquer d'une manière soutenue dans la mise en œuvre de l'intervention (concertation, coordination et suivi-contrôle), aussi bien dans leur rôle régalién qu'en tant que Bénéficiaire Contractant (BC). En tant que BC le BTGR a donné des d'appuis techniques (contribution aux études de pré-faisabilité, APS, APD, le travail de contrôle à pied d'œuvre, des études topographiques, etc.), facilitant la réhabilitation – extension des AHA, la réalisation des pistes et des ouvrages de désenclavement et la construction des infrastructures, créant ainsi un meilleur cadre pour le fonctionnement des filières riz et horticoles dans les régions.

Le renforcement des capacités des acteurs non étatiques (Fédération, Unions, groupements) a permis l'amélioration de leur gouvernance, de gestion interne et leurs capacités à rendre service aux membres. Ils ont

fait un pas vers une professionnalisation de leur rôle d'acteurs clés des filières. Le renforcement de leurs capacités dans la gestion et l'exploitation des AHA, l'infrastructures et les équipements de transformation et de conditionnement a jeté les bases pour une augmentation de la production et une meilleure valorisation de celle-ci. Les effets seront à vérifier les années à venir étant donné que la plupart des infrastructures et équipements ont seulement été finalisés et mis en service fin 2018, début 2019. Les résultats d'une seule saison culturale ne semblent pas suffisants pour rendre évident l'effet sur la production et la valorisation des capacités renforcées.

Le dialogue sectoriel (**output3**), qui inclut les différents acteurs, est essentiel pour la mise en œuvre et le suivi de la politique agricole, le développement des filières et le suivi de proximité des projets en cours. Dans cette logique, le projet DAKMA a contribué à la professionnalisation de la concertation des acteurs des filières facilitant une meilleure coordination et gouvernance des filières riz, maraîchage et fruits ciblées. Les rencontres thématiques appuyées par DAKMA depuis 2018 ont permis aux acteurs de la filières ananas et mangue de mieux comprendre la stratégie des différents intervenants (REFILA, PDRI-HF, COLEACP, ...) et de cerner les complémentarités et possibilités de synergie, rendant plus lisibles les activités des uns et des autres. Ceci a abouti à des plateformes de coordination, comme par exemple la plateforme de concertation entre IEA et REFILA, pilotée par la FEPAF.

2.2.5 Appréiez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?³⁰

La mise en œuvre d'une intervention, dans un délai de 36 mois (novembre 2016 – décembre 2019) c.à.d. la réalisation des travaux infrastructurels, le renforcement des capacités des bénéficiaires pour la gestion et l'exploitation de ces infrastructures dans le contexte d'un nouveau pays de coopération où tout était à construire - recrutement et formation des RH, mise en place d'un dispositif administratif et financier, trouver sa place en tant qu'institution - a été l'enjeu majeur rencontré par le projet DAKMA.

Afin de limiter le temps de démarrage des activités sur le terrain il a été permis au projet de conclure des Conventions de Subside en octroi direct avec l'ensemble des partenaires (regroupements de) ONG (internationales – nationales) identifiées lors de la phase de formulation en 2016, sans devoir passer par des procédures d'appels à proposition. Bien que ceci a permis une présence rapide sur le terrain, ceci a en même temps créé un décalage entre le volet « soft », c.à.d. les activités de renforcement des acteurs des filières (résultat 2) et le volet « hard » la réalisation des infrastructures (résultat 1). Le fait que nous avons quand-même dû faire une étude de préféabilité des sites AHA (avec infrastructures en annexe) (initialement 24 sites AHA proposés), faire des études d'approfondissement (APS et APD) pour les sites retenus (9 sites AHA, 2 pistes de désenclavement, 9 infrastructures post-récoltes), élaborer des CSC, lancer et attribuer des marchés et réaliser les travaux, ont fait que les bénéficiaires (exploitants) de ces infrastructures ont seulement pu commencer à s'exercer dans la gestion et l'exploitation des sites fin 2018 - début 2019³¹

Un deuxième enjeu majeur rencontré a été la faiblesse technique et financière des entreprises de génie rural attributaires des marchés de réhabilitation des aménagements hydroagricoles. Des faiblesses techniques par un manque de personnel compétent et des insuffisances au niveau du matériel et équipement des entreprises en plus habituées à des adjudicateurs peu exigeants. Les faiblesses financières occasionnées par des faibles surfaces financières aggravées par les règlements financiers souvent tardifs des travaux exécutés pour l'Etat³² le plus grand pourvoyeur des travaux publiques.

À cause des faiblesses techniques, un accompagnement / suivi – contrôle rapproché a été nécessaire³³. Pour combler les faiblesses financières et redémarrer les travaux régulièrement à l'arrêt, des sauvetages périodiques ont été opérés prenant sur soi l'acquisition du matériel (tuyaux et matériel d'aspersion) à

³⁰ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

³¹ A noter que la signature des certaines de ces CSub en octroi direct (RGTA-DI, CRAFF) ont été retardées par des discussions internes sur la meilleure formule de mitigation des risques fiduciaires, suite à des scans de capacités de gestion administrative et financière peu concluants des structures en question.

³² Beaucoup d'entreprises exécutent pour l'Etat, le plus grand pourvoyeur des travaux publique en Guinée ;

³³ Pour assurer un suivi-contrôle rapproché des travaux, DAKMA a déployé trois niveaux : le suivi-contrôle à pied d'œuvre par le BTGR, le suivi-contrôle en chef par le bureau SHER appuyé par les ATN Génie DAKMA

travers des paiements directs des factures aux fournisseurs ou par acompte vu que les entreprises n'étaient plus capables de l'assurer pour raison de manque de liquidité.

Les AHA, pistes et infrastructures post récolte des marchés travaux ont été attribués pour des délais d'exécution allant de trois à six mois, qu'aucune des entreprises n'a pu respecter. Notamment les travaux de réhabilitation des AHA ont pris des retards considérables allant de 1 à 3 mois pour certains plus de 6 mois voire 1 an et quelques pour d'autres.

Sur plusieurs sites, les travaux, les matériels et équipements utilisés ont relevé des défauts importants au moment de la réception définitive, que les entreprises dans plusieurs cas n'ont pas pu voulu corriger (Badarayah, Youngouyah et Dantoumayah marché GIN007). Sur plusieurs sites AHA les marchés se sont ainsi finalement terminés par une résiliation (Bendougou marché GIN006 / Lot2, Kafossy II / Lot1 marché GIN 020 attribué pour un délai d'exécution de 6 mois mais finalement résilié après 1 an et six (6) mois de travaux avec un taux de réalisation ne dépassant le 65%).

Un troisième enjeu majeur a été les contraintes budgétaires globales imposées au début de l'exercice 2018 par le siège. Suite aux contraintes budgétaires, plusieurs (procédures) investissements – pistes de désenclavement, infrastructures post-récolte et l'AHA Kafossy II – ont été mis en attentes entre février et juillet 2018. Après des discussions avec le siège, insistant sur l'essence même du programme de démarrage, c.à.d. rapidité de mise en œuvre, visibilité des actions et articulation avec le Programme Entrepreneuriat en préparation combiné à une mission de suivi de la Direction des Opérations en juillet une dérogation a finalement été obtenue. Ceci a permis la reprise des procédures (de marchés, demande d'ANO, attribution) dans la 2^{ème} partie de 2018 et l'exécution de l'essentiel des travaux en 2019. Actuellement l'ensemble des dossiers mis en attente - sauf les marchés des travaux de réhabilitation de la piste Falebagan-Sitayah-Kebéyah³⁴, ainsi que le pont sur le Bafing³⁵ – sont exécutés.

Compte tenu du retard accusé dans la conduite des activités, et afin de se donner le temps nécessaire à leur bonne exécution et suivi, les partenaires BC des conventions de subsides ont sollicité un prolongement de la date de clôture des conventions initialement prévues pour le 31 mai 2019 jusqu'au 30 septembre 2019. Le projet a examiné la pertinence des requêtes et des avenants pour l'extension de la durée de la convention pour quatre (04) mois supplémentaires avec une modification budgétaire conséquente, sans dépassement du budget initial et signé en conséquence.

34 Pour la piste Falebagan-Sitayah-Kebayah, -une synergie a été recherchée entre les interventions de la Coopération Belge, notamment le programme INTEGRA. Le programme INTEGRA a trouvé que la piste rentre bien dans son portefeuille d'activités en vue autour du domaine agricole de Daboyah. Un marché de travaux a été lancé et les travaux selon une démarche HIMO ont démarré.

35 Pour ce qui concerne les travaux de réhabilitation du pont sur le Bafing, aucune solution n'a pu être trouvée ; les ressources financières disponibles de DAKMA étant largement insuffisantes

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

La protection des périmètres maraichers par des clôtures grillagées - initialement considérée une solution couteuse et non-pérenne - a contribué, d'une part, à une meilleure entente entre agriculteurs et éleveurs, d'autre favorisée la consolidation d'une cohabitation paisible des acteurs d'un même terroir et contribué à réduire la coupe abusive du bois (protection de l'environnement).

Dans le cadre de la mobilisation des fonds, nous avons constaté un fort enthousiasme des femmes et des jeunes au sein des 6 groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) mis en place autour des équipements post-récolte par DAKMA (activité pilote). En raison de cet engouement, 05 groupements spontanés ont été mis en place par effet d'entraînement et sur initiative propre des organisations.

La mise en place des approches économiques a induit de manière inattendue à la création d'entreprises agricoles par 12 jeunes sur 55 formés en entrepreneuriat et la conduite d'une parcelle d'ananas, ainsi que la spécialisation de 2 jeunes producteurs dans la fabrication et la commercialisation d'engrais organique (compost de 21 jours) à Dalaba et Mamou.

Sur le plan négatif on note l'apparition de rivalités entre certains villages qui bordent les sites aménagés (risque de conflit si des dispositions idoines ne sont prises pour leur intégration au dispositif de gestion de l'eau). Nous notons également un risque de tarissement précoce et envasement du lit des cours d'eau à proximité des sites aménagés à cause de l'intensification des activités agricoles sur toute l'année.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

DAKMA avait identifié et a travaillé sur trois (3) thèmes transversaux : environnement, genre et digitalisation.

Environnement

Les activités ont été focalisées sur des sensibilisations/formations systématiques des producteurs à l'utilisation de la fumure organique, la promotion de technologies appropriées de gestion intégrée de la fertilité des sols, la pratique des rotations et la gestion durable des domaines aménagés notamment par de l'agroforesterie sur les bassins versants.

Mamadou Sall, entrepreneur agricole et membre de la FEPAF

Mamadou Sall, de son vrai nom Lanciné Sylla est un jeune diplômé de l'Université guinéenne qui avait abandonné les études pour clandestinement rejoindre l'Espagne à travers l'Algérie. A partir de la Libye, il a été saisi et mis en prison pour 3 mois avant de retourner en Guinée où il a bénéficié l'appui du projet DAKMA en créant une entreprise d'ananas d'un demi-hectare à Friguigbé sur un domaine baillé pour 3 ans avec 13 de ses anciens collaborateurs immigrants retournés.

"J'ai abandonné les études pour une aventure qui m'a coûté la prison". Mon histoire a commencé en 2017 alors que je faisais encore la deuxième année de l'université. Pendant les vacances de cette année, j'ai décidé de faire l'aventure. Après un mois sur la route et avec assez de difficultés, je suis arrivé en Lybie. Dans ce pays j'ai vécu toutes les souffrances du monde et j'ai été privé de ma liberté pendant trois mois. Tous les trois (3) mois passés dans ce pays, je n'ai connu que la prison.

"Retourné au Pays grâce à l'OIM, j'ai repris et terminé mon cycle universitaire et fini les études l'année suivante ».



"Présentement, je suis entrepreneur agricole grâce à l'appui du projet DAKMA à travers ses partenaires Trias et FEPAF": C'est à ma sortie de l'université, j'ai saisi l'opportunité offerte par la FEPAF, bénéficiaire des appuis de Trias dans le cadre du projet DAKMA, pour participer à deux formations organisées à l'intention des jeunes. La première portait sur les itinéraires techniques et la seconde sur la multiplication des rejets d'ananas. La participation à ces deux formations a été le facteur qui m'a de plus motivé à me lancer dans l'entrepreneuriat agricole. C'est ainsi, pour se faire j'ai constitué avec certains jeunes sur l'appui de la FEPAF un groupement de treize (13) membres. Avec les contributions des membres de ce groupement et l'appui technique de la FEPAF à travers ses conseillers agricoles, nous exploitons à ce jour un demi-hectare d'ananas (30 000 rejets) dans la sous-préfecture de Friguigbé sur un domaine bayé pour trois (3) ans.

L'activité (**A-02-04 : Promouvoir - innovation - agro-environnementales**), en impliquant les paysans, des Organisations Paysannes déjà avancées dans le domaine (approche paysans-relais-formateur) et les services techniques des fédérations actives dans les zones d'intervention du projet DAKMA a permis, une production des cultures maraichères de qualité (limitation de la pourriture des tubercules en culture de pomme de terre, augmentation du rendement) par l'utilisation du compost de 21 jours comme engrais à la place ou en complément à l'engrais chimique et la protection des périmètres maraichers en clôture grillagé/fil de fer barbelé (**activité A-01-01 : AHA**) soutenu par la haie vive, le reboisement des versants ont permis de protéger les champs de cultures maraichères contre la divagation des animaux, consolider la cohabitation paisible des acteurs d'un même terroir.

Genre

Le genre a été abordé sur 2 aspects : la réduction de la pénibilité du travail et l'augmentation du revenu des femmes.

Par rapport à la **réduction de la pénibilité du travail des femmes**, DAKMA a fait la diffusion de la traction animale et des équipements aratoires adaptés dans le cadre de la mécanisation intermédiaire (**activité A-01-03 : Extension culture attelée**) qui ont facilité les tâches d'entretien des cultures (semis, sarclage, buttage...), tâches essentiellement féminines et très intensives en main-d'œuvre. La diffusion

de matériel de conditionnement (la location des cageots) a permis de faciliter le transport des produits du champ vers le point de collecte ou de commercialisation. La limitation de la « corvée » des femmes par l'introduction de systèmes d'irrigation avec tuyaux souples et un pompage solaire (**activité A-01-01 : AHA**) et la diffusion des équipements de transformation et des kits d'étuvage (**activité A-01-05 : Mise à disposition infra + équipements post-récolte**).

S'agissant de l'augmentation du revenu des femmes, le projet a réalisé des aménagements (**activité A-01-01 : AHA**) au bénéfice de onze (11) unions et vingt-deux (22) groupements maraichers à majorité féminine et appuyé l'amélioration de la qualité de la transformation du riz (décorticage et étuvage). La mise en place des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) au tour des équipements de transformation a favorisé la diversification des sources de revenus, développé la culture de l'épargne et l'autofinancement de leurs entreprises, notamment chez les femmes. Au bout de 6 mois d'activités, les 11

Il y a deux ans de cela, notre groupement est confrontée à un problème de baisse de rendement des cultures et une augmentation du coût de production étant donné que c'est la seule activité autour de laquelle nous sommes réunies mais qui n'est plus rentable. Nous nous sommes posé la question que faire. Cela a coïncidé à l'arrivée d'un agent de l'ONG RGTA-DI à qui nous avons posé notre problème. Après un diagnostic approfondi, nous nous sommes rendu compte que c'est notre sol qui devient de plus en plus pauvre par manque d'éléments nutritifs provenant des engrais organiques mais aussi les cultures sont malades par suite de sa surexploitation sans tenir compte des techniques de rotation et sans aucune mesure de restauration durant plusieurs années de son exploitation. L'agent nous a fait comprendre que pour résoudre ce problème, il faut une restauration de la fertilité du sol à travers l'apport des engrais organiques qui permettront d'améliorer sa texture et sa structure. Sur ce, il nous a appris les techniques de fabrication du compost que nous avons utilisé dans notre jardin. Après l'utilisation de ce compost, nous avons constaté cette année une bonne végétation, les plans n'étaient plus malades et sont très robustes, mais aussi, nous n'avons pas beaucoup dépensé dans l'achat des engrais chimiques et la technique qu'on nous a apprise est très accessible car tous les matériaux pouvaient être trouvés sur place.



Cette année contrairement aux années précédentes, nous avons eu un très bon rendement et cela nous a permis aussi de diminuer les grosses dépenses pour l'achat des engrais chimiques. Donc, nous avons compris que pour maintenir la fertilité du sol, il faut améliorer sa structure à travers les engrais organiques.

GVEC ont mobilisé un montant total de GNF 238 504 000 (soit 23,850 EUR) pour un effectif de 329 membres dont 227 femmes (soit 69%)³⁶.

Digitalisation

Afin de faciliter le suivi-évaluation des données sur les filières le projet a accompagné la mise en place et l'utilisation de la plateforme KOBO COLLECT pour la collecte des informations sur la production des 3 fédérations (la Fédération des Planteurs de la Filière Fruit de la Basse Guinée (FEPAF), la Fédération des Organisations Paysannes Maraichères de la Basse Guinée (FOPMA) et la Fédération des organisations Paysannes des Vivriers et Saliculteurs de la Basse Guinée (FOP-VS). Depuis la FEPAF utilise la plateforme KOBO COLLECT pour le suivi- périodiques de l'évolution de la superficie de production et les rendements de la filière ananas.

Le suivi et la supervision des travaux AHA ont été digitalisés sur la plateforme ODK à travers de formulaires sur tablettes qui ont permis d'avoir en temps réels les informations des chantiers et favorisé un contrôle efficace de la présence effective des contrôleurs sur les sites des travaux.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont - elles été prises en considération ?

Le projet DAKMA a bénéficié de plusieurs missions : d'une mission de suivi par la DGD³⁷ le mois d'octobre 2017, une mission de Revue mi-parcours au mois de Juin 2018 et une mission de backstopping de la Direction Opérations en juillet 2018. Une mission d'audit par la Cour des Comptes s'est tenue en février 2018 et une mission d'audit sur les Conventions de Subside par le Chef de l'audit interne d'Enabel en octobre 2018. L'évaluation finale initialement prévue pour fin mars 2020 se déroulera courant le mois de novembre.

A partir du deuxième trimestre 2020, une formation continue des bénéficiaires contractants sur les outils et les méthodes de collecte de données sur les indicateurs du projet et la mise à jour régulière du tableau de bord du monitoring opérationnel a permis de mieux consolider l'information d'avancement de l'intervention et de mieux suivre l'évolution des valeurs de départ, des valeurs cibles et des valeurs atteintes grâce à l'intervention. Toutes les données ont été encodées et sont disponibles. L'analyse périodique des valeurs a permis de bien communiquer avec les bénéficiaires et les partenaires du projet sur les avancés du projet.

Le suivi de la mise en œuvre des conventions de subsides avec les différents partenaires et des bénéficiaires contractants par la mise en place d'un dispositif de suivi a fortement amélioré la circulation des informations, le partage des analyses / commentaires par rapport au fonctionnement des partenaires entre ATN DF, ATNs GR et RAFI/FO. Ce dispositif a contribué à : l'amélioration du niveau de réalisation des activités, l'amélioration du niveau de rapportage, de la synergie et la communication entre partenaires CSub s'est améliorée.

La mission d'évaluation à mi-parcours (MTR) a permis des échanges constructives sur un nombre de points, comme la pérennisation de l'intervention d'une manière générale de ces investissements, la nécessité de travailler sur un renforcement de la notion chaîne de valeur et comment le développer, de renforcer l'approche entrepreneuriale auprès des partenaires et bénéficiaires, les modalités de mise en œuvre (durée mise en œuvre limitée, petite équipe UGP avec des partenaires plutôt faibles), la communication sur le projet, le programme de démarrage, Enabel- et la formulation des recommandations y afférentes.

La plupart des recommandations ont été prises en compte, comme la pérennisation des investissements à travers l'introduction des systèmes de redevance d'eau (pilotes), la prise en compte du raisonnement

³⁶ Pour les détails voir tableau en annexe – chapitre 6.5

³⁷ Mission de suivi du Programme de démarrage par la DGD, composé du Conseiller Coopération Gouvernemental au Cabinet du Ministre du CROO (Eric WILLEMAERS), du Directeur Adjoint de la Direction Géographique / DGD (Luc RISCH) et de l'Attaché à la Direction Géographique /DGD (Anne Van MALDERGHEM),

économique (approche chaîne de valeur) dans les activités des partenaires, d'intensifier la communication sur l'intervention, le programme de démarrage d'Enabel en Guinée.

Les modalités de mise en œuvre par contre n'ont pas pu être changées fondamentalement – délais de mise en œuvre très courts, petite équipe dans un environnement de partenaires et acteurs avec un besoin de renforcement de capacité important.

Un audit financier du projet a été réalisé début 2018 à la demande du siège. L'audit avait pour but de faire la vérification et contrôle de la qualité de la gestion administrative et financière, de la passation des marchés publics et de l'appréciation de la qualité de suivi des conventions de subsides.

Diligences effectuées par l'audit :

- Contrôle de l'application des procédures des procédures Enabel
- Contrôle processus des Marchés publics - dossier des marchés + suivi des exécutions
- Sondage des principales lignes budgétaires
- Sondage des primes payées aux fonctionnaires locaux
- Sondage des dépenses « atelier » et « formation »
- Contrôle de la gestion des Conventions de subsides (processus d'octroi, dossiers et suivi financier)
- Tenue des carnets de bord des véhicules
- Dossier du personnel

Les conclusions générales de cet audit étaient positives. Une série de recommandations ont été formulées et le projet a mis en place un plan d'action de mise en œuvre de ces recommandations. Il faut noter que toutes les recommandations issues de cet audit ont été mises en œuvre.

Toutes les recommandations et décisions émanant de la SMCL et adressées à l'UGP ont été traitées par le projet.

DAKMA a mobilisé des médias audiovisuels (RTG) et en ligne (AGRONEWS) qui a couvert la plupart de nos activités et cela a fortement amélioré le niveau de communication du projet.

3 Durabilité

3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La logique économique inhérent à l'approche de développement de filière, c.à.d. baser le raisonnement économique au centre de l'intervention, commence à faire son chemin au niveau des partenaires et bénéficiaires. Les outils de suivi économique ont été peaufinés et les plans d'affaires sont devenus plus qu'un simple document « copié-collé » : des efforts sérieux sont faits par les partenaires pour permettre aux bénéficiaires une exploitation rentable des investissements mise en place.

Dans cette logique une redevance d'eau a été discutée avec les bénéficiaires sur l'ensemble des sites AHA et des dispositifs de collecte de cette redevance déjà mise en place pour la plupart des sites, mais une consolidation et une formalisation des démarches restent à faire. Cette dynamique de gestion d'eau productive par les OUE se poursuivra par RGTA/DI à travers le projet AGIRE financé par l'IEA à travers une Convention de Subside. La mise en œuvre des plans d'affaires élaborés pour les 31 équipements de transformation est suivie de près et les expériences sont partagées entre les (bons et mauvais) groupements gestionnaires afin d'améliorer les résultats dans son ensemble.

3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'intervention et la manière de travailler sont très appréciées par nos partenaires étatiques du niveau central et régional, mais aussi par les bénéficiaires finaux. L'intervention a constaté un engouement important des bénéficiaires pour les différentes réhabilitations / investissements, une interaction entre l'intervention et le niveau politique quoique pas toujours suffisamment coordonnée. Des potentialités à compléter davantage par un renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des acteurs et un meilleur fonctionnement des filières riz et horticole dans la zone d'intervention.

La préservation et la reproduction des bénéfices sur le long terme dépend dans une large mesure des gains financiers et économiques que les bénéficiaires pourront tirer des investissements mis en place et par conséquent de leur intégration dans les marchés / chaînes de valeurs fonctionnelles et nécessitera un accompagnement plus long que l'intervention DAKMA. Le risque potentiel principal est que l'accompagnement dans la durée des (groupement de) bénéficiaires sur leur trajectoire entrepreneuriale a été trop court. Le projet a mis l'accent sur les activités d'accompagnement qui visent les goulots d'étranglement en aval des filières et sur la création d'une dynamique entrepreneuriale avec une participation effective des bénéficiaires tenant compte de leurs capacités contributives réelles. Une suite dans l'accompagnement des bénéficiaires dans le cadre de l'IEA atténuera considérablement ce risque.

3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le projet DAKMA a bénéficié du pilotage stratégique de la SMCL. Cinq (5) réunions de comité de pilotage d'une composition stable, tenue durant la phase opérationnelle, la dernière en avril 2019. Le CoPil de clôture prévu pour le mois de mars 2020 a dû être reporté à cause de la pandémie du Covid-19. Dans le cadre du pilotage technique, le projet a bénéficié de plusieurs réunions de concertation inter partenaires.

Le degré d'interaction avec le ministère de l'agriculture via les Direction Régionales de l'Agriculture de Mamou et de Kindia, a été important grâce à leur participation active dans le processus de formulation depuis l'identification et la validation des sites et l'élaboration des stratégies principales de mise en œuvre du projet DAKMA et leur participation au CoPil. Ceci a rendu facile, leur implication dans le suivi-évaluation périodique de sa mise en œuvre.

Cette implication a été renforcée par la localisation des bureaux du projet à proximité des bureaux de la DRA et du BTGR de Kindia, dans un bâtiment mis à disposition par le Ministère de l'agriculture suivi par la désignation d'un homologue national (DRA de Kindia) au coordinateur du projet, impliquant encore mieux la DRA dans l'élaboration des stratégies en matière de développement des filières agricoles et des activités de DAKMA.

Sur le terrain, les DRA et BTGR ont été pleinement impliqués dans l'exécution de l'intervention. La DRA de Kindia a été l'artisan principal pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du protocole pour la production et la distribution des rejets dans le cadre de l'activité mise à disposition du matériel végétal amélioré (rejets de bananiers et d'ananas).

Les DRA et BTGR ont participé à l'identification, la sélection et la validation des 9 sites qui ont fait l'objet d'aménagement par le projet, les DPA ont participé à toutes les réunions mensuelles de suivi des chantiers, la mise en place et la formation continue des comités de gestion, la sensibilisation et la mobilisation des bénéficiaires dans l'entretien des investissements. Les dix (10) conseillers agricoles de ANPROCA formés en technique production et de multiplication des rejets (5 pour la banane et 5 pour l'ananas) ont également suivi des planteurs dans le cadre de leur rôle régalien. L'interaction entre les producteurs, les agents d'ANPROCA et le projet a permis de créer un climat de confiance entre les acteurs.

Les autorités communales ont été impliquées dans l'exécution du projet à travers la formation et la mise en place des membres et la mise en place des CGS et dans le suivi des activités dans la zone du projet.

Le risque potentiel au niveau politique est le relâchement du suivi par manque de budget pour les missions des agents. Pour atténuer ce risque le projet a mis en avant la nécessité des formations des membres des comités de gestion des investissements (IPR et EPR) et la mise en place des associations d'usagers d'eau sur les neuf (9) sites. Le projet a renforcé les capacités des bénéficiaires (Fédérations et Unions) par la formation et coaching. Le projet a renforcé les capacités opérationnelles des Fédérations (FEPAF-BG et FOPMA-BG) par la mise à disposition de matériels roulants (Moto) et par la formation des techniciens pour assurer le suivi de proximité.

3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le projet DAKMA a contribué positivement à la capacité institutionnelle et de gestion à travers le renforcement de la concertation et la diffusion de l'information sur les filières riz et horticoles entre les acteurs dans les deux régions (Mamou et Kindia). Pour ce faire le projet s'est appuyé sur les dispositifs existants. L'appui aux plateformes ³⁸(sectorielles et thématiques) a fortement amélioré le niveau de connaissance des acteurs du développement rural et favorisé le développement de la synergie d'action et la mise en place d'un système de communication et d'information des acteurs des filières à travers des échanges périodiques.

DAKMA a également contribué au renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes du développement des filières riz et horticoles. Cela a permis aux OP encadrés à différents niveaux, de professionnaliser leur fonctionnement et la capacité de fournir des services à leurs membres sur les techniques agricoles, le conseil de gestion, les intrants et la gouvernance interne.

Les structures (fédérations, unions, coopératives, groupements) ont bénéficié d'un renforcement des compétences en matière de gestion et l'exploitation des investissements (aménagements, infrastructures et équipements post-récolte), par la formation des utilisateurs (rice) par rapport à l'utilisation et la maintenance des équipements (vannage, décorticage, étuvage, séchage) et leur formation sur des outils de suivi, de gestion et d'exploitation simplifiée et collective.

³⁸ Concertations annuelles des acteurs du développement rural à Kindia (CARDER) et les rencontres sur les thématiques spécifiques sur les filières

En ce qui concerne le renforcement des services techniques du secteur agricole directement impliqués dans la mise en œuvre du projet DAKMA (BTGR, DPA et DRA, ...), l'appui/renforcement en question a été sous les formes de formations spécifiques, d'assistance technique ponctuelle notamment dans le cas des missions perlées et l'appui en équipement et en matériel divers.

Un risque potentiel réside au niveau du maintien et la possibilité que ces mêmes populations reviennent en arrière après le retrait du projet. Pour atténuer ce risque, nous avons introduit la logique et la notion entrepreneuriale dans la gestion des équipements de transformation ce qui pourrait permettre à chaque structure bénéficiaire le renouvellement de l'équipement grâce à la recette générée par le premier équipement acquis avec la subvention du projet. L'identification par les unions des personnes ressources pour le suivi de ces équipements permettra de pérenniser les acquis et consolider les résultats déjà appréciables.

4 Enseignements

4.1 Enseignements tirés

L'approche chaînes valeurs, entrepreneuriale à construire ; aussi bien au niveau des acteurs publics (l'administration agricole) qu'au niveau des acteurs du secteur privé, les acteurs directs de la filière et les acteurs indirects dont les ONG (nationales et internationales). En effet les acteurs du secteur agricole en Basse Guinée ont seulement commencé à se réorganiser selon une logique de filière courant 2017. C'est ainsi que la FEPA-BG (la Fédération des Planteurs Fruitières de la Basse Guinée) est né en janvier 2017, suivi par la FOPMA-BG en 2017 (janvier) en la FOPVS-BG en fin 2017. Jusqu'en 2016, la structure représentant les producteurs en Basse Guinée était la FOP-BG (Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée) une organisation plutôt corporatiste que professionnelle et spécialisée. Une organisation qui était encore peu dans une logique de marché, se basant sur la valeur ajoutée à travers la transformation, le conditionnement, une production de qualité / la logique de l'exigence du client et la philosophie de rendre des services technico-économiques et commerciaux aux membres.

A noter qu'au démarrage du projet DAKMA (2016), la Guinée sortait de l'épidémie d'Ebola et était encore plongé dans une logique d'urgence, lutte contre les effets post-maladie. Pour « améliorer et mieux valoriser les productions rizicoles et horticoles selon une approche chaîne valeur », une première étape était de travailler sur le concept même de la chaîne de valeur, son développement. Des premières étapes ont été fait depuis et du progrès réalisé avec l'ensemble des acteurs et d'autres interventions. Entretemps nous voyons les quelques résultats, la FEPAF-BG se professionnalise petit à petit et la FPDF a pris le chemin depuis une bonne décennie, toutefois les défis restent nombreux et sont à poursuivre dans le cadre des interventions actuellement mises en œuvres.

Les modalités de mise en œuvre pas toujours efficaces: L'hypothèse de pouvoir se baser sur l'expertise et les expériences des partenaires ONG (internationale et nationale) de mise en œuvre afin de gagner du temps au démarrage et d'aller vite dans des activités concrètes du terrain s'est confirmé seulement en partie. Le contexte de la Guinée, comme décrit ci-dessous n'avait pas permis à nos partenaires d'accumuler de l'expertise dans le domaine d'une agriculture de marché, l'approche chaîne de valeur, l'entrepreneuriat, comme ceci a aussi constaté par la mission d'évaluation mi-parcours. Un travail important de renforcement de capacités, appui-conseil a été nécessaire pour une mise à niveau. Nos propres procédures et l'environnement de mise en œuvre des travaux d'infrastructure, notamment dans le domaine des AHA, n'a pas facilité une mise en œuvre rapide non plus. Face aux défaillances évident des entreprises et afin d'assurer la qualité, des mesures correctives ont été prises en recrutant l'expertise d'un cabinet externe pour le suivi-contrôle des travaux. Un choix pertinent dans la situation donnée, mais qui a ajouté un troisième niveau au suivi contrôle des travaux : contrôle à pied d'œuvre par le BTGR, assurance qualité par le contrôleur SHER et suivi finale par les ANT GR de l'UGP.

Il se pose là ainsi la question si un « staffing » plus conséquent de l'UGP avec un ATI Génie Rural expérimenté dans les procédures de marché en régie n'aurait pas été plus efficace, que le recours quasi permanent à des appuis (des cabinets) externes

Un cadre de gestion des aménagements hydro-agricoles peu performant : les aménagements ne sont généralement pas gérés d'une manière productive et pérenne³⁹. Des investissements sont fait, mais l'accompagnement des exploitants pour une bonne exploitation technico-économique manque: peu d'appui technique et organisationnel (itinéraire technique, gestion de l'eau, entretien du périmètre) économique (achat d'intrants et vente groupé de la production, appui à l'obtention des financements des membres auprès des IMF, ...). Il en suit généralement des productions à rendement faible et l'incapacité

³⁹ Selon les estimations du SDAI (résumé page xi), environ 40.000 ha, soit 5% du potentiel irrigable, sont actuellement aménagés, dont seul 2000 ha en maîtrise totale. De ces 40.000 ha sont évalués comme « bon » ou « moyen » par les cadres des BTGR, soulignant que les performances sont faibles, confirmé par un faible Taux de Mise en Valeur : plus > 50% de la superficie aménagée ont TMV inférieur à 75%.

pour les exploitants de prendre en charge l'entretien et les réparations du périmètre dans le temps. Un important travail reste à faire les années à venir en donnant des exemples des investissements AHA rentables en couplant des aménagements performants à un accompagnement technico-économique de qualité aux exploitants à travers des OP professionnelles.

Le manque de performance des entreprises : la faiblesse technique et financière des entreprises guinéennes notamment pour les travaux de réhabilitation des AHA s'est avéré un grand défi. Vu les montants relativement modestes (< 250.000€) des entreprises de la sous-région ne se sont pas été intéressés aux marchés de DAKMA. Généralement les entreprises guinéennes n'arrivent pas à mobiliser l'expertise et régulièrement aussi l'équipement qu'elles ont proposé dans leurs offres. La faible maîtrise technique se montre particulièrement pour les systèmes d'irrigation encore peu commun, comme l'irrigation sous-pression (tourniqués) ou le pompage à l'aide du solaire. Aux faiblesses techniques s'ajoute la faible surface financière, causant régulièrement l'arrêt des chantiers. Des dépassements larges des délais d'exécution s'en sont suivis. Une fois la réception provisoire prononcée les entreprises se semblent dégager de leur responsabilité, impossible de les faire revenir pour des réparations à la fin des délais de garantie. Pour parvenir à un résultat, sans transiger sur la qualité des travaux, des solutions ont souvent dû être trouvées dans la négociation. Avec l'apparition récemment des entreprises sénégalaises il y a un espoir que la situation est en train de changer.

Une intervention sur un grand nombre de sites très différents. Cette situation - sites différents en termes de topographie (bas-fonds, coteaux, plaines) source d'eau (surface et sous-terrain), expérience et niveau organisationnel des exploitants et type d'irrigation (gravitaire, irrigation sous pression avec pompage thermique ou solaire) proposé, dans une zone très large – n'a pas facilité, dans le temps imparti, des études approfondies, développer des options d'irrigation et de les discuter avec les futurs exploitants. La gamme des sites et systèmes d'irrigations ne nous a pas laissé suffisamment de temps de discuter les « pros » et « contres » avec les futures bénéficiaires et de les impliquer dans le choix d'un système irrigation en connaissance des conséquences techniques et économiques.

Type d'investissement AHA à faire : plutôt opter pour des investissements durables et/ ou innovant du type maîtrise total en eau. Faire réaliser des infrastructures (canaux) en terre par une entreprise ne s'avère pas pérenne⁴⁰ et donc économique pertinente (coûts élevés sans beaucoup de gain productif). Nous constatons que sur des sites comme Bendougou ou les travaux de canalisation en terre ont été exécutés par une entreprise, les exploitants tardent à faire l'entretien, les réparations. La logique semble être : *j'aménage moi-même mon site donc je l'entretien, si une entreprise l'a aménagé c'est à l'entreprise / l'intervention de le réparer.*

4.2 Recommandations

Recommandation	Source	Public cible
Description de la décision à prendre.	Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation	
Mettre en place un cadre légal pour les Associations d'Usagers d'Eau (AUE) et son application, à l'image d'autres pays de la sous-région. Un cadre légal bien distinct du cadre pour les Comités de Gestion des AHA qui sont gérés par la loi « 014 », une loi réagissant les coopératives et les groupements, qui sont souvent d'intérêt économique, visent la production et la commercialisation. Ils accordent généralement peu d'attention à une gestion	<i>Chapitre 1.1.2) Réorientation stratégique, Chapitre 2.2.1) Dans la mesure les outputs ont été atteints ? / Output 1.</i> <i>Mais aussi dans des documents externes récentes comme le Schéma directeur de développement de l'irrigation (PASAG, novembre 2018).</i> <i>Ou dans des échanges verbaux avec d'autres bailleurs comme la Banque</i>	Ministère de l'Agriculture / la Direction Nationale de la Génie Rural Les DRA et BTGR pour la mise en œuvre au niveau local d'un tel dispositif (AUE)

⁴⁰ Aménagement de type III selon la DNGR (voir typologie en annexe)

Recommandation	Source	Public cible
<p>réelle de l'eau sur les sites AHA Les AUE par contre sont des structures spécifiques de gestion de l'eau et de l'entretien du périmètre, responsable pour la disponibilité de l'eau d'irrigation auprès les exploitants. Chaque exploitant doit obligatoirement devenir membre de l'AUE.</p>	<p><i>Mondiale, l'AFD et le FIDA, des acteurs activités dans l'irrigation / l'aménagement hydro-agricole qui soulignent tous l'importance dans stratégie claire pour relever la performance des aménagements / la production agricole irriguée, dont un élément clé est la gestion de l'eau et l'entretien des périmètres</i></p>	
<p>Accompagner – par une intermédiation sociale - des acteurs directs et indirects concernés par une réalisation /une réhabilitation hydro-agricole depuis la décision d'une intervention :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) en analysant l'ensemble des aspects ayant un impact sur le succès de la réalisation / la réhabilitation, c.à.d. la situation formelle et informelle par rapport au statut foncier, les droits des bénéficiaires futurs, l'accès aux foncier des jeunes et des femmes, le rôle attendu de l'administration pendant et après l'investissement et 2) en impliquant les acteurs directs – exploitants actuels et futures – dans les réflexions sur le type d'aménagement (gravitaire, sous pression, eau de surface, eau souterraine,..) rendant claire à travers des options, la complexité technique et les coûts d'investissement / taux de cofinancement et les couts de gestion de l'eau et de l'entretien par la suite, pour les options proposées. 	<p><i>Chapitre 1.1.2) Réorientation stratégique, Chapitre 2.2.1) Dans mesure les outputs ont été atteints ? / Output 1.</i> La mission d'évaluation mi-parcours / son rapport.</p>	<p>Enabel en Guinée / les interventions en cours ou en préparation : nous allons mettre en œuvre la recommandation dans le cadre de l'IEA Aussi d'une manière générale nos partenaires DRA/DPA et BTGR.</p>
<p>Renforcer les capacités / rehausser le niveau technique et de gestion des entreprises dans le domaine de la génie rurale / l'exécution de travaux d'aménagement en attirant des entreprises de la sous-région (Sénégal, Mali, Côte-Ivoire, Maghreb,...), respectivement en facilitant les regroupements avec des entreprises locales</p>	<p><i>Chapitre 2.2.1) Dans quelle mesure les outputs ont été atteints ? / Output 1, Chapitre 2.2.5) Enjeux majeurs, Chapitre 4.1) Enseignements tirés</i></p>	<p>Enabel en Guinée / les interventions en cours ou en préparation : nous allons mettre en œuvre la recommandation dans le cadre de l'IEA</p>
<p>Pour des interventions dans des nouveau pays, plutôt fragile assurer un staffing conséquent des équipes pour les postes clés, respectivement prévoir la disponibilité d'un appui flexible et consistant (mobilisable sur plusieurs mois) d'une expertise technique de qualité rodée dans nos propres procédures admin-fin.</p>	<p><i>Chapitre 2.2.1) Dans quelle mesure les outputs ont été atteints ? / Output 1, Chapitre 2.2.5) Enjeux majeurs, Chapitre 4.1) Enseignements tirés</i></p>	<p>Enabel en Guinée, Enabel siège OPs et missions de formulation.</p>

5 PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

5.1 Suivi des décisions et recommandations prises par la SMCL

Décisions de la SMCL	Suivi/Observations/Commentaires
SMCL du 25/04/2017 / Conakry	
Faciliter la concertation, la coordination et la synergie d'actions avec les autres interventions – PNAFAA, les intervenants du programme GAS ⁴¹ (Winrock, CNFA,...), BES, ...- dans la zone sous le pilotage de la Direction Régionale de l'Agriculture.	Afin d'éviter double emploi des ressources / augmenter l'efficacité des moyens disponibles, vu le nombre d'interventions dans grandissante dans le secteur, DAKMA à travers son résultat 3 – le dialogue sectoriel régional - a contribué à l'amélioration de la concertation sectorielle.
Organiser des visites de terrain afin de partager avec les membres du Comité de Pilotage les résultats tangibles, points forts et faibles de l'intervention	Pour une meilleure compréhension et une implication réelle des membres du Comité de Pilotage, les visites de terrain ont été systématisées et les réunions du CP organisée en conséquence à tour de rôle à Kindia, Mamou ou Dalaba (le nombre de jours est passé de 1 à 3 pour réaliser les visites de terrain).
Accélérer le recrutement du personnel de l'UGP notamment l'ATN filière pour assurer le suivi-évaluation des activités sur le terrain	L'effort fait pour finaliser les procédures de recrutement a permis de rendre entièrement opérationnel l'UGP du Projet.
Cadre de rétribution de performance a été approuvé pour une mise en œuvre selon les modalités proposées	Cette a favorisé une collaboration efficace avec les services de l'Etat et faciliter leur mobilisation au besoin
Faire une programmation intégrale du budget DAKMA à l'occasion de la programmation financière Q3	L'élaboration de cette programmation intégrale faite, a permis à l'UGP de constater qu'une situation de dépassement budgétaire important se présente début 2018, nécessitant la mise en attente de plusieurs activités dont des investissements

⁴¹ Guinea Agricultural Services project / Feed the Future Program

SMCL du 07/12/2017 / Kindia	
DRA Mamou est fortement conseillé dans la mise en place d'un cadre de concertation pour la région	Le DRA de Kindia avait été sollicité pour faciliter la préparation du 1er CRADER-M en appui au DRA Mamou pour une meilleure appropriation de la démarche d'organisation
Accélération du démarrage des travaux d'aménagement hydro-agricole	Introduction des dossiers et obtention d'ANO pour les marchés publics de 4 AHA.
SMCL du 09/05/2018 / Mamou	
A l'UGP de discuter avec le partenaire (Trias) sur la possibilité d'intégrer des zones où les kits d'étuvage du riz sont pertinents et en lien avec le DTF de DAKMA (Bangouya – Madina Oula)	La discussion avec le bénéficiaire contractant TRIAS / DRA Kindia sur la faisabilité de cette décision nous a permis de comprendre que le temps restant que projet n'était plus suffisant pour l'intégration des zones avec une auto-évaluation (diagnostic) préalable des capacités de cofinancement des groupements de bénéficiaires potentiels. La prise en compte des étuveuses a été assurée dans la région du Fouta. Vu les contraintes budgétaires l'UGP n'a pas insisté auprès de TRIAS de faire une extension vers (Bangouyah – Madina Oula)
DRA Mamou de tenir son CRADER-M et prendre des thématiques qui prennent en compte les préoccupations d'ordre régional	L'amélioration de la concertation sectorielle dans les deux zones d'intervention de DAKMA est visée par le résultat 3 : la tenue du CRADER-M appuiera l'atteint du résultat. Des efforts d'appui importants, conjointement avec le DRA Kindia, ont été fournis - trois missions d'appui à la réflexion et la mise en œuvre ont été réalisées, dont une mission de communication auprès des acteurs principaux de Mamou conjointement avec le DRA Mamou - et nous le continueront à fournir. Il est important de noter que lead pour la concertation reste au niveau de DRA Mamou, afin que la concertation ne devienne pas un CRADER de DAKMA.
Revoir la planification financière pour faciliter la réalisation des infrastructures de stockage et de conservation	Une analyse du risque financier sera faite et si possible nous proposons l'exécution du lot 2 (la réalisation des magasins de stockage/hangars dans les 3 zones). La libération des fonds pour la mise en œuvre des infrastructures de stockage est en cours de négociation avec les siège afin que les travaux puissent être réalisés. Situation actuelle : marchés attribués (3 lots) et travaux lancés pour démarrer les travaux afin d'éviter une perte de confiance / un impact sur l'image de DAKMA au niveau des bénéficiaires, qui ont à travers la fourniture de leur contrepartie déjà joué leur rôle.

Tenir le prochain CoPil à Dalaba avec des visites de terrain.	La tenue CoPil à Dalaba a permis de montrer aux membres du CoPil les différentes activités qui sont mise en œuvre par DAKMA dans cette zone et rehausser le niveau des débats en plénières
SMCL du 28/11/2018 / Dalaba	
Prendre des dispositions pour faire avancer les activités des partenaires bénéficiaires des conventions de subsides	Le réajustement des planifications conformément aux nouvelles priorités et avenant jusqu'au 30/09/2019 ont contribué à l'atteinte des objectifs et la gestion optimale des fonds alloués à l'intervention
Bien retravailler le plan d'affaire de Denken en fonctions des réalités spécifiques de la zone et la conversion de l'unité de mesure locale en unité conventionnelle (Kilogramme).	Après le passage de la mission, le groupement a enregistré une forte croissance de la demande pour la transformation du riz pendant la période d'abondance. Ce qui lui a permis de réaliser une performance inattendue de plus de 100% sur sa prévision annuelle en atteignant 35 000 Kg transformés au lieu de 33 730 attendus pour l'année. Le rythme de mise en œuvre du plan d'affaire s'étend stabiliser, la révision du plan d'affaire n'était plus une nécessité. Une visite d'échanges entre les membres du comité de gestion de Denken et la président du groupement Tangama a permis aux membres du groupement de Denken d'apprendre des astuces facilitant une rapide et meilleure compréhension du plan d'affaire.
Subventionner partiellement les matériels aratoires à un taux qui peut varier entre 60 et 70 %	Pris en compte dans le cadre l'actuelle CSub de RGTA-DI et a permis d'introduire davantage de logique économique dans la mécanisation et d'élargir le nombre de bénéficiaires.
Utiliser le solde lignes budgétaires sous-consommées pour faire face au reste de la clôture	Un avenant pour 900 ml de clôture a été signé (travaux additionnels seront faits en fonction du reliquat du marché en cours), afin de sécuriser davantage le périmètre
SMCL du 30/04/2019 / Kindia	
Assurer que les investissements AHA (type d'irrigation et coûts d'entretien) soient fait en échange avec les bénéficiaires afin d'éviter proposer des solutions qui ne sont pas la suite pas exploité par les bénéficiaires	Etant donné le délai très court de l'intervention DAKMA, il n'a pas été accordé d'attention aux analyses économiques préalable aux investissements proposés : une omission qui est d'une certaine manière en contradiction avec l'approche CVA. Leçon principale tirer de l'intervention du projet DAKMA
Bien examiner toutes questions techniques pour trouver une solution à ce problème de l'AHA de Dantoumayah, dans les meilleurs délais afin de favoriser l'exploitation du périmètre	Des nouveaux essais de pompage ont été réalisés par le projet et ont montrés un problème de débit : les lames d'eau sont trop faibles pour les puits 3 et 4 et (1,98m pour le puits 3 et 1,80m pour le puits 4). Pour les puits 1 et 2 les lames d'eau sont de 3,6m avec un rabattement très rapide (2,40m en 32 min pour le puits 1 et 1,80 en 30 min pour le puits 2)

Utilisation des procédures nationales en vigueur pour la formalisation des différents transferts des investissements	Le CoPil a demandé au projet de suivre les procédures nationales de transfert de la maîtrise d'ouvrage d'un PTF à une entité publique. Le projet prendra contact avec le SG du Min. de l'Agriculture pour connaître les procédures à suivre pour formaliser le transfert aux DRA/DPA/BTGR et CRRAF. Le projet a présenté au CoPil l'inventaire des investissements en AHA et autres investissements de renforcement de capacités. Avec la clôture prochaine du projet, une décision est attendue du CoPil pour le traitement de la maîtrise d'ouvrage.
--	--

5.2 Suivi recommandions de la mission de revue à mi-parcours (MTR DAKMA)

Résultat 1			
Que faire	Responsable	Délais envisagés	Commentaires DAKMA
Maintenir une forte pression sur les entreprises afin que les chantiers soient réalisés dans les délais avec la qualité requise – bien leur rappeler que pour chaque jour de retard une pénalité est appliquée de 0,2 % de la valeur du chantier et qu'elle sera effective	Responsable UGP et collaboration étroite avec le chef de mission suivi-contrôle SHER	Délais : fin des travaux Nov.-Déc 2018	<p>La plupart des chantiers AHA et l'intégralité des chantiers d'infrastructures post-récoltes ont été achevés au premier trimestre 2019.</p> <p>Ils restent actuellement encore quelques travaux à finaliser sur les chantiers de Bendougou et Koba Houré et des corrections à faire sur les sites de Badarayah (station de pompage et approfondissement de certains puits), Dantoumayah et Youngouyah (approfondissement des puits et réalisation d'un canal d'amené). L'ensemble de ces travaux seront finalisés avant la fin du mois de mai 2019</p> <p>Seul site créant des sérieux soucis c'est le site de Kafossy II avec un taux de réalisation fin avril de 25%, due à une défaillance totale de l'entreprise. Nous mettons toute en œuvre depuis début avril – pression massive - pour que les travaux soient achevés pour début juin ;</p> <p>Il était prévu une mission d'appui externe (en plusieurs étapes) pour la formation des partenaires et la mise en place des dispositifs de redevance d'eau / Associations de Usagers d'Eau. Malheureusement les procédures administratives - la première en décembre 2018 - n'a pas aboutie. Etant un appui</p>

			<p>très important pour la pérennité de nos aménagements, nous allons relancer le marché (légèrement modifié) une 3^{ème} fois, cette fois sous financement du volet agricole du PE.</p> <p>A noter : plusieurs chantiers ont pris du retard suite à des contraintes budgétaires imposés au premier semestre 2018. Un nombre important de marchés ont été mis en attente et des attributions suspendues. Avec la levée des contraintes au mois d'août (remise de 550.000€ au budget DAKMA) nous avons attribué / relancer plusieurs marchés mis en attentes. L'exécution des travaux liés à ces marchés a ensuite démarré courant les mois novembre - décembre</p>
<p>Finaliser et valider (des premières estimations viennent d'être produites) dans les plus brefs délais le calcul les coûts de l'eau productive par type d'aménagement (gravitaire, pompage thermique, pompage solaire) et diffuser l'information aux comités de gestion des périmètres ;</p> <p>Initier une réflexion sur qui est propriétaire des investissements (AHA, bâtiments, matériel de transformation) et préparer les documents de remise des ouvrages et moyens ;</p> <p>Etablir et/ou actualiser des comptes d'exploitation prévisionnels par grande culture y intégrant le coût de l'eau (ananas, banane, pomme de terre, oignon, piment, gingembre) ;</p> <p>Etablir les coûts de revient/kg pour l'ensemble de investissements post récolte (étuvage, décorticage, stockage)</p>	Responsable UGP	Délais déc. 2018	<p>Des calculs du coût de l'eau productive par type d'aménagement ont été réalisés.</p> <p>Un travail de collecte et d'analyse des données technico-économique a également été fait, sur la base duquel des comptes d'exploitations prévisionnels des différentes spéculations selon sites ont été établis. Les calculs des coûts de revient/kg pour les investissements post-récolte réalisés par les partenaires sont après plusieurs amendés par l'UGP.</p> <p>Les comptes d'exploitations doivent servir à engager avec les exploitants une discussion relative à de leur capacité de charge et la hauteur de la redevance d'eau à mettre en place.</p> <p>Une réflexion par rapport au processus de rétrocession des infrastructures a été menée avec le Comité de Pilotage première semestre 2018</p>

<p>Actualiser les plans d'affaire au regard des premières informations collectées (potentiel de production, calendrier de récolte et de consommation)</p>	<p>Responsable TRIAS/AGUIDEP</p>	<p>Délais Sept. 2018</p>	<p>L'UPG vérifierai la reprise des plans d'affaires dans le cadre des visites de suivi à partir du mois d'octobre. La plupart des plans d'affaires ont été repris, mais on constate que pour un nombre important de ces plans les hypothèses de base ont été trop optimistes et une nouvelle révision s'impose. Délais : Oct. 2018 – Sept. 2019</p>
<p>Animer des réflexions autour des comptes d'exploitation afin de démontrer aux producteurs la rentabilité économique de chaque culture incluant le paiement des redevances eau</p>	<p>Responsable TRIAS & RGTA</p>	<p>Délais Oct. 2018</p>	<p>Voir plus haut : nous devons d'abord / faire la collecte des données et établir les comptes d'exploitation Le collecte des données et le marché dans un premier instant infructueux de la mission d'appui à la mise place des dispositifs de redevance a retardé le démarrage de cette activité prévu pour Déc 2018. Le démarrage de la mission financé sur le budget de IEA est maintenant prévu pour le mois de Juin 2019</p>
<p>Etablir un dialogue avec les collectivités territoriales pour la gestion des pistes et le paiement des brigades villageoises en charge de leur entretien</p>	<p>Responsable CA-G44</p>	<p>Délais Sept 2018</p>	<p>Nous avons demandé le partenaire APEK, de s'inspirer au niveau du PMCR /BM et l'AFD des nouvelles idées par rapport à la gestion / l'entretien des pistes avec l'implication des bénéficiaires. Mais nous avons constaté que cadre légal n'a pour l'instant pas bougé / est peu favorable pas faciliter d'avancer dans ce domaine</p>
<p>Satisfaire la demande pendante liée à la Traction Animale (formation des bœufs de trait) mise à disposition de matériel aratoire, mais subvention de 40 et non 100 %. Poursuivre et renforcer la diffusion des compostières 21 jours – très impactant</p>	<p>Responsable RGTA</p>	<p>Délais mars 19</p>	<p>Démarche inscrite dans le cadre de la nouvelle CSub actuellement mise en œuvre par le RGTA-DI – mais avec un taux de cofinancement de 70% - à mettre en œuvre à partir d'Avril 2019.</p>

<p>Accompagnement/suivi de proximité du CRRAF pour la production des rejets de banane et ananas afin de respecter ses engagements et aussi assurer la production de qualité des référentiels techno-économiques</p>	<p>Responsable UGP-CRRAF</p>	<p>Délais pour réalisés les objectifs (revus) de production de rejets Oct. 2019 et Nov. 2018 référentiels</p>	<p>Un suivi rapproché a été mis en place depuis le mois Mai – Juin 2018 au travers les acteurs du Protocole d'Accord (UGP, DRA, UGP) avec des rencontres bimensuelles et des multiples reprogrammations. Malgré ce suivi rapproché et une augmentation du budget à destination du CRRAF on se trouve mi-avril 2019, 6 mois avant la fin du projet DAKMA à un taux de réalisation des rejets à produire de 19% pour l'ananas et 8% pour la banane.</p> <p>Un atelier de capitalisation des partenaires (FEPAF-BG, WAPP, PDRI-HF,.. impliqués dans la production des rejets (13 – 14 mars à Mafèrinyah) a montré – même si certains bailleurs n'ont pas perdu leur confiance dans les capacités du CRRAF – que la démarche la plus prometteuses en termes de délai et de gain de compétitivité est la production des rejets à travers la professionnalisation / spécialisation des planteurs – pépiniéristes, acteurs directs de la filière.</p>
<p>Développer une concertation avec des acteurs spécialisés (OIM, Plan international, ...) afin d'observer les dynamiques d'accès au foncier, à l'eau productive et de mettre en place des mécanismes qui limiteraient les dérives possibles d'exclusion des femmes et des jeunes du système afin d'assurer une équité entre les acteurs (impacts positifs et durabilité)</p>	<p>Responsable UGP</p>	<p>Délais avril 2019 voire le reporter pour le programme Entrepreneuriat</p>	<p>Concertation entamée – un atelier sur l'accès au foncier dans le cadre de la filière ananas, Mafèrinyah le 15 mars 2019 - pour la filière ananas et banane. Des initiatives de concertation à développer également pour les filières mangues et pommes de terre courant le premier trimestre 2019 dans l'optique du démarrage des activités dans le cadre du Programme Entrepreneuriat. Il s'agira d'une thématique de développement à long terme.</p> <p>L'accès des jeunes recevra une attention particulière dans le cadre du volet Agricole du PE en collaboration avec le Programme INTEGRA, pendant que le volet Entrepreneuriat Féminin appuiera l'accès des femmes.</p>
<p>Avoir une réflexion ouverte sur la capacité de gestion des comités à gérer le paiement de l'eau productive et simultanément ouvrir un</p>	<p>Responsable UGP + RGTA</p>	<p>Délais Nov. 2018</p>	<p>Réflexion sur les capacités en gestion des Comités de gestion des sites AHA (composition des comités, RI, cadre juridique / statut formel, ...) fait partie de la réflexion plus large des sur</p>

<p>débat sur la privatisation de la gestion des infrastructures et le paiement de l'eau (mise en concession)</p> <p>Au-delà des comités de gestion, mettre en place des espaces de concertation ouverts à tous les usagers de l'eau afin de définir des règles admises et respectées par tous dans la transparence, l'équité et l'inclusion. Ses règles doivent être entérinées par la collectivité territoriale.</p>			<p>les redevances d'eau, qui ne pourra pas sans doute pas être finalisé avant la fin de DAKMA et continuera probablement sous le Programme Entrepreneuriat.</p>
Résultat 2			
Que faire	Responsable	Délais envisagés	Commentaires DAKMA
<p>Au niveau des services techniques régionaux et préfectoraux, renforcer les compétences des services en préparant la relève d'une génération de cadres proche de la retraite</p>	Responsable ETAT	Dans les plus brefs délais	Recommandation qui n'est pas dans notre sphère de contrôle de l'intervention DAKMA
<p>Les outils utilisés par les différents partenaires techniques doivent être harmonisés. Il faut privilégier les outils les plus performants et pragmatiques afin d'impacter rapidement le milieu</p>	Responsable UGP	Délais Nov – Déc 2018	<p>Par rapport aux outils ERI et CEF, chacun des outils à ses mérites dans des contextes données ...</p> <p>Nous constatons que quelques résultats tangibles, bien que tardifs, se présentent pour l'outil ERI.</p> <p>Par rapport aux outils à utiliser dans le cadre de l'IEA, nous laissons le choix aux partenaires (FEPAF-BG, FPFD et UGAS)</p>
<p>Le projet doit jouer son rôle de chef d'orchestre afin d'optimiser les ressources de ses partenaires techniques et être de facto plus efficient</p>	Responsable UGP	Délais aout 2018	<p>Nous sommes en train de mettre la rigueur et notamment nous avons imposé davantage de focus sur les activités de nos partenaires qui assurant la pérennité (technique et économique) de l'intervention de DAKMA.</p>

			Afin de les permettre aux partenaires de rattraper les retards de certaines parties de leur intervention – partiellement créer par le projet même – les interventions (la durée des CSub) sont prolongées, sans incidence financière, jusqu’au fin septembre 2019.
Concernant la FEPAF, renforcer les compétences du CA / direction exécutive, s’assurer de l’équité entre les différentes strates de producteurs (petits/grands producteurs) sur l’accès au crédit et au foncier, travailler sur la maîtrise des coûts sur les filières ananas et banane	Responsable UGP + TRIAS	Processus continue - délais mars 2019	Processus entamé dans le cadre de l’appui à la FEPAF : le renforcement de capacités de la FEPAF et l’appui technique, économique, financier et commercial aux membres fait partie des TdR (lignes directrices) des Appels à Proposition en préparation et à lancer au mois de Juin 2019.
Concernant la FOPMA : appuyer sa politique d’autonomisation financière par rapport aux multiples projets dont elle est fortement dépendante pour sa survie (amélioration de sa santé financière et sécuriser les 2 fonctions d’AT gestion et coordination-suivi/évaluation) DAKMA doit se positionner rapidement en fonction des orientations du PE et ajuster son appui en fonction des actions futures	Responsable TRIAS	Délais sept. 2019	Nous allons appuyer l’autonomisation dans les mesures possibles et le temps restant du projet DAKMA. Toutefois sur la base du choix des filières pour le PE (ananas, mangue et pommes de terre) le FOPMA ne fera plus partie des partenaires directs d’Enabel. D’autres intervenants comme CA-G44 /UP/ TRIAS dans le cadre du projet DEFMA ou des interventions du PDRI (BADEA) ou de la BID prendront la relève
Concernant la FPPD voire les voies et moyens d’accompagner la mise à l’échelle de l’outil CEF qui est performant en partenariat avec l’AFDI	Responsable UGP	Délais avril 2019	Suite à l’enquête et l’évaluation de la situation par AFDI et les discussions avec la FPPD qui en ont suivies, la mise à l’échelle du CEF sera pilotée directement par la FPPD dans le cadre de la CSub (en octroi direct) que nous sommes en train d’élaborer avec la structure. La mise en œuvre de la CSub est programmée de démarrer à partir du mois de Juin 2019.d
Concernant l’UGVK, le projet doit s’interroger sur la pertinence de poursuivre	Responsables UGP + DRA + G-44 +UGVK	Délais octobre 2018	Nous allons assurer nos engagements avec l’UGVK et se désengagent progressivement jusqu’à la fin du projet DAKM

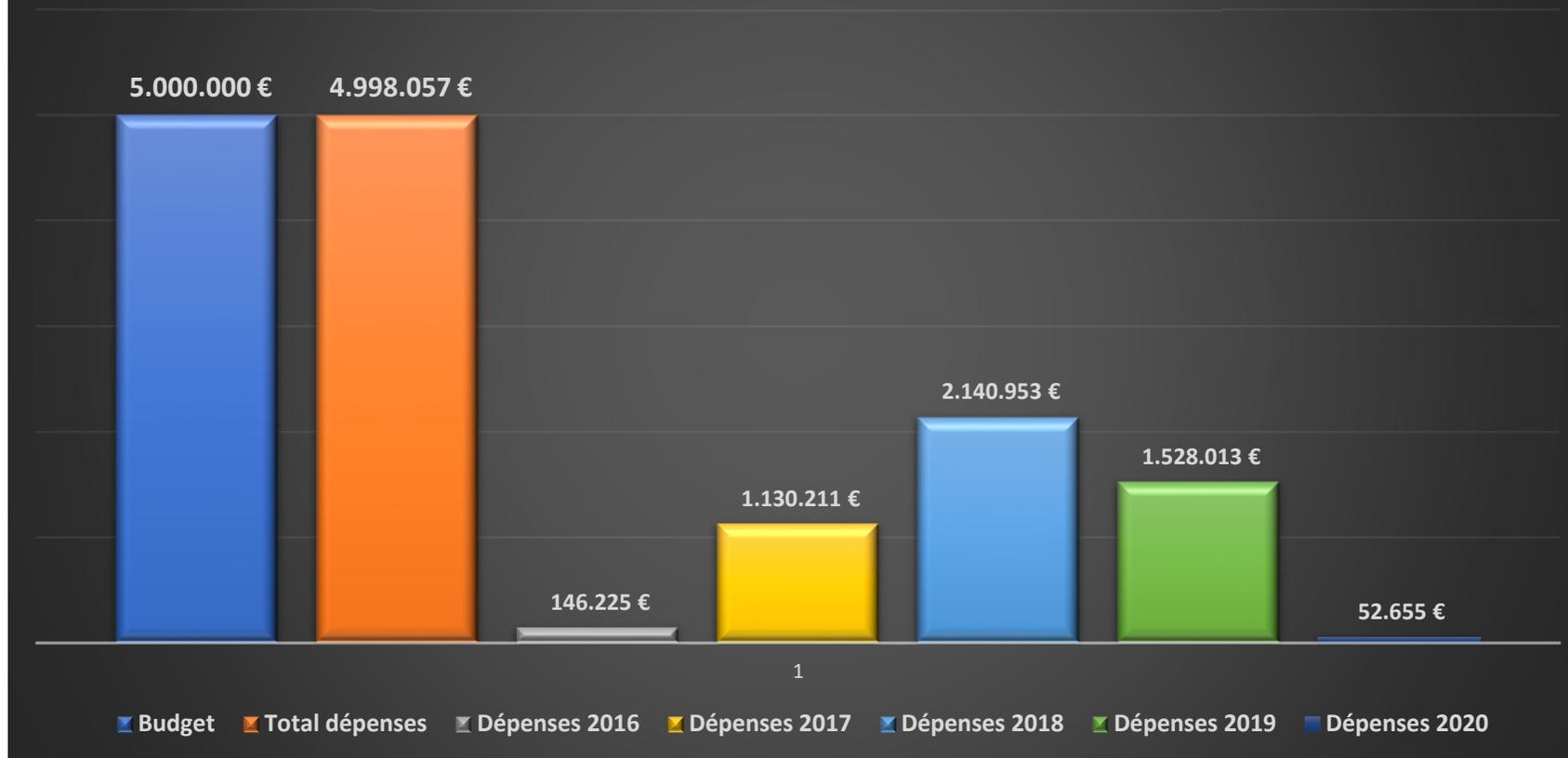
une collaboration avec cette Union prenant en considération ses impératifs d'actions rapides, impactantes et visibles			
Résultat 3			
Que faire	Responsable	Délais envisagés	Commentaires DAKMA
Sur la base des résultats technico-économiques produits (cf. recommandations R1 et R2) poursuivre l'animation des tables filières sur ses thématiques	Responsables UGP + DRA	Délais septembre 2018	Nous sommes dans une démarche des concertations pilotes afin de permettre aux acteurs de la filière ananas sur l'utilité de la mise en place d'une table filière. On se renseigne aussi par rapport aux expériences dans ce domaine pour d'autres filières. Les concertations pour les autres filières – mangue et pommes de terre – suivront. Il s'agit d'une démarche qui doit découler de l'initiative des acteurs de la filière pour être pérenne.
Envisager dès à présent les modalités de pérennisation des tables filières en proposant une stratégie de sortie de l'appui du projet.	Responsables UGP + DRA	Délais février 2019	Nous sommes en discussion avec le MinAgri/ PASAG, pour voir les possibilités d'une pérennisation – des concertations d'une manière générale = CARDER - à court terme : à terme le financement des concertations spécifique filières devraient se faire à travers un mécanisme de prélèvement sur les produits => une raison de plus de s'assurer que l'initiative est portée par les acteurs de la filière.
S'ouvrir sur des enjeux thématiques déjà identifiés l'émigration, l'entrepreneuriat et d'autres à venir	Responsables UGP + DRA	Pas de date butoir	Les enjeux sont déjà très présents à travers la formulation du Programme Entrepreneuriat, la recherche de synergie avec le Programme INTEGRA (INTEGRA Enabel, UNCDF, GIZ et CCI)

5.3 Dépenses

PBLA UBW	cDisplayDesc	Budget	Actuals au 30/09/2020	Ecart	% Exec
	A Objectif spécifique	3.704.662	3.766.143	-61.480,98	101,66%
	01 R1 Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en amont et en aval des filières retenues	2.761.580	2.806.634	-45.053,54	101,63%
GIN1600411_A010100	01 Réaliser des aménagements hydro-agricoles	1.559.915	1.617.552	-57.636,76	103,69%
GIN1600411_A010200	02 Réaliser des infrastructures de désenclavement	353.580	329.624	23.955,96	93,22%
GIN1600411_A010300	03 Diffuser et étendre des pratiques de culture attelée et utilisation de matériel aratoire adapté	41.953	41.123	830,08	98,02%
GIN1600411_A010400	04 Mettre à disposition du matériel végétal amélioré pour les cultures fruitières	163.500	177.946	-14.446,19	108,84%
GIN1600411_A010500	05 Mettre à disposition des équipements et infrastructures post-récolte (stockage, conditionnement et transformation)	405.000	399.245	5.755,04	98,58%
GIN1600411_A010600	06 Csub RGTA-DI- Accompagnement des bénéficiaires dans l'exploitation des AHA	237.632	241.144	-3.511,67	101,48%
	02 R2 Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcées	919.510	937.650	-18.140,46	101,97%
GIN1600411_A020100	01 Renforcer les services préfectoraux de lagriculture impliqués dans la mise en œuvre du projet	161.510	126.689	34.821,35	78,44%
GIN1600411_A020200	02 Renforcer les capacités de prestations de services aux membres des Unions et Fédérations d'OP	406.000	412.927	-6.926,50	101,71%
GIN1600411_A020300	03 Améliorer les capacités de gestion des infrastructures et équipements de la part des OP	270.000	317.851	-47.851,38	117,72%
GIN1600411_A020400	04 Promouvoir des innovations agri-environnementales	48.218	46.423	1.795,07	96,28%
GIN1600411_A020500	05 Csub RGTA-Di- Promotion des innovations Agro-environnementales	33.782	33.761	21,00	99,94%
	03 R3 Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues	23.572	21.859	1.713	92,73%
GIN1600411_A030100	01 Renforcer les structures de concertation sectorielles existantes au niveau des deux régions	23.572	21.819	1.753,11	92,56%
GIN1600411_A030200	02 Diffuser les résultats des travaux des dispositifs de concertation auprès des acteurs	-	40	-40,09	
GIN1600411_X010100	X Réserve budgétaire	-	-		
	01 Réserve budgétaire	-	-		
	Z Moyens généraux	1.295.338	1.231.914	63.424	95,10%
	01 Frais de personnel	886.648	828.623	58.024,64	93,46%
GIN1600411_Z010100	01 Assistance technique internationale	684.000	582.691	101.308,53	85,19%
GIN1600411_Z010200	02 Equipe technique	125.800	148.453	-22.653,39	118,01%
GIN1600411_Z010300	03 Equipe finance et administration	47.760	68.644	-20.884,17	143,73%
GIN1600411_Z010400	04 Personnel de support	29.088	28.834	253,67	99,13%
	02 Investissements	162.600	147.606	14.994,25	90,78%
GIN1600411_Z020100	01 Véhicules	63.000	63.808	-808,39	101,28%
GIN1600411_Z020200	02 Equipement bureau	7.320	5.925	1.395,18	80,94%
GIN1600411_Z020300	03 Equipement IT	47.280	41.483	5.796,62	87,74%
GIN1600411_Z020400	04 Aménagements du bureau	45.000	36.389	8.610,84	80,86%
	03 Frais de fonctionnement	158.080	202.306	-44.226,30	127,98%
GIN1600411_Z030100	01 Frais de fonctionnement bureau	67.080	99.902	-32.822,35	148,93%
GIN1600411_Z030200	02 Frais de fonctionnement des véhicules	43.000	39.121	3.878,79	90,98%
GIN1600411_Z030300	03 Missions diverses	42.000	63.242	-21.242,07	150,58%
GIN1600411_Z030400	04 Frais de représentation et de communication externe	1.000	31	968,80	3,12%
GIN1600411_Z030500	05 Formation	5.000	9	4.990,53	0,19%
	04 Audit et Suivi et Evaluation	88.010	46.139	41.871,47	52,42%
GIN1600411_Z040100	01 Etude baseline en début de projet	14.810	1.433	13.377,28	9,67%
GIN1600411_Z040200	02 Frais de suivi et évaluation	48.000	43.674	4.325,53	90,99%
GIN1600411_Z040300	03 Audit	16.200	112	16.087,90	0,69%
GIN1600411_Z040400	04 Backstopping CTB	9.000	919	8.080,76	10,21%
	99 Conversion rate adjustment	-	7.240	-7.240,02	
GIN1600411_Z999800	98 Conversion rate adjustment	-	7.240	-7.240,02	
	Total	5.000.000	4.998.057	1.943	99,96%

Le taux d'exécution budgétaire est de 99,96%. Des dépassements se produisent sur certaines lignes budgétaires. Le constate est que globalement le dépassement de la rubrique des activités peut être couvert par l'excédent de la rubrique des moyens généraux.

DAKMA - EXECUTION BUDGETAIRE



5.4 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	5.000.000 EUR	4.998.057 EUR	99,96%	L'intervention consommé presque l'intégralité du budget total. Les dépassements produits sur certaines lignes budgétaires peuvent être couverts dans le cadre d'un réaménagement sans dépassement du budget total.
Contribution du pays partenaire	36.000 EUR	36.000 EUR	100%	La contribution de la Guinée est représentée par la mise à disposition du bâtiment servant de bureaux au projet.
Autre source				

5.5 Personnel de l'intervention

	Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)	Commentaires
1	Personnel d'appui ¹⁾ , recruté localement par la ENABEL :			
2	Financial Officer / Férébory DIABATE;	H	13.02.2017 – 30.11.2019	Transféré comme FO au Programme ENTREPRENA
3	Secrétaire-Caissière / Marie-Hélène DIALLO	F	13.02.2017 – 30.11.2019	Transféré comme SC au Programme ENTREPRENA
4	Comptable / Taïbou DIALLO	F	13.02.2017 – 30.11.2019	Transféré comme Comptable au Programme ENTREPRENA
5	Assistent Logisticien / Alpha Oumar II BAH	H	01.12.2018 – 30.11.2019	Transféré comme AL au Programme ENTREPRENA
6	Chauffeur / Jean Paulin SONOMOU	H	01.02.2017 - 30.11.2019	Transféré au Programme ENTREPRENA
7	Chauffeur / Jean Sanoussi KEITA	H	01.08.2018 – 30.11.2019	Transféré au Programme ENTREPRENA
	Agent de Nettoyage / Mamadame BANGOURA	F	01.11.2017 – 31.01.2019	Fin du contrat
	Agent de Nettoyage / Diaraye DIALLO	F	14-03-2019– 30.11.2019	Transféré au Programme ENTREPRENA
1	Personnel de formation, recruté localement :			
2	ATN Genie Rural / Mikael TRAORE;	H	01.04.2017 – 30.11.2019	Fin de contrat
3	ATN Genie Rural / Hady BARRY;	H	01.04.2017 – 30.11.2019	Entre 01/04 et 30/11/2019 DAKMA ensuite transféré comme ATN INFRA sur le Programme ENTREPRENA
3	ATN Développement Filière / Mouctar BALDE	H	01.04.2017 – 30.11.2019	A partir du 01/12/2019 ATN S&E ENTREPRENA après procédure de recrutement (ouverte)
1	Experts internationaux (ENABEL) :			
2	Coordinateur DAKMA / Gerrit BOSMAN ;	H	01.04.2017 – 30.11.2019	ETC DAKMA entre 04/09/2016 et 28/02/2018 et ensuite Programme Manager Développement Economique et Entreprenariat
2	RAFI / Ernest DIARRA	H	01.04.2017 – 30.06.2019	RAFI Programme de démarrage avec 60% du temps pour DAKMA, ensuite RAFI Portefeuille Pays Guinée

1) Personnel d'appui financier partagé entre les interventions DAKMA et AEPKM, RAFI responsable pour l'ensembles des interventions du Programme de démarrage

5.6 Marchés publics

Numéro d'ordre	Intitulé du Marché	Ligne budgétaire	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Montant final du marché passé (€) TTC	Attributaire
MP/DAKMA/2017/001	Réalisation d'un forage positif sur le site du bureau du Projet DAKMA	Z_02_04	travaux	PNSP	15-mars-17	10.020,00 €	GEOSOLS INTERNATIONAL GUINEE
MP/DAKMA/2017/002	Construction châteaux d'eau sur le site du projet AEPKM / DAKMA	Z_02_04	travaux	PNSP	Février 2017	3.400,00 €	Interka +
MP/DAKMA/01/2017	Acquisition du matériel végétal amélioré (MVA) d'ananas de la variété Cayenne Lisse	A_01_04	biens	PNSP	Février 2017	7.950,00 €	Vitropic
MP/DAKMA/2017/004	Travaux de réhabilitation de la serre principale du CRRAF	A_01_04	travaux	PNSP	25 Avril	2.706,00 €	Interka +
MP/DAKMA/2017/005	Etudes approfondies et préparation DAO pour les travaux de réhabilitation de l'aménagement de Koba Khouré	A_01_01	services	PNAP	10-oct.-17	7.706,00 €	SUDEC
MP/DAKMA/ 2017/006	Etude et préparation des DAO pour les travaux de réhabilitation des pistes	A_01_02	services	PSNP	Juillet 2017	24.955,00 €	GIC
MP/DAKMA/2017/008	Marché de service pour la réalisation de la collecte et l'analyse des données pour l'étude de base dans les zones de couvertes par DAKMA	Z_04_01	services	PNSP	18-oct.-17	10.311,64 €	CECOMUD
MP/DAKMA/2017/014	Recrutement d'un formateur COVADIS	A_02_02	services	PNSP simplifié	24-nov.-07	1.960,00 €	Seven Structure
GIN/AEPKM/MP/2018/003	Marché de servie de gardiennage des bureaux Enabel à Kindia	Z_03_01	services	PNSP	7-févr.-18	10.311,64 €	SOGANSE
MP/DAKMA/2018/001	Marché de service pour le renforcement et le suivi-évaluation du dispositif de conseil à l'exploitation familiale (CEF) auprès la Fédération des Paysans de Fouta Djallon (FPFD)	A_02_02	services	PNSP	5-juin-18	19.300,00 €	AFDI
MP/DAKMA/2017/016	Acquisition du logiciel AutoCAD/COVADIS au profit des partenaires BTGR Kindia -Mamou	A_02_02	biens	DDP	23-avr.-18	8.914,00 €	GENESIS

Numéro d'ordre	Intitulé du Marché	Ligne budgétaire	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Montant final du marché passé (€) TTC	Attributaire
MP/DAKMA/2017/015	Acquisition d'équipement topographiques pour partenaires BTGR	A_20_20	biens	DDP	23-avr.-18	12.000,00 €	QCT Consulting
CSC GIN 004	Réhabilitation des Aménagements Hydroagricoles de Botobofel et Baady dans la région de Mamou/Dalaba - Lot 1	A_01_01	travaux	PNDAP	1-mars-18	163.992,47 €	MOLY TRAVAUX SARL
	144.850,48 €					Build Africa	
CSC GIN 005	Marché des travaux pour " l'aménagement hydro-agricole du périmètre de Bilidougou, Tangama, Djombo Djiwell dans Dalaba"	A_01_01	travaux	PNDAP	7-mars-18	113.984,22 €	MOLY TRAVAUX SARL
CSC GIN 006	Réhabilitation des Aménagements Hydroagricoles de Bendougou (lot 1) Kafossy 2 (lot 2) dans la région de Kindia Marché lot 2 infructueux	A_01_01	travaux	PNDAP	1-mars-18	192.235,39 €	AFRICA GERMANY
CSC GIN 007	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 1	A_01_01	travaux	PNDAP	5-mars-18	226.812,23 €	SAVANE ET FRERES
	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 2					87.792,00 €	SAVANE ET FRERES
	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 3					97.015,47 €	SAVANE ET FRERES
CSC GIN 008	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia	A_01_05	travaux	PNDAP	Infructueux		

Numéro d'ordre	Intitulé du Marché	Ligne budgétaire	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Montant final du marché passé (€) TTC	Attributaire
CSC GIN 009	Acquisition du matériel roulant, du matériel informatique et du mobilier et équipement de bureau - Lo1	A_02_01	biens	PNSP	14-déc.-17	29.641,60 €	Mitty Office Max
	Acquisition du matériel roulant, du matériel informatique et du mobilier et équipement de bureau - Lot 2		biens	PNSP	14-déc.-17	10.330,90 €	Mitty Office Max
	Acquisition du matériel roulant, du matériel informatique et du mobilier et équipement de bureau - Lot 3		biens	PNSP	14-déc.-17	11.965,20 €	Mitty Office Max
CSC GIN 010	Acquisition des matériaux de construction pour la réalisation du dalot du site (périmètre agricole) de Koba Khoure (olot1) et de ferrailage pour la confection des charrues (lot 2) pour la traction animale - Lot 1	A_01_01	biens	PNSP	13-déc.-07	2421 €	SIDEMINCO
	Acquisition des matériaux de construction pour la réalisation du dalot du site (périmètre agricole) de Koba Khoure (olot1) et de ferrailage pour la confection des charrues (lot 2) pour la traction animale - Lot 2	A_01_03	biens	PNSP	13-déc.-07	28 307 €	ENEC
CSC GIN 011	Marchés de travaux pour " la réhabilitation de dix nouveaux forages équipés de PMH à Soumbalako et Ditinn dans la region de Mamou en Repulique de Guinée"	A_01_01	travaux	PNSP			
CSC GIN 012	Acquisition et installation de système d'appoint de panneaux solaires - Lot 1	A_02_01	services	PNSP	31-oct.-18	14.238,38 €	Fadima Net Services
	Acquisition et installation de système d'appoint de panneaux solaires - Lot 2	A_02_01	services	PNSP	31-oct.-18	17.190,00 €	Bilare Groupe Services
CSC GIN 013	Marché de travaux pour " la réhabilitation des pistes rurales dans la zone de Kindia et Mamou "	A_01_02	travaux	PNDAP	15-nov.-18	226.890,72 €	AFRICA GERMANY
CSC GIN 014	Construction d'"infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia - Lot 1	A_01_05	travaux	PNDAP	15-oct.-08	59.919,22 €	Interka BTP

Numéro d'ordre	Intitulé du Marché	Ligne budgétaire	Type de marché	Droit applicable	Date de passation	Montant final du marché passé (€) TTC	Attributaire
	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia - Lot 2					135.666,00 €	Encofe
	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia - Lot 3					17.761,00 €	BESPIR Ing. Sarl
CSC GIN 020	Aménagement hydro-agricole du périmètre de Kafossy 2 dans Damakania-Kindia	A_01_01	travaux	PNSP	7-nov.-18	81.694,00 €	Entreprise Kamola Prestation Guinée « KPG »

5.7 Accords d'exécution

Numéro d'ordre	Intitulé	Bénéficiaire contractant	Pays	Devise Csub	Budget devise signature	Budget Euro	Date signature	Date expiration
GIN1600411/Csub/004	Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes.	TRIAS Guinée	Guinée	EUR	782.801 €	782.801 €	30-03-17	30-09-19
GIN1600411/Csub/005	Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes.	Coopération Atlantique Guinée 44 (CA-G44)	Guinée	EUR	222.013 €	222.013 €	12-05-07	30-09-19
GIN1600411/Csub/006	Acquisition des intrants Serre, intrants agricoles et petits outillage pour la production des rejets d'ananas de la variété Cayenne Lisse	CRRAF	Guinée	EUR	24.326 €	24.326 €	28-04-07	30-09-17
GIN1600411/Csub/007	Les aménagements hydroagricoles réhabilités sont mise en exploitation par les bénéficiaires de manière durables La pratique de la culture attelée et l'utilisation de matériel aratoire a connu une extension dans la zone d'intervention de DAKMA Les producteurs membres des unions ciblées ont des connaissances accrues et ont mis en pratique des approches agro-écologiques	RGTA-DI	Guinée	EUR	174.913 €	174.913 €	28-04-07	30-09-17
GIN1600411/Csub/008	L'acquisition de matériel végétal (rejets) sain et de bonne productivité, la multiplication initiale de ce matériel (rejets) sur le centre, la distribution des rejets aux producteurs / multiplicateurs formés et encadrer qui doivent par la suite assurer la production des rejets (ananas et bananes) pour le marché.	CRRAF	Guinée	EUR	95.530 €	95.530 €	30-03-18	30-06-09
GIN1600411/Csub/011	la mobilisation d'une équipe de spécialistes pour la fourniture d'un appui technique nécessaire aux différentes phases du suivi à pied d'œuvre	BTGR Mamou	Guinée	GNF	168.935.000 GNF	16.089 GNF	09-03-08	09-10-08
GIN1600411/Csub/012	la mobilisation d'une équipe de spécialistes pour la fourniture d'un appui technique nécessaire aux différentes phases du suivi à pied d'œuvre	BTGR Kindia	Guinée	GNF	240.352.000 GNF	22.891 GNF	09-03-08	09-10-08
GIN1600411/Csub/014	Faire le suivi et le contrôle des travaux des Infrastructures Postes récoltes dans la région de Kindia	BTGR Kindia	Guinée	GNF	180.499.000	17.190 €	12-11-18	11-02-19
GIN1600411/Csub/015	Faire le suivi et le contrôle des travaux des Infrastructures Postes récoltes dans la région de Mamou	BTGR Mamou	Guinée	GNF	102.491.800	9.761 €	12-11-18	11-02-19
GIN1600411/Csub/016	faire le suivi et le contrôle des travaux de réhabilitation, d'élimination des points critiques et d'entretien de la piste de Carrefour Madina Carrefour Soindé et les deux ouvrages de Denken dans la zone de Mamou	BTGR	Guinée	GNF	169.735.000	16.165 €	15-01-19	14-08-19
GIN1600411/Csub/017	Suivi et contrôle des travaux d'Aménagement d'hygro Agricole du périmètre de KAFOSI	BTGR		GNF	49.437.200	4.708 €	12-11-18	11-05-19
GIN1600411/Csub/018	Améliorer la production agricole et augmenter les revenus des producteurs par la promotion de la traction animale .Contribuer à la sécurité alimentaire des populations dans les zones d'intervention par le biais d'une agriculture durable. Instaurer un climat de cohabitation paisible entre les acteurs d'un même terroir par le biais d'une intégration agriculture et élevage. Promouvoir l'autonomisation du RGTA-DI et de ses partenaires à la base par le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles	RGTA	Guinée	GNF	247.280.000	24.728 €	01-02-19	30-04-19
GIN1600411/Csub/019	Suivi des travaux Aménagements Hydro Agricoles de Kindia.	RGTA	Guinée	GNF	647.000.000	64.700 €	29-04-19	30-09-19

5.8 Équipements

No Ordre	LIBELLE - DESCRIPTION	REFERENCE-CODE	CATEGORIE	NUMERO DE SERIE	DATE ACQUISITION	NOM FOURNISSEUR	VALEUR D'ACQUISITION EURO	LOCALISATION	ETAT
1	Toyota Land Cruiser76 Hardtop	GIN1600411_Immo_1	Matériel Roulant	CHASSIS N°JTEEB71J-907032206	26-07-16	TOYOTA MOTOR EUROP NV/SA	28.221	Projet DAKMA/Kindia	Bon
2	Toyota Land Cruiser76 Hardtop	GIN1600411_Immo_2	Matériel Roulant	CHASSIS N°JTEEB71J-907032402	26-07-16	TOYOTA MOTOR EUROP NV/SA	28.221	Projet DAKMA/Kindia	Bon
3	Ordinateur portable Dell CMS3 E7470 B3	GIN1600411_Immo_3	Matériel informatique	Latitude Bundle 3	02-11-16	SYSTEMAT	1.281	ATN Filière	En panne et stocké au magasin
4	Ordinateur portable Dell CMS3 E7470 B3	GIN1600411_Immo_4	Matériel informatique	Latitude Bundle 3	02-11-16	SYSTEMAT	1.281	RAFi	Bon
5	Ordinateur portable Dell E5570 I5	GIN1600411_Immo_5	Matériel informatique	Latitude Bundle E5570 I5	02-11-16	SYSTEMAT	593	ATN GR DAKMA/Hady	En panne et stocké au magasin
6	Ordinateur portable Dell E5570 I5	GIN1600411_Immo_6	Matériel informatique	Latitude Bundle E5570 I5	02-11-16	SYSTEMAT	593	Secrétaire Caissière	Bon
7	Ordinateur portable HP pavillon	GIN1600411_Immo_7	Matériel informatique	6CG55206T4	09-09-16	El Hadj BOUBACAR	695	Assistant Log	Bon
8	Vidéo Projecteur EPSON	GIN1600511_Immo_8	Matériel informatique	VTSK 6900688	26-01-17	Lyreco	464	Projet DAKMA/Kindia	Bon
9	Onduleur -865 W	GIN1600411_Immo_9	Matériel informatique		01-12-16	MISCO	369	Non affecté	-
10	Eaton onduleur line Eco 800 FR	GIN1600411_Immo_10	Matériel informatique	2541004	02-11-16	MISCO	103	Non affecté	Bon
11	Eaton onduleur line Eco 800 FR	GIN1600411_Immo_11	Matériel informatique	2541004	02-11-16	MISCO	103	Non affecté	Bon
12	Imprimante Laser Couleur HP M2777N	GIN1600411_Immo_12	Matériel informatique	VNB8J5R4V	09-09-16	Ets El Hadj BOUBACAR	480	Bureau Coordinateur DAKMA	Bon
13	Bureau Simple 1m80	GIN1600411_Immo_13	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau Coordinateur DAKMA	Bon
14	Bureau Simple 1m80	GIN1600411_Immo_14	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau RAFI	Bon
15	Bureau Simple 1m80	GIN1600411_Immo_15	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau ATN GR1/Sortie	Mauvais etat sortie du stock
16	Bureau Simple 1m80	GIN1600411_Immo_16	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau ATN GR2	Bon
17	Bureau Simple 1m80	GIN1600411_Immo_17	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau Secrétaire Caissière/Sortie	Mauvais état sortie du stock
18	Fauteuil HD	GIN1600411_Immo_18	Mobiliers de bureau	Réf :521	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau ATN GR1	Bon
19	Fauteuil HD	GIN1600411_Immo_19	Mobiliers de bureau	Réf :521	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau ATN GR2	Bon
20	Fauteuil HD	GIN1600411_Immo_20	Mobiliers de bureau	Réf :521	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau Secrétaire Caissière/Sortie	Mauvais état sortie du stock
21	Fauteuil HD	GIN1600411_Immo_21	Mobiliers de bureau	Réf :521	31-05-17	GALERIE MARIFALA	150	Bureau Coordinateur DAKMA	Bon
22	Armoire 2 battant	GIN1600411_Immo_22	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	165	Bureau Secrétaire Caissière	Bon
23	Armoire 2 battant	GIN1600411_Immo_23	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	165	Bureau Comptable	Bon
24	Armoire 2 battant	GIN1600411_Immo_24	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	165	Bureau RAFI	Bon

No Ordre	LIBELLE - DESCRIPTION	REFERENCE-CODE	CATEGORIE	NUMERO DE SERIE	DATE ACQUISITION	NOM FOURNISSEUR	VALEUR D'ACQUISITION EURO	LOCALISATION	ETAT
25	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_25	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau Secrétaire Caissière	Bon
26	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_26	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau Secrétaire Caissière	Bon
27	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_27	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN GR1	Bon
28	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_28	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN GR1	Bon
29	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_29	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN GR2	Bon
30	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_30	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN GR2	Bon
31	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_31	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN Filière	Bon
32	Chaise visiteur avec accoudoir	GIN1600411_Immo_32	Mobiliers de bureau	N/A	31-05-17	GALERIE MARIFALA	65	Bureau ATN Filière	Bon
33	Imprimante Laser Couleur HP M2777N	GIN1600411_Immo_33	Matériel informatique	VNB8J5R4V	15-03-17	Ets El Hadj BOUBACAR	480	Secrétaire Caissière	Bon
34	Imprimante Laser Couleur HP M2777N	GIN1600411_Immo_34	Matériel informatique	VNB8J5R4V	25-05-17	Ets El Hadj BOUBACAR	480	Bureau ATN GR2	Bon
35	Imprimante multifonction à jet d'encre A3	GIN1600411_Immo_35	Matériel informatique	N/A	25-05-17	Ets El Hadj BOUBACAR	350	Bureau ATN GR1	Bon
36	GPS Montana 680t	GIN1600411_Immo_36	Matériel informatique	N/A	14-11-2016	HQ	395	ATN GR1	Bon
37	GPS Montana 680t	GIN1600411_Immo_37	Matériel informatique	N/A	14-11-2016	HQ	395	ATN GR2	Bon
38	Etagère	GIN1600411_Immo_38	Mobiliers de bureau	N/A	09-10-17	Sankouba Sylla	50	Bureau F.O	Bon
39	Etagère	GIN1600411_Immo_39	Mobiliers de bureau	N/A	14-07-17	Fode DIABY	83	Bureau Coordinateur DAKMA	Bon
40	Table	GIN1600411_Immo_40	Mobiliers de bureau	N/A	26-09-17	Mbemba Sylla	45	Bureau Coordinateur DAKMA	Bon
41	Imprimante multifonction IR2545i	GIN1600411_Immo_41	Matériel informatique	N/A	07-10-17	AYO-TIC	7.800	Salle photocopie	Bon
42	Table Simple 1,60m/70m	GIN1600411_Immo_42	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	150	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
43	Table Simple 1,60m/70m	GIN1600411_Immo_43	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	150	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
44	Armoire 2 battant	GIN1600411_Immo_44	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	150	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
45	Fauteuil haut dossier	GIN1600411_Immo_45	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	120	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
46	Fauteuil haut dossier	GIN1600411_Immo_46	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	120	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
47	Chaise Visiteur	GIN1600411_Immo_47	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	70	Bureau ATN GR Dalaba	
48	Chaise Visiteur	GIN1600411_Immo_47	Matériel informatique	N/A	19-04-18	MITTY OFFICE MAX	70	Bureau ATN GR Dalaba	Bon
					TOTAL		75.678		

5.9 Cadre logique original tiré du DTF :

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de base	Cible	Sources de Vérification	Hypothèses
Objectif Global	Les conditions socio-économiques des populations rurales des régions de Kindia et de Mamou sont améliorées à travers l'appui au développement agricole					
Objectif spécifique	Les productions rizicoles et horticoles des régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes	Evolution des volumes de production enregistrés par filière et par site	Volumes de production enregistrés par filière et par site à déterminer à l'occasion du Baseline exhaustive	Augmentation des volumes de production enregistrés par filière et par site avec minimum 10%	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports périodiques des différents partenaires et prestataires • Rapport d'activités du projet • Rapports périodiques des OP bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Le soutien effectif aux filières dans le cadre des différents plans nationaux est mis en œuvre • Le cadre institutionnel est soutenant par rapport à la réalisation du projet selon la planification retenue • Les autres interventions dans la zone d'intervention sont prêtes à développer des synergies qui permettent une complémentarité et cohérence • Les différents partenaires d'exécution tiennent leurs engagements dans les délais convenus
Evolution des volumes de produits transformés, stockés et commercialisés par site et par chaînes de valeur		Volumes de produits transformés, stockés et commercialisés par site et par chaînes de valeur à déterminer à l'occasion du Baseline exhaustive	Augmentation des volumes de produits transformés, stockés et commercialisés par site et par chaînes de valeur avec minimum 10%			
Mesures spécifiques genre, jeunes et environnement intégrées aux conventions de subsides et appliquées dans la mise en œuvre		Aucune mesure spécifique intégrée aux conventions de subsides et appliquées dans la mise en œuvre	Minimum une mesure spécifique intégrée aux conventions de subsides et appliquées dans la mise en œuvre			

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de base	Cible	Sources de Vérification	Hypothèses
Résultat 1	Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en	Superficie (en ha) de périmètres irrigués aménagés	0 ha aménagés	Minimum 200 ha aménagés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports périodiques des différents 	La mobilisation de la participation des bénéficiaires est effective

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de base	Cible	Sources de Vérification	Hypothèses
	amont et en aval des filières retenues	Nombre de nouveaux ménages agricoles bénéficiant d'un accès permanent aux ressources hydriques	o ménages agricoles bénéficiant d'un accès permanent aux ressources hydriques	500 ménages agricoles bénéficiant d'un accès permanent aux ressources hydriques (10 forages + pompes)	partenaire/prestataires <ul style="list-style-type: none"> • PV des réunions de suivi de chantier • Rapport d'activités du projet • Rapports périodiques des OP bénéficiaires 	
		Nombre supplémentaire d' ha « mécanisés » et producteurs impliqués (distinction préparation et entretien des champs genre sensible)	o ha « mécanisés »	300 ha « mécanisés »		
		Quantité de rejets d'ananas et de bananes de qualité disponible	Quantité de rejets d'ananas et de bananes de qualité disponible à définir pendant l'étude de base exhaustive	Quantité de rejets diminuée avec minimum 10 % Augmentation de la qualité avec minimum 20%		
		A la fin du projet, les comités d'usagers assument pleinement l'utilisation, la gestion et la maintenance des investissements réalisés	o comités d'usagers	80% des comités d'usagers qui ont été formés assument pleinement l'utilisation, la gestion et la maintenance des investissements réalisés		
		Evolution du nombre de conflits agriculteurs/éleveurs par site	Nombre de conflits agriculteurs/éleveurs par site à définir pendant l'étude de base exhaustive	Réduction du nombre de conflits avec minimum 50%		
		Cadastre des investissements réalisés au niveau de la DPA	Pas de cadastre	Cadastre des investissements réalisés au niveau de la DPA disponible		
Résultat 2		Pourcentage de producteurs niveau OP (hommes et femmes) engagées dans les actions	Pas de producteurs niveau OP (hommes et femmes) engagées dans	Dans min. 50 % des actions innovantes les producteurs niveau OP	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports périodiques des différents 	

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de base	Cible	Sources de Vérification	Hypothèses
	Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcées	innovantes	les actions innovantes	(hommes et femmes) sont engagées	partenaire/prestataires <ul style="list-style-type: none"> • PV des réunions de suivi de chantier • Rapport d'activités du projet • Rapports périodiques des OP bénéficiaires • Enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires des services de : <ul style="list-style-type: none"> • Fédérations • Unions • ST 	
Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat		Pas de femmes formées à l'entrepreneuriat	Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat à définir pendant l'étude de base exhaustive			
1 comité de gestion des aménagements fonctionnel dans chaque site et formé sur les dimensions genre et environnement		Pas de comités de gestion des aménagements	1 comité de gestion des aménagements fonctionnel par site			
Taux de satisfaction des bénéficiaires de services de : <ul style="list-style-type: none"> - Fédérations - Unions - ST 		Taux de satisfaction des bénéficiaires de services à définir pendant l'étude de base exhaustive	Augmentation de min. 35% du taux de satisfaction des bénéficiaires de services			
Niveau de fonctionnalité des OP		Niveau de fonctionnalité des OP à définir pendant l'étude de base exhaustive	50 % des OP sont fonctionnelles sur base des critères en vigueur			
Nombre de jeunes agriculteurs ayant accès à la profession		Nombre de jeunes à définir pendant l'étude de base exhaustive	Augmentation avec min. 25 % du nombre de jeunes agriculteurs ayant accès à la profession			
Résultat 3	Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues	Cellule technique de préparation fonctionnelle	Pas de cellule technique de préparation fonctionnelle	Une cellule technique de préparation fonctionnelle est établi min. 6 mois après le démarrage.	Rapports des dispositifs de concertation et coordination Notes thématiques filières	Respect du rôle régalién des services techniques
Qualité et types d'informations sur les filières disponible au niveau régional		Qualité et types d'informations à définir pendant l'étude de base exhaustive	Min. 4 types d'information différentes de bonne qualité disponible par année			
Dispositif de coordination et concertation entre acteurs privés des filières et services techniques de l'agriculture opérationnel au minimum 2x/an		Un dispositif de coordination et concertation entre acteurs privés des filières et services	Un dispositif de coordination et concertation entre acteurs privés des filières et services techniques se			

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Valeur de base	Cible	Sources de Vérification	Hypothèses
			techniques existe mais la concertation n'est pas systématique	réuni minimum 2x par an à partir du 2 ^{ème} année		
		Taux de satisfaction des participants aux concertations	Le taux de satisfaction est à définir pendant l'étude de base exhaustive	Min. 50% des participants sont satisfait des concertations.		

5.10 Matrice de monitoring complète

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenue Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible finale	Vobtenue finale	Responsable collecte	Responsable consolidation
			2016	2016	2017	2017	2018	2018	2019	2019				
IMPACT (OG) : Les conditions socio-économiques des populations rurales des régions de Kindia et de Mamou sont améliorées à travers l'appui au développement agricole														
OUTCOME (OS) : Les productions rizicoles et horticoles dans régions de Kindia et Mamou sont améliorées et mieux valorisées selon une approche chaîne de valeur tenant compte des besoins différenciés des hommes, des femmes et des jeunes														
<i>Evolution (%) des volumes de production enregistrés par filière et par site aménagé</i>	ND	Augmentation du volume de production de 10% par filière et site, différenciée par groupe de bénéficiaires	0	0	0%		4%		10%			10%	APEK et RGTA-DI avec l'aide de l'UGP	UGP/DAKM A
<i>Evolution des volumes de produits stockés, commercialisés et transformés par filière et par site aménagé et réparti selon groupes de bénéficiaires (hommes, femmes, jeunes)</i>	ND	Augmentation du volume de stockage, de commercialisation et de transformation de 10% par filière et site, différenciée par groupe de bénéficiaires	0	0	0%		6%		10%			10%	APEK et RGTA-DI avec l'aide de l'UGP	UGP/DAKM A
OUTPUT 1: Des investissements sur des sites à haut potentiel sont réalisés en amont et en aval des filières retenues														
Superficie (ha) de périmètres irrigués réhabilités (A0101)	0 ha aménagé	138ha aménagés	0	0	0		100	122,14	138	-	138	119,16	UGP / DAKMA	UGP/DAKM A
Nombre de ménages agricoles bénéficiant d'un accès permanent aux ressources hydriques (A0101)	0	400 x 12 mois = 3600 ménages-mois	0	0	0		1200	419	4800		4800	448	APEK / RGTA-DI	UGP/DAKM A
Nombre de comité de gestion AHA en place et fonctionnels (O101)	0	≥ 8 comités	0	0	0		7	8	9		9	9	APEK / RGTA-DI	UGP/DAKM A
% des exploitants (bénéficiaires) des réhabilitations qui ont effectivement mise en œuvre de leurs parcelles	0 exploitants	80%	0	0	0		50%		80%		80%	95%	APEK / RGTA-DI	UGP/DAKM A

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	V cible Année 1	Vobtenue Année 1	V cible Année 2	Vobtenue Année 2	V cible Année 3	Vobtenue Année 3	V cible Année 4	Vobtenue Année 4	V cible finale	Vobtenue finale	Responsable collecte	Responsable consolidation
conforme aux formations (0101)														
Nombre de CVEP fonctionnel (0102)	4	100%	0	0	0		0%		50%		50%	50%	APEK	UGP/DAKM A
Nombre d'attelages supplémentaires opérationnels (bœufs dressés, bouviers formés et équipés) opérationnel (0103)	0 attelages	300 attelages	0	0	0		150	211	300		300	301	RGTA-DI	UGP/DAKM A
Nombre d'hectares supplémentaires sont labourées à l'aide de la culture attelée (0103)	0 ha labouré	600 ha "mécanisés"	0	0	0		300	422	600		600	782	RGTA-DI	UGP/DAKM A
Nombre de ménages additionnels touchés par la mécanisation (0103)	0	>450	0	0	0		200	211	450		450	803	RGTA-DI	UGP/DAKM A
Quantité de rejets de qualité (MVA) de bananes et d'ananas disponibles (0104)	0 rejets	250.000 rejets bananes 1.500.000 rejets baronne	0	0	0		150.000 0 750.000 0	17.083 213.423	250.000 1.500.000 0		250.000 0 1.500.000	37.690 423.671	CRRAF	UGP/DAKM A
Nombre de hectares de rejets d'ananas et de bananes issues du MVA cultivés au niveau des multiplicateurs (0104)	0	≥ 25 ha d'ananas "baronne" ≥ 100 ha de banane "FHIA 23"	0	0	0		12 ha 40 ha	9 ha 4,5 ha	≥ 25 ha ≥ 100ha			7,1 ha 15,1 ha	CRRAF	UGP/DAKM A
Nombre de ménages bénéficiaires des infrastructures post-récoltes (hangars, magasins aires de séchages) (0105)	0	250 ménages	0	0	0	0	125	0	250		250	391	ATC/TRIAS	UGP/DAKM A
Capacité de transformation utilisée effectivement (%) des unités de transformation nouvellement mise en place (A0105)	0	13% de la production du riz des membres dans les unions en groupements bénéficiaires est transformés	0	0	0%	0	25%	0	50%		50%	50%	AGUIDEP/TRIAS	UGP/DAKM A
% personnes membres de unions bénéficiaires de l'infrastructure de stockage commercialisant d'une manière groupée (0105)	0%	30%	0	0	0%	0	10%	0	30%	41.2%	30%	41,2%.	ATC/AGUIDEP/TRIAS	UGP/DAKM A

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	V cible Année 1	Vobtenue Année 1	V cible Année 2	Vobtenue Année 2	V cible Année 3	Vobtenue Année 3	V cible Année 4	Vobtenue Année 4	V cible finale	Vobtenue finale	Responsable collecte	Responsable consolidation
Evolution du nombre de conflits agriculteurs / éleveurs par site	Très fréquent	Réduction du nombre de conflits avec minimum 50%									50%	33,33 % de réduction des conflits	RGTA-DI, APEK et UGP DAKMA	UGP DAKMA
Cadastre des investissements réalisés	Pas de cadastre	Cadastre des investissements réalisés au niveau de la DPA										Ensemble des sites cartographiés, situation des parcelles / exploitants disponibles	DTGR et DRA	UGP DAKMA
OUTPUT 2: Les capacités des acteurs actifs aux différents maillons des filières retenues sont renforcés														
% dossiers investissements archivés au niveau des DRA/BTGR (0201)	o système d'archivage	100% archivage des infrastructures réalisées dans le cadre de DAKMA	0%	0%	0%		50%		100%		100%		BTGR/DRA	UGP/DAKMA
% des unions accompagnées (11) font preuve d'une amélioration de leur capacité de gestion administrative et financière (0202)	Etude de base	80% font preuve d'une amélioration globale de leurs capacités	0%	0%	0%	0	50%	0	91%		80%	91%	ATC/TRIAS	UGP/DAKMA
Taux de satisfaction des membres avec les services rendu par leur Organisations (Fédérations, Unions, ...) (0202)	A calculer à partir de l'étude de base / questionnaire	au moins 75% des membres sont satisfait avec les services rendus	0%	0%					75%		80%	95,60%	UGP / DAKMA	UGP/DAKMA
75% membres des équipes de la DPA/DRA directement impliqués dans la mise en œuvre du DAKMA maîtrisent les logiciels bureautiques WORD et EXCEL (0201)	0%	75%	0%	0%	0%	0%	40%		75%		75%	32%	UGP / DAKMA	UGP/DAKMA

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	V cible Année 1	Vobtenue Année 1	V cible Année 2	Vobtenue Année 2	V cible Année 3	Vobtenue Année 3	V cible Année 4	Vobtenue Année 4	V cible finale	Vobtenue finale	Responsable collecte	Responsable consolidation
50% membres des équipes du BTGR directement impliqués dans la mise en œuvre du DAKMA maîtrisent le logiciel topographique COVADIS et le logiciel de cartographie QGIS (O201)	0%	50%	0%	0%	0%	0%	30%		50%	25%	50%	25%	UGP / DAKMA	UGP/DAKM A
Nombre de producteurs formés (hommes, femmes, jeunes) au CEF (O202)	0 producteurs	2000 producteurs dont 25% des femmes ont bénéficiés d'appui-conseil intensif	0	0	250	1086 /816	1.250	873	2.000		2.000	1056	ATC/TRIAS	UGP/DAKM A
Nombre de producteurs formés (hommes, femmes, jeunes) à l'ERI (O202)			0	0		489 / 277		821				1581		
% Comité de gestion (en place et) fonctionnel pour chaque nouvel infrastructure de stockage mise en place (O203)	0	80% des infrastructures / équipements	0%	0%	0%	0	25%	0	80%		80%	95%	ATC/AGUIDEP/TRI AS	UGP/DAKM A
% Comité de gestion (en place et) fonctionnel pour chaque nouvel équipement de transformation mise en place (O203)	0	80% des infrastructures / équipements	0%	0%	0%	0	50%	64%	80%		80%	95%	ATC/AGUIDEP/TRI AS	UGP/DAKM A
% des unités de transformation avec un bénéfice > 0 (avant mi-2019) X/36 plans d'affaires (O203)	0	40% des unités de transformation font un bénéfice qui modeste dans la 3ème année	0%	0%	0%	0	10%	19%	40%		40%	12,50%	ATC/AGUIDEP/TRI AS	UGP/DAKM A
Nombre d'exploitants agricoles formés technique de fabrication et d'utilisation de compost (O204)	0	1275 dont 50% femmes et 35% de jeunes	0	0	400		800	952	1275		1275	1380	RGTA-DI	UGP/DAKM A
% des producteurs/ productrices formés continuent à appliquer les techniques de fabrication et	0	60%	0%	0%	0%		40%	52.41%	60%		60%	96,16%	RGTA-DI	UGP/DAKM A

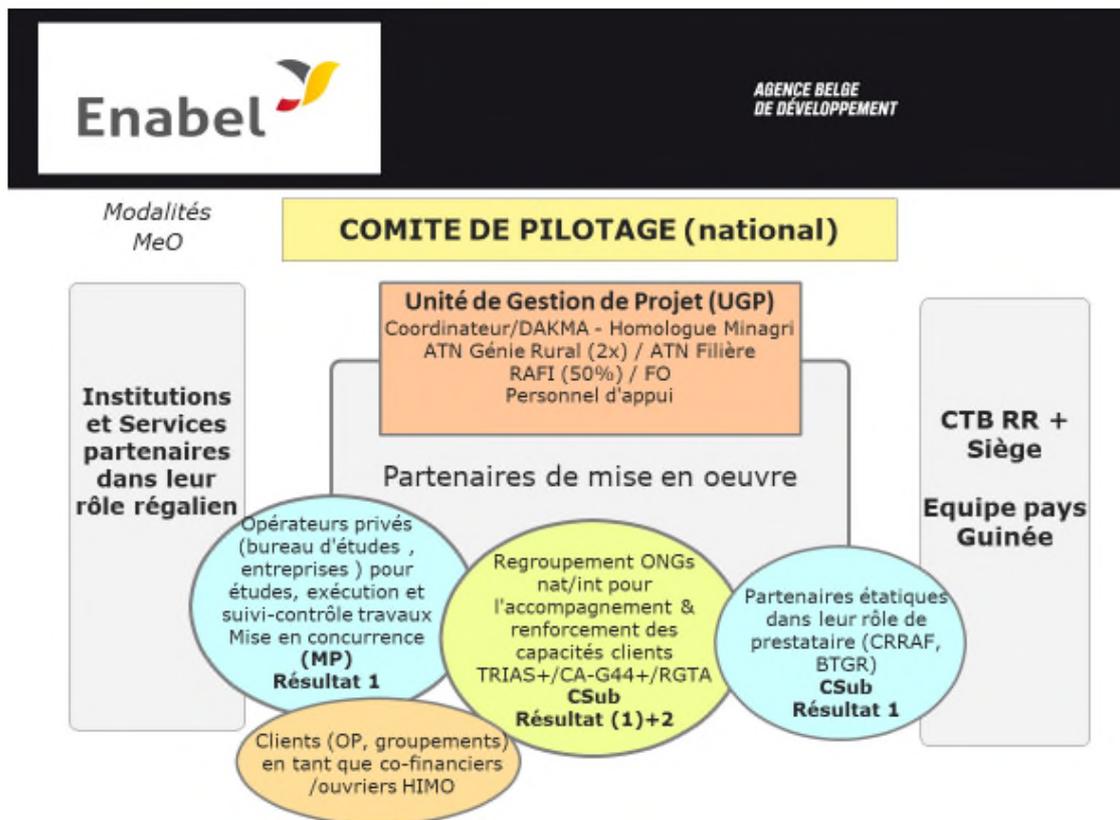
Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	V cible Année 1	Vobtenue Année 1	V cible Année 2	Vobtenue Année 2	V cible Année 3	Vobtenue Année 3	V cible Année 4	Vobtenue Année 4	V cible finale	Vobtenue finale	Responsable collecte	Responsable consolidation	
d'utilisation de compost (0204)															
Nombre d'exploitants formés par l'approche champ d'école (0204)	0	400	0	0	50	95	200	165	400		400	668	TRAI	UGP/DAKM A	
% de personnes formées par l'approche champ d'école qui continuent à appliquer les techniques enseignées (0204)	0	60%	0%	0%	0%	52	0%	6%	30%		50%	37,7%	TRIAS / RGTA-DI	UGP/DAKM A	
OUTPUT 3: Le dialogue sectoriel régional (Kindia-Mamou) est consolidé et contribue à la concertation entre acteurs des filières retenues															
Dispositif de coordination et de concertation entre acteurs (privés et publiques) fonctionnel (0301)	Pas de coordination systématique	Deux réunions de coordination à partir du 2ème année	0	0	1		2	2	2		2	2	UGP/DRA	DRA	
Taux de satisfaction des participants aux réunions (0301)	A déterminer par étude de base	Au moins 50% des participants sont satisfaits des concertations	0%	0%	0%		60%	70%	60%		80%	85%	UGP/DRA	DRA	

5.11 Outils et produits

- ❖ Module de formation des exploitants des bas-fonds sur la technique de gestion et d'entretien de l'eau dans les périmètres aménagés
- ❖ Module de formation sur le rôle et responsabilité des membres des comités de gestion /suivi des périmètres
- ❖ Modules de Formation sur : les techniques d'aménagement de bas-fonds, les ouvrages hydrauliques et la gestion de l'eau dans les périmètres aménagés.
- ❖ Formation des membres des Comités Villageois d'Entretien des Pistes (CVEP) sur les technique d'entretien de la piste
- ❖ Fiche Techniques sur la traction animale et le compostage de 21 jours
- ❖ Module de formation sur la Gestion organisationnelle des Unions et Groupements
- ❖ Module de formation sur les techniques d'étuvage amélioré
- ❖ Guide d'entretien avec les groupements producteurs ;
- ❖ Guide simplifié d'élaboration des plans d'affaire ;
- ❖ Guide d'animation des producteurs sur ERI ;
- ❖ Manuel du Meunier pour la maintenance et le suivi des équipements de transformation poste récolte.

6 Autres annexes

6.1 Schéma de mise en oeuvre



6.2 Evolution volumes de production

N°	Périmètre	Spéculation	Valeur de Base		Valeur obtenue		N°parcelles	Augmentation
			Rendement kg/ha/m ² 2016-2017	Rendement kg/ha/m ² 2018-2019				
1	Baady	Riz	146	155	P11	6%		
		Maïs	453	500	P11	10%		
					P15			
					P26			
2	Billidougou	Tomate (t/ha)	30	36	P6	20%		
		Oignon (t/ha)	35000	38000	P12	9%		
		Pomme de terre (t/ha)	17000	25000	P12	47%		
3	Tangama	Oignon (kg)	21	25	P14	19%		
		Pomme de terre (kg)	350	570	P46	63%		
		Betterave (kg)	70	100	P21	43%		
		Pomme de terre (kg)	100	160	P12	60%		
4	Djombo Diouhel	Tomate	70	90	P42	29%		
		Carotte	500	515	P21	3%		
		Choux	500	1000	P21	100%		
		Oignon	100	115	P28	15%		
		Carotte	150	165	P28	10%		
5	Botobofel	Riz (T)	2000	2150	P95	8%		
		Pomme de Terre (kg)	3000	5000	P96	67%		
		Haricot	45	90	P6	100%		

Filière Riz	Riz en moyenne	1073	1153		7%	26%
Filière Horticole	PdT en moyenne	5113	7683		59%	
	Oignon	11707	12713		14%	
	Tomate	50	63		24%	
	Carotte	325	340		7%	

Les résultats de l'évolution des volumes de production ci-dessus sont issus des calculs comparatifs des données de rendement 2016 – 2017 (DRA/Mamou – ANASA) avec les rendements des parcelles faisant l'objet d'une cartographie détaillée dans le cadre du pilote « Eau productive » fin 2019. Cette cartographie a été menée afin d'estimer les charges en termes de redevance d'eau (GNF/m²) pour les sites concernés.

Le contexte a rendu difficile d'établir l'évolution de l'indicateur « évolution du volume de production » sur la base d'une simple avant ⇔ après.

La détermination des valeurs de base par spéculation au démarrage de DAKMA était difficile pour plusieurs raisons:

- 1) Au début il était pas claire comment allait être la situation après les travaux. L'étude de base a été faite - octobre 2017 - au moment où les APS /APD étaient encore en élaboration : il faut connaître la situation de base pour estimation la valeur cible ;
- 2) Le fait que les sites étaient très divers en termes de topographie : bas-fonds, plaines, coteaux / source et disponibilité d'eau / utilisation avant réhabilitation, une démarche uniforme pour estimer l'évolution du volume de production était extrêmement difficile au moment de l'étude de base ;

Ensuite il a été difficile d'établir l'effet de la réhabilitation sur les rendements parce que :

- 3) Sur la plupart des sites les travaux ont été finalisés 2ème partie 2018 / 2019. Les bénéficiaires ont pour cette raison seulement pu exploiter une seule saison / voir une partie d'une saison le site aménagé. Par exemple à Botobofel, le site a été livré courant le mois de décembre, trop court pour faire des PdT en contresaison. Les exploitants ont donc décidé de faire du haricot.
- 4) Pour établir l'évolution des rendements il faut comparer la situation d'une spéculation d'un même producteur de préférence sur un même site. Alors que pour plusieurs aménagements, la réhabilitation a reconfiguré les sites avec une effet sur les parcelles, les exploitants et les spéculations.

Une étude de base a été faite en collaboration avec TRIAS en novembre 2017 par le bureau CECOMUD. A ce moment les études APS/APD étaient en phase de finalisation et la configuration des sites après réhabilitation pas encore très claire. C'est pour cette raison que le bureau s'est plutôt tenu aux OP (Unions et Fédérations) groupes ciblés de TRIAS pour estimer les rendements sans lien directe avec les AHA à réhabiliter, les extensions à faire dans le cadre de DAKMA. Nous n'avons pour cette raison pas pu exploiter l'étude de base de CECOMUD et faire recours aux données collectées dans la cadre du pilote « Eau productive ».

6.3 Synthèse matériel et équipements co-financés

Préfecture	Union	Groupe bénéficiaire	Etat actuel sur la fonctionnalité	Montant disponible en Caisse début sept.20 en GNF	Constats	Recommandations
Kindia	UGMK Koliady	KhakhanNakhé de Falabagan	Fonctionnel	2 500 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Enregistrement régulier de toutes les opérations liées l'utilisation et la gestion de la machines - Le groupement chercher un dynamo électrique et faire un branchement sur le réseau de EDG pour réduire les coûts de fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un plan d'affaire pour un crédit à Yètèkali pour acheter la dynamo; - Engager les négociation auprès d'un technicien et Yètèkali pour la réalisation de notre rêve d'ici le début de la campagne.
		Kharibouya de Comoya	Fonctionnel	3 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Immobiliser depuis 3 mois à cause d'une panne de 2ème pilon qui coute à 600.000fg 	<ul style="list-style-type: none"> - Acheté la pièce dépannée la machine avant la période de riz Dépannage de la machine
	Samaya	Forifantaye de Kaporo			<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès en saison hivernale: le village se trouve derrière accès une fleuve 	
		Fanyifan (Walia)	Fonctionnel	800 000	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité de la gestion ne fonctionne pas bien par non transparence dans la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une réunion de concertation entre les membre du comité élargie aux autres membres du groupement pour solutionner le problème. - Suivi et le tenu régulier des documents de gestion.
		Lutibili			<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès en saison hivernale: le village se trouve derrière accès une fleuve 	
	UGMK Koliady	Kambalia	Fonctionnel	2 200 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Non tenus des outils de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrer les opérations en langue nationale - Organiser une réunion pour discuter de la prise en charge du meunier - Ramener la plaque et l'installer à proximité de la machine

Préfecture	Union	Groupe bénéficiaire	Etat actuel sur la fonctionnalité	Montant disponible en Caisse début sept.20 en GNF	Constats	Recommandations
		Sobé	Non Fonctionnel	2 200 000	- Depuis la fin du projet les documents ne sont pas bien tenus	- Tenue correcte des documents des gestions est nécessaire même il faut écrire en arabe - Entretien la machine pour la campagne
		Beko	Non Fonctionnel	400 000	- Consommation élevé - Immobiliser depuis 4 mois à cause d'une panne	- Renforcer la capacité du meunier - Dépannage la machine par un mécanicien
		Kholèssadé	Fonctionnel	2 000 000	- La tenue des documents de gestion à jour; - Partage de l'information avec les autres membres pour une transparence. - Achat d'une moto à 6.500.000fg avec une recette de la moto fait 7.000.000fg	
	UGMK	Molota Lanyi			- Difficulté d'accès : la Machine se trouve à Mambia dans un District Molota	A visiter prochainement
	COPELF	Hamdalaye			- Difficulté d'accès en saison hivernale: le village se trouve derrière accès une fleuve	A visiter prochainement
Mamou	Kounkourého	Bowe masculin	Fonctionnel	3 000 000	- Prise en charge des pannes - réalisation des bilans mensuels - Restructuration et recomposition du Comité pour améliorer son fonctionnement	- Fixer la Plaque d'identification de la machine
		Pathé Belly	Fonctionnel	2 000 000	- Prise en charge des pannes - Fonctionnement ralenti par la rareté des produits	- Mettre à jour les outils de gestions - Assurer l'entretien régulier du moteur
		Dongol dissé	Fonctionnel	8 037 500	- Prise en charge des pannes - Enregistrement régulier de toutes les opérations liées l'utilisation et la gestion de la machines	- Ouvrir un compte et sécuriser le montant disponible, - Examiner des possibilités pour fructifier le montant en caisse

Préfecture	Union	Groupe bénéficiaire	Etat actuel sur la fonctionnalité	Montant disponible en Caisse début sept.20 en GNF	Constats	Recommandations
	UGAS	Denken	Fonctionnel	13 800 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Enregistrement régulier de toutes les opérations liées l'utilisation et la gestion de la machines - Faible capacité de la machine par rapport à la disponibilité des produits - Fonctionnement ralenti à cause de la difficulté de séchage des produits 	- Acheter un machine plus puissante (Décortiqueuse Grand modèle)
		Dalawoulen 2	Fonctionnel	2 800 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Enregistrement régulier de toutes les opérations liées l'utilisation et la gestion de la machines 	- Ouvrir un compte et sécuriser le montant disponible,
			Non Fonctionnel			
		Horè Gouba	Fonctionnel	1 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Machine a été déplacé pour un nouveau site plus accessible à la clientèle - Non enregistrement des opérations 	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrer les opérations en langue nationale - Organiser une réunion pour discuter de la prise en charge du meunier - Ramener la plaque et l'installer à proximité de la machine
		UGAS	Fonctionnel	2 120 000	- Insuffisance des produits à traiter	
			Fonctionnel	1 530 000	- Insuffisance des produits à traiter	
		Brouwal	Non Fonctionnel		<ul style="list-style-type: none"> - A l'arrêt depuis un certain temps - Nous n'avons pas pu rencontres les membres du groupement pour comprendre les raisons 	
Dalaba	Union Mais	Groupement Botobofel centre	Fonctionnel	1 200 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Non tenus des outils de gestion 	- Mettre à jour les outils de gestions
			Fonctionnel	800 000	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des pannes - Non tenus des outils de gestion 	- Mettre à jour les outils de gestions

Préfecture	Union	Groupe bénéficiaire	Etat actuel sur la fonctionnalité	Montant disponible en Caisse début sept.20 en GNF	Constats	Recommandations
	Union Koumansan	Groupe agricole Malalla	Fonctionnel		- Prise en charge des pannes - outils de gestion tenus à jour - Réunions bilans organisées régulièrement par les membres du comité pour rendre compte de la gestion	- Identification et formation d'un 2ème meunier - Renforcement des capacités des nouveaux membres du comité
	Dalaba centre	Tangama	Non Fonctionnel		- Machine en bon état, mais à l'arrêt par faute de meunier	- organiser une réunion urgente pour prendre les dispositions pour faire fonctionner la machine
	Pomme de terre	Dockal	Fonctionnel	800 000	- Prise en charge des pannes - outils de gestion tenus à jour	
		Kamakoro	Fonctionnel	2 350 000	- Prise en charge des pannes - outils de gestion tenus à jour	
		Groupe Téléco 2	Fonctionnel	2 650 000	- Prise en charge des pannes - outils de gestion tenus à jour - Problème de réglage corrigé	
		Dockal	Fonctionnel	1 180 000	- Prise en charge des pannes - outils de gestion tenus à jour	



GIN1600411_Situati
on _des_EPR_CoGes

6.4 Répartition du budget des investissements

N° Marché	Intitulé du Marché	Montant initial	Avenant	Nouveau montant	Région	Kindia	Mamou	Dalaba
CSC GIN 004	Réhabilitation des Aménagements Hydroagricoles de Botobofel et Baady dans la région de Mamou/Dalaba - Lot 1	141.820,35 €	1.888,00 €	143.708,35 €	Dalaba			143.708,35 €
	Réhabilitation des Aménagements Hydroagricoles de Botobofel, Baady dans la région de Mamou/Dalaba - Lot 2	144.850,47 €		144.850,47 €	Mamou		144.850,47 €	
CSC GIN 005	Marché des travaux pour " l'aménagement hydro-agricole du perimetre de Bilidougou, Tangama, Djombo Djiv ell dans Dalaba"	101.349,00 €	3.946,85 €	105.295,85 €	Dalaba			105.295,85 €
CSC GIN 006	Réhabilitation des Aménagements Hydroagricoles de Bendougou (lot 1) Kafossy 2 (lot 2) dans la region de Kindia	177.161,57 €	12.261,39 €	189.422,96 €	Kindia	189.422,96 €		
CSC GIN 007	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 1	215.839,70 €	28.673 €	244.512,23 €	Kindia	244.512,23 €		
	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 2	86.116,40 €	1.676 €	87.792,00 €	Kindia	87.792,00 €		
	Marché de travaux pour « le réaménagement des périmètres agricoles de Badarayah, Dantoumayah et Youngouyah » - Lot 3	89.684,72 €	9.963 €	99.648,05 €	Kindia	99.648,05 €		
CSC GIN 012	Acquisition et installation de système d'appoint de panneaux solaires - Lot 1 Kindia	14.238,38 €		14.238,38 €	Kindia	14.238,38 €		
	Acquisition et installation de système d'appoint de panneaux solaires - Lot 2 Mamou-Dalaba	17.190,00 €		17.190,00 €	Mamou		17.190,00 €	
CSC GIN 013	Marché de travaux pour " la réhabilitation des pistes rurales Mamou Carrefour Madina Carrefour Soindé Lot 2	226.890,72 €		226.890,72 €	Mamou		226.890,72 €	
	Marché de travaux pour " la réhabilitation des pistes rurales Mamou Falébagan Sittaya Lot 1 ¹⁾	183.160,78 €			Kindia	0		
CSC GIN 014	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia - Lot 1	59.919,22 €	251 €	60.170,68 €	Kindia	60.170,68 €		
	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Mamou-Dalaba - Lot 2	135.666,00 €	9.059 €	144.725,32 €	Mamou	28.945,06 €	115.780,26 €	
	Construction d'infrastructure de stockage des produits agricoles dans la région de Kindia - Lot 3	17.761,00 €	2.383 €	20.143,92 €	Kindia	20.143,92 €		
CSC GIN 020	Amenagement hydro-agricole du perimetre de Kafossi 2 dans Damakania-Kinida	81.694,00 €		81.694,00 €	Kindia	81.694,00 €		
MP/2018/005	Amenagement hydro-agricole du perimetre de Koba Khouré	56.350,00 €		56.350,00 €	Kindia	56.350,00 €		
Financement en régie par DAKMA	Matériels et équipements partenaires (matériel ICT, motos, équipement technique, mobilier) partenaires étatiques directement impliqués dans l'exécution+	72.200,71 €		72.200,71 €	Kindia Mamou Dalaba	46.522,85 €	20.392,85 €	5.285,00 €
Budget CSub TRIAS	Matériel et équipement Groupements (Broyeuses, décortiqueuses PM/GM, étuveuses, moulins, mini-rizerie,...)	12.416,50 €		12.416,50 €	Kindia	12.416,50 €		
	Matériel et équipement Groupements (Broyeuses, décortiqueuses PM/GM, étuveuses, moulins, mini-rizerie,...)	16.171,49 €		16.171,49 €	Mamou		16.171,49 €	
	Matériel et équipement Groupements (Broyeuses, décortiqueuses PM/GM, étuveuses, moulins, mini-rizerie,...)	12.179,00 €		12.179,00 €	Dalaba			12.179,00 €
	Total	1.862.660,01 €	70.101,40 €	1.749.600,63 €		941.856,64 €	541.275,79 €	266.468,20 €
							807.743,99 €	
	1) Marché non-attribué par manque de fonds sur budget DAKMA / En cours d'exécution par Integra - Enabel			1.749.600,63 €				
				5.000.000,00 €				
				Taux				35%

6.5 Informations sur les GVEC

No	Localité	Nom du GVEC	Union	Composition		Epargne	Valeur de crédit en cours	Fonds de crédit espèce en caisse	Solde de fonds de solidarité	Observation
				Total	Femmes					
Moyenne Guinée (GVEC accompagnés et spontanés)										
1	Ditinn	Dockal Féminin	UGPM	35	25	33 609 000	17 300 000	16 309 000	866 000	Appuyé
2	Botobofel	GAM	UGPT	22	12	11 539 000	7 400 000	4 139 000	1 063 000	Appuyé
3	Horè mamou	Dongol Dissè	UGPK	34	20	13 355 000	6 100 000	7 255 000	979 000	Appuyé
4	Ditinn	Télico	UGPM	35	29	21 520 000	13 350 000	8 170 000	354 000	Spontané
Totaux Moyenne Guinée				126	86	80 023 000	44 150 000	35 873 000	3 262 000	
Basse Guinée (GVEC accompagnés et spontanés)										
1	Kaporo	Forifantaye	UGPS	30	16	42 520 000	34 751 000	7 769 000	460 000	Appuyé
	Samoreya	Kollèssadé	UGMK	35	28	45 270 000	37 566 500	7 703 500	308 500	Appuyé
2	Bèndougou	Sobè Sombadè	UGSB	30	18	38 800 000	35 214 000	3 586 000	214 000	Appuyé
4	Samaya centre	Forifé	UGPS	28	22	11 573 000	10 560 000	1 013 000	435 000	Spontané
5	Komoya	Yaguïba	UGPS	35	26	6 941 000	2 541 000	4 400 000	0	Spontané
6	Komoya	Mounafanyi	UGPS	18	11	9 930 000	0	9 930 000	20 000	Spontané
7	Baminaya	Yigui	UGMK	27	20	3 447 000	2 750 000	697 000	92 000	Spontané
Totaux Basse Guinée				203	141	158 481 000	123 382 500	35 098 500	1 529 500	
GRAND TOTAL DAKMA				329	227	238 504 000	167 532 500	70 971 500	4 791 500	

6.6 Critères de performance

1. PERTINENCE : la mesure dans laquelle une intervention de développement correspond aux priorités et aux besoins des groupes cibles, et aux politiques des pays bénéficiaires et des bailleurs de fonds. (CAD-OCDE)				
Interprétation de la définition du CAD :				
La pertinence se rapporte à la question des besoins de l'intervention. Elle analyse l'intervention du point de vue des problèmes et des besoins des bénéficiaires, et de leurs priorités. Elle examine d'autre part aussi si l'intervention est cohérente avec les politiques du partenaire et du pays donateur.				
En tant que telle, la pertinence évalue la valeur et l'utilité de l'intervention telles que perçues par les parties prenantes clés, la mesure dans laquelle la « réponse » de l'intervention est techniquement appropriée pour satisfaire aux besoins et aux priorités, et la mesure dans laquelle l'intervention est une réponse à un besoin réel du pays partenaire ou plutôt une adaptation aux préférences du bailleur. Pour les interventions novatrices, qui remettent en question les intérêts établis ou les pratiques existantes, la pertinence touche aussi à la compréhension de la mesure dans laquelle elles sont ancrées dans les véritables priorités et intérêts et dégageront un potentiel de reproduction ou des possibilités pour influencer les politiques, donc à la mesure dans laquelle l'approche à double ancrage est pertinente.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
PERTINENCE :	A	B	C	D
évaluation globale		x		

SOUS-CRITÈRES D'ANALYSE ⁴²

1.1. Réponse aux problèmes, besoins et priorités des bénéficiaires	A	B	C	D
			x	
<p>L'intervention est-elle en phase avec les problèmes, les besoins et les priorités des bénéficiaires ? La stratégie de l'intervention apporte-t-elle une réponse adéquate aux besoins et à la réalité/aux conditions de vie des bénéficiaires ?</p> <p>Si l'intervention est expérimentale, est-elle ancrée dans les besoins des bénéficiaires et dans leurs véritables intérêts et priorités ?</p> <p><i>Le projet DAKMA était globalement en phase avec les problèmes, les besoins et les priorités des bénéficiaires. Elle a apporté des réponses adéquates aux besoins et à la réalité / les conditions de vie des bénéficiaires mais n'a pas pu aller au bout de sa logique à cause de sa durée relativement courte (30 mois phase opérationnelle) combinée aux contraintes internes (procédures) et externes (partenaires avec des capacités d'absorption limitée en termes de RH et finance).</i></p> <p><i>La manière de travailler est bien appréciée par nos partenaires étatiques du niveau régional et central mais aussi par les bénéficiaires finaux - bien que les délais pour le démarrage des activités tangibles sur le terrain leur semblaient parfois longs. L'intervention nous a donné une bonne visibilité notamment les investissements en aménagements-hydro-agricoles, infrastructures post-récolte, matériel et équipement de transformation.</i></p>				
1.2. Cohérence avec les priorités et politiques du partenaire	A	B	C	D
		x		
<p>L'intervention est-elle en phase avec les priorités et les politiques de développement du gouvernement partenaire à tous les échelons (national et local), y compris avec les thèmes transversaux ?</p> <p>Est-elle cohérente avec une approche favorisant la complémentarité avec les autres acteurs pertinents travaillant sur le même thème ?</p> <p>Si l'intervention est expérimentale, ses résultats sont-ils susceptibles d'être pertinents pour influencer les politiques et pour adapter le système existant, et sont-ils susceptibles d'être reproduits ?</p> <p><i>L'intervention était bien en phase avec les orientations stratégiques de l'Etat guinéen relatif à la réduction de la pauvreté, le Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP, 2015-2015), la relance post</i></p>				

Ebola, la Stratégie de Relance et de Résilience Socio-Economique post-Ebola (2015-2017) et son Plan d'Actions Prioritaires Post-Ebola (PAPP) et les documents politiques et stratégiques successifs relatif au secteur agricole, les Plans Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité alimentaire (PNIASA, 2013-2017 et PNAISAN, 2018-2025) particulièrement pour ce qui concerne les aspects accroissement de la productivité (modernisation des infrastructures et AHA), l'accès aux marchés et la structuration des chaînes de valeurs et l'amélioration de la gouvernance.

1.3. Cohérence avec les priorités et politiques du donateur	A	B	C	D
		x		

L'intervention est-elle en phase avec les politiques pertinentes de la Belgique ?

L'intervention était en bonne adéquation avec les priorités de la stratégie du Ministre belge de la coopération au développement qui promeut une agriculture de marché selon une approche chaîne de valeur.

En tant que projet du programme de démarrage l'intervention visait une mise en œuvre rapide, une visibilité d'actions permettant une orientation au programme structurel à formuler.

DAKMA nous permet un trajet d'apprentissage du secteur agricole guinéen et d'orienter nos axes d'intervention pour le Programme Entrepreneuriat, notamment le volet Entrepreneuriat Agricole.

2. EFFICIENCE : l'efficacité mesure les résultats – qualitatifs ou quantitatifs – obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre. Il s'agit d'un terme économique utilisé pour indiquer dans quelle mesure une activité d'aide utilise les ressources les moins coûteuses possible pour produire les résultats escomptés. Cela implique généralement de comparer les différentes approches utilisées pour atteindre les mêmes résultats, de façon à déterminer si le processus le plus efficace a été retenu.

Interprétation de la définition du CAD :

L'efficacité porte essentiellement sur l'efficacité de transformation de l'intervention : comment les « inputs » sont-ils transformés en « outputs » (fourniture de biens et de services) ? L'efficacité compare ce ratio aux scénarios alternatifs : compte tenu de l'output à produire, existait-il des approches alternatives qui auraient consommé moins de ressources sans pour autant réduire la qualité et la quantité des résultats ? Une approche alternative aurait-elle permis de produire plus de résultats en utilisant les mêmes ressources ? L'efficacité se rapporte aussi à la mise en œuvre des activités dans les délais impartis : (les inputs ont-ils été fournis à temps ?) les activités ont-elles été mises en œuvre conformément au planning (à temps) et, partant, les outputs ont-ils été livrés à temps ? L'efficacité porte aussi sur la fourniture et la qualité des produits et des services, ainsi que sur la contribution/l'implication du partenaire.

EFFICIENCE : évaluation globale	A	B	C	D
			x	

SOUS-CRITÈRES D'ANALYSE ⁴³

2.1 Les inputs ont-ils été gérés en tenant raisonnablement compte de l'efficacité ?	A	B	C	D
		x-		

Compte tenu de l'output à produire, existait-il des approches alternatives qui auraient consommé moins de ressources sans pour autant réduire la qualité et la quantité des résultats ? L'intervention est-elle gérée de manière économiquement rationnelle, tout en optimisant la qualité et la quantité des outputs ? Le ratio input-output est-il bon ?

Le ration input ⇔ output de l'intervention est considéré acceptable, voir bon vu le contexte de l'intervention c.à.d. la durée de l'intervention (3 ans) dans un nouveau pays plutôt fragile ou Enabel a du se construire elle-même (RH, dispositif administratif et financier) trouver sa place et découvrir et configurer son environnement en terme de partenaires et partenariats.

2.2 Quel est le degré d'atteinte des outputs ?	A	B	C	D
---	----------	----------	----------	----------

⁴³ Il n'est pas obligatoire d'attribuer un score aux sous-critères. C'est à l'évaluateur de décider s'il le fait ou non.

			X	
--	--	--	---	--

Tous les outputs sont-ils ou sont-ils susceptibles d'être fournis dans les délais prévus (et permettront-ils donc la mise en œuvre dans les temps des activités) ? Si des retards se sont produits, des mesures appropriées ont-elles été prises ? À temps ? Tous les outputs sont-ils de bonne qualité (répondent-ils dans la mesure du possible aux critères de qualité prédéfinis) ? Si des problèmes sont survenus quant à la qualité ou au suivi de la qualité, des mesures correctives ont-elles été prises ?

Cependant les outputs en termes d'infrastructures, notamment les AHA, n'ont pas toujours été fournis à temps, voir régulièrement avec du retard considérable et pas toujours avec la qualité escomptée dû aux facteurs internes (contraintes procédurales) et externes (faible capacités techniques et surface financière des entreprises adjudicataires). Ceci a créé un déphasage entre le « hard » et le « soft », malgré les multiples efforts correctifs : les infrastructures AHA ont seulement été finalisées fin 2018, début 2019, laissant peu de temps à l'accompagnement des bénéficiaires dans une exploitation/gestion professionnelle.

2.3 Dans quelle mesure la contribution du partenaire s'effectue-t-elle correctement ?	A	B	C	D
		X		

La contribution (financière/matérielle/RH) du partenaire correspond-elle aux prévisions ?

La contribution des partenaires a été satisfaisant à la fin, mais a pris de temps pour se mettre en place avec la dynamique et la qualité demandée (RH, outils, méthodes, démarche), notamment au niveau des partenaires ONG (Bénéficiaires Contractants). Au niveau des partenaires de l'administration, tenant compte des limites des ressources à leur niveau, la contribution peut être qualifiée de satisfaisante en termes d'engagement et de dynamique. Une démarche de renforcement de capacités a été mis en place aussi bien pour les partenaires ONG, que pour les partenaires de l'administration (BTGR, DPA et DRA). A noter que la collaboration avec l'administration a seulement été effective grâce à l'installation d'une prime de rétribution pour les activités de type prestations ne tombant pas dans leurs taches régaliennes

2.4 Efficience des modalités d'exécution ?	A	B	C	D
		X		

Les modalités d'exécution encouragent-elles un usage efficient des moyens dont dispose l'intervention ? Les modalités d'exécution sont-elles élaborées de sorte à favoriser une transformation économiquement rationnelle des inputs en outputs ?

Afin de corriger, prévenir des problèmes relatifs au retard et à la qualité la transformation rationnelle des inputs en outputs n'a pas toujours été optimale. La contractualisation d'un cabinet externe (bureau SHER) pour l'assurance qualité, bien que pertinente, a ajouté une troisième couche au dispositif du suivi-contrôle des travaux AHA : les BTGR comme contrôleurs à pied d'œuvre, le contrôleur SHER comme contrôleur en chef, relayés par les ATN GR de l'UGP. La question se pose, si une équipe UGP plus étouffée par du personnel Enabel - dans le cas spécifique par exemple un ATI en Génie Rural expérimenté dans les procédures de marché en régie - n'aurait pas été plus efficiente.

3. EFFICACITÉ À CE JOUR : la mesure dans laquelle les objectifs de l'intervention de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative.

Interprétation de la définition du CAD :

L'efficacité se rapporte à l'utilisation des outputs et à la réalisation probable de l'outcome de l'intervention. L'utilisation des outputs est le « chaînon manquant » entre la fourniture des produits et services (outputs) et l'outcome. Elle n'examine pas seulement la réalisation de l'outcome, mais aussi la pertinence des outputs : ceux-ci (produits et services) sont-ils utilisés comme prévu ? Contribuent-ils aussi à la réalisation de l'outcome comme prévu dans la stratégie d'intervention (cette dernière fournit-elle les outputs souhaités ?) ? L'évaluation de ces différents aspects donne une image plus complète de l'efficacité des interventions.

EFFICACITÉ : évaluation globale	A	B	C	D
		X		

SOUS-CRITÈRES D'ANALYSE ⁴⁴

3.1 Dans quelle mesure les outputs sont-ils utilisés et contribuent-ils à l'outcome ?	A	B	C	D
		X		
<p>Tous les groupes cibles ont-ils accès aux outputs disponibles jusqu'à présent ? Tous les groupes cibles utilisent-ils les outputs comme prévu ? Existe-t-il des facteurs qui empêchent l'utilisation des outputs ? L'utilisation des outputs disponibles contribue-t-elle à l'outcome comme prévu ?</p> <p><i>Les groupes cibles ont accès aux outputs disponibles et les utilisent – sauf l'AHA de Kafossy II dont le marché a été résilié en plein travaux - malgré des défaillances techniques encore à corriger par ci et par là, les outputs contribuent à l'atteint de l'outcome si un accompagnement peut continuer à être fourni par l'IEA</i></p>				
3.2 Au stade actuel de la mise en œuvre, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?	A	B	C	D
	X			
<p>Réalisation en termes de couverture et de qualité ? L'intervention a-t-elle adapté sa stratégie en fonction des changements de contexte (suppositions et risques) chaque fois que cela s'avérait nécessaire pour réaliser l'outcome ? Les effets négatifs ont-ils été atténués ? Y a-t-il eu des effets positifs non prévus ? Ces effets positifs ont-ils contribué aux résultats de l'intervention ?</p> <p><i>L'intervention a continuellement adaptée sa stratégie en fonction du contexte et sa compréhension de la situation afin de maintenir le cap sur les outcomes à réaliser, atténuant les effets négatifs et en créant des effets non attendus comme la dynamique d'épargne par les femmes et jeunes autour de GVE, le lancement de 12 jeunes dans la production d'ananas et la création des deux entreprises de production d'engrais organique (compost de 21 jours) à Mamou et Dalaba.</i></p>				

4. IMPACT : effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une intervention de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. (CAD-OCDE)				
<p>Interprétation de la définition du CAD :</p> <p>Il existe plusieurs interprétations de la notion d'impact. Une <i>revue</i> évalue la contribution probable au niveau de l'impact de l'intervention (l'objectif général du cadre logique). Le résultat au niveau de l'impact est – sauf exception - un des résultats du cadre stratégique du gouvernement partenaire. Ainsi défini, l'impact se concentre sur la question de savoir si l'intervention contribue au résultat stratégique que le gouvernement partenaire cherche à atteindre. Il analyse aussi le lien entre les niveaux de l'outcome et de l'impact du cadre des résultats. Ceci est une première interprétation du critère « impact ».</p> <p>Une <i>revue</i> doit aussi prendre en compte une deuxième interprétation du terme, à savoir toute la série d'effets générés par l'intervention à plus long terme. Ces effets peuvent être escomptés ou inattendus, et affecter des individus, des organisations, des sociétés et l'environnement physique extérieurs au groupe de personnes ou d'organisations initialement ciblé. La différence avec le critère d'efficacité réside dans le fait que l'impact dépasse la préoccupation « étroite » de la réalisation des résultats du cadre des résultats et qu'il examine aussi si et comment l'intervention affecte - de manière positive ou négative - la situation du groupe cible et des autres parties prenantes.</p> <p>En tant que tel, le critère de l'impact répond à la question « l'intervention en valait-elle la peine ? » en examinant sa contribution au meilleur résultat au niveau de l'impact, ainsi que ses conséquences importantes, aussi bien négatives que positives, même si elles ne sont pas directement liées au « niveau de l'impact » du cadre des résultats.</p>				
IMPACT : évaluation globale	A	B	C	D
		X		

SOUS-CRITÈRES D'ANALYSE ⁴⁵

⁴⁴ Il n'est pas obligatoire d'attribuer un score aux sous-critères. C'est à l'évaluateur de décider s'il le fait ou non.

⁴⁵ Il n'est pas obligatoire d'attribuer un score aux sous-critères. C'est à l'évaluateur de décider s'il le fait ou non.

4.1 Quelles sont les perspectives directes de l'intervention au niveau de l'impact ?	A	B	C	D
		X		
<p>Quels changements au niveau de l'impact sont-ils visibles ou susceptibles de devenir visibles ? Dans quelle mesure les changements au niveau de l'impact sont-ils identifiables et mesurables, et attribuables à l'intervention ? Quels sont, selon leur perception, les effets de l'intervention pour les bénéficiaires et ce selon leur perception ?</p> <p>L'intervention contribuera-t-elle aux objectifs du pays partenaire, tels que visés dans le cadre des résultats au niveau de l'impact ? Des facteurs externes sont-ils susceptibles de compromettre la contribution aux résultats du partenaire ?</p> <p><i>Un impact est visible spécifiquement au niveau de la filière ananas avec une extension continue de la superficie de production et les rendements. Cet impact est attribuable à la dynamique créée au niveau de cette filière depuis 2016 par un ensemble d'acteurs comme le Gouvernement de la Guinée à travers son programme de relance mise en œuvre par le BES, les interventions comme les Jeunes Avenir (USAID), le PDRI-HF, la COLEACP, mais aussi et notamment à travers le projet DAKMA.</i></p> <p><i>Un autre impact important visible et attribuable au projet DAKMA se trouve dans le domaine de la concertation des acteurs du secteur agricole et plus spécifique des acteurs des filières ananas et mangue</i></p> <p><i>Des autres impacts encore moins visibles, mais susceptibles de le devenir sont les évolutions des rendements et de commercialisation en lien avec les AHA réhabilités. A confirmer par des évaluations les années à venir, mais les rendements semblent en augmentation et les habitudes de commercialisation en train de changer, grâce au renforcement de capacités et les infrastructures et équipements post-récoltés mises en place par un effort commun.</i></p>				
4.2 L'intervention a-t-elle ou aura-t-elle des effets positifs ou négatifs inattendus pour les bénéficiaires ciblés ou des individus ou des groupes non ciblés ?	A	B	C	D
		X		
<p>Y a-t-il eu ou y aura-t-il des effets positifs ou négatifs inattendus (environnementaux, sociaux, culturels, économiques ou sexospécifiques) pour les bénéficiaires ciblés ou des individus ou des groupes non ciblés ? Comment ceux-ci affectent-ils les résultats aux niveaux de l'output – l'outcome et de l'impact ? Si ces effets sont négatifs, l'intervention a-t-elle pris à temps des mesures d'atténuation ? Quel en a été le résultat ?</p> <p><i>Quelques effets inattendus en termes d'initiatives entrepreneuriales (économiques et sexospécifiques) se sont montrés à travers le dynamisme autour des Groupement Villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC) spécifiquement des Femmes et des Jeunes et les initiatives à se lancer dans la production agricole (ananas, bananes et compost).</i></p> <p><i>De manière générale la promotion de l'entrepreneuriat semble en lien avec les ambitions et proche de la culture de nombreux Guinéens et fera vraisemblablement son chemin.</i></p>				

5. DURABILITÉ : la poursuite des bénéfices retirés d'une intervention de développement après que la majeure partie de l'aide au développement a été apportée ; la probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme ; la situation grâce à laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques. (CAD-OCDE)
<p>Interprétation de la définition du CAD :</p> <p>Dans le contexte du processus de revue, la durabilité est la probabilité que les résultats et les bénéfices de l'intervention se maintiendront au niveau approprié et pendant un laps de temps raisonnable après la clôture de l'intervention. Dans le contexte des revues, c'est le potentiel de durabilité qui est évalué, et donc la probabilité que l'impact sera durable.</p> <p>Le potentiel de durabilité est spécifique à l'intervention. En tant que telle, l'évaluation de la durabilité des résultats se fera sur une autre base pour les interventions de développement post crise que pour les interventions en 3^e phase d'une approche d'appui sectoriel à long terme.</p> <p>Parmi les différents facteurs touchant à la durabilité figurent l'ancrage de l'intervention dans le cadre stratégique du pays partenaire, l'appropriation par le partenaire et sa participation à la formulation et à la mise en œuvre, l'intégration de l'intervention dans le contexte institutionnel et culturel, la pertinence des technologies par rapport aux spécificités du pays partenaire, l'influence des facteurs environnementaux sur l'intervention et l'impact de l'intervention sur l'environnement, les capacités du pays partenaire à continuer à garantir les résultats financiers, la bonne gouvernance de l'institution partenaire, et la pertinence de la stratégie de sortie de l'intervention (liste non exhaustive). Il est très important que l'évaluateur analyse ce critère dans une large perspective, en</p>

tenant compte des spécificités de l'intervention.				
DURABILITÉ :	A	B	C	D
évaluation globale		X		

SOUS-CRITÈRES D'ANALYSE ⁴⁶

5.1 Viabilité financière / économique ?	A	B	C	D
		X		
<p>Les partenaires ont-ils la capacité financière requise pour continuer à retirer des bénéfices de l'intervention après la fin de l'appui ? Existe-t-il une stratégie de sortie financière/économique progressive, qui, dans l'affirmative, est susceptible d'être mise en œuvre ? Les bénéficiaires/l'institution partenaire ont-ils les moyens de payer la maintenance ou le remplacement des services /biens/infrastructures mis en place par l'intervention ? Les résultats/bénéfices sont-ils abordables pour les bénéficiaires à la fin de l'intervention ?</p> <p><i>La durabilité de l'intervention, c.à.d. la probabilité de préserver et reproduire les bénéfices sur le long terme dépendra dans une large mesure des gains financiers et économiques que les bénéficiaires peuvent tirer des investissements mis en place et par conséquent de leur intégration dans le marché / chaînes de valeurs fonctionnelles. DAKMA a tenté de mettre les bases, mais il est évident qu'un accompagnement plus long et consistant – accompagnement technico-économique, en commercialisation et à l'organisation et à la gestion des périmètres - reste nécessaire. Nous continuerons d'accompagner les acteurs de la filière ananas, mangue et pommes de terre dans le cadre de l'IEA avec une logique chaîne de valeur / entrepreneuriale, aussi bien pour acteurs individuels, que ceux organisés en OP. Il est aussi prévu de continuer le travail sur la gestion de l'eau productive, la mise en place des OUE par la poursuite du travail sur les sites pilotes et l'extension sur des autres (9) sites de DAKMA. Pour les autres spéculations – maraichères et le riz – l'appui technico-économique s'arrêtera avec la fin de DAKMA. Il ne semble pas pertinent de continuer l'accompagnement des acteurs de la filière riz, nécessitant une intervention de taille pour sortir des résultats tangibles. Par contre il pourrait être intéressant de continuer à appuyer les producteurs des spéculations clés comme la tomate, l'aubergine, le (gros) piment, le chou, la carotte autour de nos aménagements...</i></p>				
5.2 Les exigences d'appropriation locale sont-elles satisfaites et continueront-elles de l'être après la fin de l'intervention ?	A	B	C	D
		X		
<p>Le partenaire et les parties prenantes locales ont-ils été impliqués dans le processus de planification et de mise en œuvre ? Dans quelle mesure les bénéficiaires ont-ils été impliqués dans la prise de décisions relatives aux bénéfices de l'intervention ? L'intervention est-elle en phase avec une approche d'appui à l'appropriation par le gouvernement partenaire ? Quelle est la probabilité que les bénéficiaires continueront à utiliser les outputs et les outcomes ? Les bénéficiaires ont-ils déjà projeté de quelle manière ils comptent continuer à assurer le flux de bénéfices et, si tel est le cas, quelle est la probabilité qu'ils concrétisent ces projets ?</p> <p><i>Les partenaires et parties prenantes des différents niveaux ont été impliqués dans la conception de la démarche de l'intervention et le choix des sites. Les bénéficiaires ont aussi été impliqués dans la préparation, la mise en place (collecte des cofinancements) des infrastructures post-récoltes et équipements de transformation et de conditionnement, ainsi que le suivi des travaux (comité de suivi) des AHA, magasins et hangars. Par contre pour les AHA, le nombre de sites très différents et la durée impartie à l'intervention, n'a pas permis une bonne discussion avec les (futurs) exploitants du type d'aménagement / la réhabilitation proposée et les conséquences technico-économiques de son exploitation / gestion. Il y a des évolutions encourageantes à différents niveaux des bénéficiaires qui continuent d'assurer les flux de bénéfices.</i></p>				

⁴⁶ Il n'est pas obligatoire d'attribuer un score aux sous-critères. C'est à l'évaluateur de décider s'il le fait ou non.

5.3 Dans quelle mesure les politiques appuient-elles durablement l'intervention ?	A	B	C	D
		X		
<p>Les politiques nationales, sectorielles (et éventuellement locales) et les politiques budgétaires ont-elles appuyé l'intervention ? Ont-elles eu une influence positive ou négative sur l'intervention ? Ces politiques sont-elles susceptibles de continuer à appuyer l'intervention après sa clôture ?</p> <p>Si cela s'avère pertinent, quel input l'intervention peut-elle fournir au niveau politique ? Dans quelle mesure les expériences et les enseignements tirés sur le terrain sont-ils répercutés dans l'agenda politique ? Les changements de politiques et de priorités ont-ils un impact sur l'intervention ? L'intervention parvient-elle à s'adapter à ces changements ?</p> <p><i>L'intervention a été suivie de près par le Ministère de l'Agriculture à travers le Comité de Pilotage, étant une intervention d'un nouveau bailleur / agence d'exécution. Par rapport au développement de la filière ananas la dynamique au niveau national a influencé globalement d'une manière positive nos actions. Un appui plutôt indirect est venu à travers le SDAI (Schéma Directeur des Aménagements Irrigués) commandité par le MinAgri et exécuté par le projet PASAG (BM). Ce Schéma a confirmé les analyses tirées de nos propres sites aménagés et a fourni des inputs /arguments pour la mise en place des dispositifs de redevance d'eau afin assurer la pérennité des investissements. C'est dans cette logique que nous avons décidé de poursuivre la mise en place des OUE et leur accompagnement sur nos sites à travers l'intervention EA.</i></p>				

5.4 La gouvernance appuie-t-elle la durabilité potentielle des bénéfices et des outcomes ?	A	B	C	D
		x		
<p>Dans quelle mesure l'intervention est-elle ancrée dans les structures institutionnelles susceptibles de subsister après la fin de l'intervention ? Cet ancrage institutionnel contribue-t-il à la durabilité de l'intervention ? Le mandat de l'organisation chargée de la mise en œuvre est-il compatible avec le rôle qui est censé être le sien ?</p> <p>La ou les institutions partenaires pertinentes font-elles preuve des capacités nécessaires de gouvernance, en ce compris de gestion et d'organisation efficaces, pour assurer la durabilité des bénéfices et de l'outcome ?</p> <p>S'il y a lieu de créer une nouvelle institution, dans quelle mesure de bonnes relations ont-elles été établies avec les institutions existantes ? Dans quelle mesure cette institution sera-t-elle capable de continuer à assurer le flux de bénéfices après la fin de l'intervention ?</p> <p><i>C'est exactement pour renforcer le cadre institutionnel de la gestion des AHA, que nous avons décidé de poursuivre nos appuis aux OUE / la notion de l'eau productive après la fin du projet DAKMA. A noter, nous sommes seulement au début d'un trajet de gestion de changements qui prendra du temps et qui peut seulement se matérialiser dans une action commune et persistante avec d'autres bailleurs.</i></p> <p><i>A souligner : un AHA peut être géré durablement de plusieurs manière, c.à.d. par une OUE pour ce qui concerne des espaces en commun ou par une structure privée – par exemple une OP – tant que le modèle d'affaire / de gouvernance est financièrement et économiquement viable.</i></p>				

5.5 Dans quelle mesure les conditions devant permettre au renforcement des capacités de contribuer à des résultats de développement durables sont-elles remplies ?	A	B	C	D
		X		
<p>Les capacités ont-elles été évaluées au lancement de la mise en œuvre ? Les institutions partenaires bénéficient-elles d'un appui adéquat en vue du renforcement de leurs capacités à s'acquitter de la tâche consistant à continuer d'assurer les bénéfices et les outcomes de l'intervention après sa clôture ? Les autres parties prenantes pertinentes bénéficient-elles d'un appui adéquat en matière de renforcement de leurs capacités à continuer d'assurer les bénéfices et les outcomes de l'intervention après sa clôture ?</p> <p>Des ressources humaines adéquates et qualifiées seront-elles disponibles en nombre suffisant pour continuer à assurer le flux de bénéfices et des outcomes au terme de la mise en œuvre de l'intervention ?</p> <p>L'intervention a-t-elle adopté une approche en matière de renforcement des capacités permettant aux bénéficiaires et aux</p>				

institutions partenaires de continuer à garantir les bénéfices et les résultats une fois l'intervention clôturée ? Ces bénéficiaires et institutions partenaires ont-ils été préparés à reprendre l'intervention aussi bien sur le plan technique et financier que sur celui de la gestion ?

Un scan organisationnel – administratif- financier, avait été réalisé avant le démarrage de l'intervention. Ce scan a montré les capacités admin-fin plutôt faibles de nos institutions partenaires (DRA, DPA, BTGR, CRRAF), mais aussi des partenaires BC (nationaux). Les capacités d'autres stakeholders ont été évaluées au fur et à mesure que nous avons mise en œuvre nos actions. Il est clair que notre environnement de partenaires a été un des enjeux majeurs par la mise en œuvre de l'intervention, des activités de renforcement de capacités ont été mise en œuvre à tous les niveaux : partenaires institutionnels, bénéficiaires contractants et (groupements) d'acteurs des filières. Pour certaines ces renforcements de capacités ont porté leurs fruits et montre leurs résultats, pour d'autres les trajets d'accompagnement étaient trop courts – notamment les acteurs, bénéficiaires directs de l'intervention – et doivent encore être poursuivis pour que les actions qui s'y mènent se reproduisent et qu'elles deviennent pérennes.

	A	B	C	D
5.6 Durabilité socioculturelle		X		

L'intervention est-elle en phase avec les perceptions locales des besoins et des moyens de produire et de partager les bénéfices ?
Si l'intervention visait à induire un changement dans les structures locales du pouvoir, les convictions et les régimes de statut, dans quelle mesure sa stratégie est-elle fondée sur une analyse de ces facteurs, en ce compris la participation des bénéficiaires à sa mise en œuvre ? Quelle est la qualité des relations entre l'équipe d'intervention et les communautés locales ?

L'intervention est d'une manière globale en phase avec les perceptions locales des besoins et des moyens de produire et de partager les bénéfices, mais vise comme toute intervention à induire des changements jugés nécessaires pour un développement. Des changements comme la répartition du travail entre homme et femmes, le rôle que l'on accord aux jeunes dans les activités économiques, l'appropriation d'une logique entrepreneuriale, de prise de risque, de responsabilité individuelle. Des changements dont la durabilité ne peut être mesurée qu'à long terme.